

POUR LA CONSTRUCTION
DU MERCURE-200

Douglas pose comme condition
l'achat par la France
de DC-10 et de DC-9

LIRE PAGE 13

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 125 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 26

5, rue des Tulleries

75227 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris n° 659072

Tél. : 246-72-23

PRIX DE L'ÉNERGIE ET CRISE MONÉTAIRE

Washington cherche à mobiliser les acheteurs de pétrole contre toute hausse du « brut »

Le « front » des vendeurs

Pour rituelles qu'elles soient, les réunions de l'OPEP, les menaces américaines à l'encontre des pays producteurs de pétrole ne tendent pas moins à subvertir la confrontation au dialogue. Au moment où l'Irak, jusqu'alors extrêmement prudent, prime à son tour « une augmentation sensible » des prix du pétrole brut, quelles chances ont les États-Unis d'être entendus ?

Après une année 1975 où la récession économique mondiale avait éliminé la demande, production et consommation de produits pétroliers ont repris de plus belle depuis l'hiver. Dans l'ensemble des pays de l'OPEP, la production s'est accrue de près de 9 % durant les huit premiers mois de 1976. Les achats spécialisés des compagnies pétrolières ont été tels que l'Irak a vendu sa production jusqu'à la fin de l'année et que ses exportations ont atteint des niveaux records depuis le mois d'août. Les prix ont d'ailleurs déjà augmenté de 15 à 30 cents par baril, en anticipation de la hausse prévue.

Le marché devrait certes se détendre. Les constitutions de stocks devraient diminuer à la fin de l'année et le ralentissement de la reprise dans les pays industrialisés — récemment confirmé par l'O.C.D.E. — risque de peser sur les exportations des pays producteurs. Mais la majorité des facteurs qui avaient empêché les ministres de l'OPEP de décider une hausse lors de leurs précédentes réunions ont disparu.

Bien que catolique, la relance économique est un fait dans la plupart des pays consommateurs. Le coût de développement des sources d'énergie alternatives au pétrole a doublé. Enfin, aucun pays industrialisé n'a réussi à mettre en place une véritable politique de l'énergie. Au contraire, l'opposition d'une partie de l'opinion aux centrales nucléaires, l'insuffisance des investissements dans la recherche d'énergies nouvelles, ont accru la dépendance vis-à-vis du pétrole, et particulièrement de celui du Proche-Orient.

Parallèlement, les besoins financiers de certains pays producteurs — tels que l'Irak, le Venezuela ou l'Algérie — ont augmenté considérablement. La diminution de leurs recettes pétrolières en 1975 a obligé ces pays à solliciter l'aide internationale pour « tenir » leurs objectifs de développement, coûteux en investissements.

L'Arabie Saoudite, une fois encore, détient la clef du problème avec sa production de plus de 8 millions de barils par jour et ses réserves les plus importantes du monde. Il y a quelques semaines, le président de la Mobil Oil, M. Warner, affirmait : « Par chance l'OPEP n'est pas monolithique. Nous devons être très heureux de la présence de gouvernements conservateurs au sein de cette organisation. » Mais les vœux des compagnies pétrolières ont leurs limites. Conscients des nécessités de l'économie mondiale, l'Arabie Saoudite n'est pas moins, sur le plan de son leadership, sa volonté d'être de ne pas s'opposer à un relèvement « modéré » du prix lors de la conférence de Qatar en est la preuve.

De plus, le roi Khalid sait que l'OPEP pourrait se trouver en moins bonne position lorsque, à partir de 1978, arriveront sur le marché les pétroles de l'Alaska et de la mer du Nord. Alors que les prix des biens qu'ils importent augmentent régulièrement, pendant deux années, montrant leur sens des responsabilités vis-à-vis de l'économie mondiale en acceptant l'érosion de leurs recettes pétrolières. Les pays industrialisés peuvent-ils sans vergogne leur demander beaucoup plus ?

Le département d'État a annoncé, le 11 novembre, que les États-Unis avaient entrepris des « consultations d'urgence » avec les pays d'Europe occidentale et le Japon, afin d'empêcher une hausse du prix du pétrole brut. Une telle augmentation « ne serait pas justifiée économiquement et serait contraire aux intérêts des pays consommateurs, comme de ceux des pays producteurs », a souligné le porte-parole de Washington, qui a ajouté : « Une hausse de 5 % du prix du pétrole coûterait en un an 6 milliards de dollars aux pays importateurs. »

Dans un commentaire sur la prochaine réunion de l'OPEP, le 15 décembre, à Doha (Qatar), l'agence Tass écrit qu'« une nouvelle augmentation des prix pétroliers compenserait les pertes subies par les producteurs, du fait de l'inflation dans le monde capitaliste... Ce sont les monopoles pétroliers qui sont responsables des problèmes énergétiques du monde, qui font l'objet actuellement d'une propagande bruyante ».

Aucune réaction officielle n'est enregistrée à Paris, mais M. Giscard d'Estaing reçoit, ce vendredi 12, M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. On sait que le gouvernement français est traditionnellement hostile à tout ce qui peut apparaître comme un « front des acheteurs » hostile aux pays producteurs.

Le porte-parole du département d'État a refusé de dire si sa déclaration reflétait les vues des États-Unis, mais on ne peut oublier les déclarations de ce dernier, lors du débat télévisé de San Francisco, le 7 octobre, sur « la fébrilité du président Ford vis-à-vis des pays arabes ». M. Carter avait même précisé qu'il considérerait un nouvel embargo comme « une déclaration de guerre économique », et qu'il y répondrait « instantanément ».

À Washington, on met cependant l'opinion en garde contre les interprétations hâtives, et l'on rappelle que, chaque fois qu'il est question d'un relèvement du prix mondial du pétrole, les États-Unis préviennent publiquement les producteurs des conséquences de leurs décisions éventuelles.

Il est certain que les États-Unis se préoccupent grandement de cette faiblesse de la hausse du « brut », qui a gagné les pays industrialisés un mois avant la réunion des ministres du pétrole des États membres de l'OPEP à Qatar, le 15 décembre prochain. Une étude de l'industrie pétrolière américaine n'a-t-elle pas justifié, à la fin d'octobre, « une hausse allant de 2,7 à 7,8 % du prix du pétrole » et les pays de l'OPEP justifient leurs décisions sur l'accroissement des coûts de leurs importations ? On est loin, il est vrai, des 10 ou 15 % annoncés par la plupart des pays producteurs.

L'inquiétude est d'autant plus grande à Washington que le programme d'indépendance énergétique des États-Unis a été jusqu'à présent un échec total. Alors que la consommation américaine de produits pétroliers est en pleine croissance (+ 4 % en 1976), la part des importations augmente régulièrement et atteint maintenant plus de 40 % de la consommation totale (contre 28 % en 1973). D'autre part, une nouvelle pénurie de gaz naturel est attendue pour cet hiver, ce qui obligera certains gros utilisateurs de gaz — particulièrement les compagnies productrices d'électricité — à se tourner vers des combustibles de rechange, notamment le pétrole. Les experts prévoient déjà que, avant 1980, 50 % du pétrole consommé aux États-Unis sera importé.

Washington a certes de nombreux moyens de pression sur les pays producteurs. Le porte-parole du département d'État s'est

« Une semaine avec l'Aquitaine »

« Le Monde » va, du 15 au 20 novembre, convier ses lecteurs à passer « une semaine avec l'Aquitaine ». Il continue ainsi le tour de France des régions qu'il a commencé en mai dernier dans le Nord-Pas-de-Calais.

Chaque jour durant cette semaine, nous publierons un supplément d'une dizaine de pages consacrées aux cinq départements aquitains. Les trente rédacteurs et correspondants qui viennent de l'interroger présenteront cette région si riche et si fragile, sûre de ses traditions mais encore incertaine devant les transformations profondes qui s'imposent.

L'Aquitaine souffre d'être

Le premier des « sommets » annuels franco-britanniques, institués par l'accord de Londres du 23 juin dernier, devait se terminer vendredi 12 novembre, au début de l'après-midi. Le programme a été quelque peu modifié, notamment parce que trois des participants britanniques, le chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), M. Denis Healey ; le ministre du commerce, M. Edmund Dell, et le ministre de l'Agriculture, M. John Silkin, retenus jeudi soir par un vote important à la Chambre des communes, n'ont rejoint leur premier ministre que ce vendredi.

Les entretiens ont réuni, jeudi, à dîner et après dîner, à Rambouillet, autour de M. Giscard d'Estaing et du premier ministre, M. James Callaghan, du côté britannique, le secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, et du côté français, le premier ministre, M. Raymond Barre, le ministre des affaires étrangères,

M. de Guiringaud, et le ministre délégué chargé de l'économie et des finances, M. Michel Durafour.

Selon M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, les conversations de jeudi ont porté essentiellement « sur les problèmes monétaires européens et internationaux » et sur la préparation du prochain Conseil européen de La Haye (29 et 30 novembre). Les échanges de vues se sont déroulés « avec beaucoup de simplicité et d'ouverture », ce qui « permet de bien augurer de leurs résultats ».

On croit savoir que parmi les problèmes étudiés figure surtout celui des « balances sterling », ces avoirs détenus en livres par des États étrangers et qui pèsent lourdement sur le sort de la monnaie britannique. Paris et Londres étudient en ce moment les moyens de mettre fin au statut de la livre comme monnaie de réserve.

La « maladie britannique » et la France

par PAUL FABRA

Londres. — « Notre travers nationale, c'est le masochisme. C'est lui qui nous pousse sans cesse à nous frapper la poitrine en public pour notre manque d'efficacité, d'imagination... de dynamisme, ou bien pour le retard de notre appareil productif, ou

bien encore pour les conservatismes foncières de nos institutions. » Ainsi s'exprime devant nous un grand pakron britannique que les brillants résultats de son entreprise mettent particulièrement en vue. Cette réflexion, on pourrait l'entendre dans la bouche d'un industriel français célébrant, chiffres à l'appui, les performances de sa firme à l'étranger. La morale du désignement ne serait-elle pas un trait propre aux démocraties occidentales (dans les États totalitaires, et même dans les simples dictatures, ce serait plutôt la surévaluation des vertus et des exploits nationaux qui serait de mise) ? Et notre interlocuteur d'ajouter en effet : « Comment peut-on soutenir sérieusement que nous ayons cessé d'être compétitifs, alors que la Grande-Bretagne est un des pays industriels qui exportent la plus forte proportion de son produit national (environ 33 %) ? »

L'argument est sans réplique, mais il n'a qu'une portée limitée. Celui qui vient de le formuler devant nous est le premier à le reconnaître. La Grande-Bretagne qui produit sur son sol moins de la moitié des denrées dont ses cinquante millions d'habitants ont besoin, et qui doit faire venir de l'étranger matières premières

et pétrole, en attendant que celui de la mer du Nord coule à pleins flots (vers 1980), est condamnée par la force des choses à diriger vers les marchés extérieurs une part importante de son activité afin de se procurer les ressources nécessaires au paiement de ses importations.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

LE TROISIÈME HOMME

Mme Saunier-Séité me fascine. Déjà, son nom a un avant-goût exotique et kamikaze de charme assez excitant.

Elle a beau jouer — et comment ! — à l'homme public, on sent bien qu'elle est une femme, une vraie femme de droite à la beauté troublante et à l'intelligence méthodique et féroce, comme les hommes les aiment et les redoutent.

La gauche, comme chacun sait, a une longue tradition de souffrance, et elle a donc besoin d'être harcelée, provoquée, pour garder la forme. Maintenant que M. Fontanille semble jouer d'un repos bien mérité en la matière, qui mieux que Mme Saunier-Séité pourrait prendre le relais ?

Si j'étais la demi-France de droite, je la ferais président de la République. D'ailleurs, si les choses continuaient à se durcir un peu, comme il est à craindre, il ne serait pas étonnant que, parmi la majorité présidentielle, cette femme devienne un jour le troisième homme.

PABLO DE LA HIGUERA.

Les juges et l'État

par ROBERT BADINTER (*)

Depuis 1974 il était difficile, même pour l'observateur attentif, de déterminer quelle idée de la justice inspirait nos gouvernants. M. Giscard d'Estaing a toujours témoigné à l'institution judiciaire une attention courtoise, mais lointaine. Si l'on excepte les problèmes de la grâce et de la peine de mort qui le concernent personnellement, c'est huit lignes que le président de la République a consacrées dans son ouvrage à la justice.

M. Lecourt, garde des sceaux pendant deux ans, c'est sans doute montré plus intéressé par le discours n° 2 pas toujours émis à la mesure de son abondance.

Or, voici qu'à l'occasion de sa première intervention importante à l'Assemblée nationale, M. Guichard a exposé une conception, sinon de la justice elle-même, au moins des rapports des juges et de l'État. Le propos est d'importance, parce qu'il s'inscrit dans une tradition philosophique et est chargé de signification politique.

Pour M. Guichard, « (...) rendre la justice, c'est exercer une mission de souveraineté. Or l'État est le seul dépositaire de la souveraineté nationale. On ne peut donc pas participer à une fonction de souveraineté et concevoir cette fonction comme antagoniste à l'État. » Et M. Guichard a précisé à propos de la magistrature : « Il ne me paraît pas concevable que la magistrature soit considérée comme située au-dessus de l'État, voire agissant contre l'État, en un mot, comme je ne sais quel contre-pouvoir (...). »

A quelques siècles d'intervalle, et dans notre République, ce discours rejoint étonnamment les propos des légistes du roi. Un constant dessein inspirait leurs efforts : faire de la justice l'un des instruments d'un État centralisé, fort et dominant, incarné en la personne du roi, son maître. Quand Louis XIV évoquait la fonction vraiment royale de rendre la justice en son nom, il n'invitait pas seulement les parlementaires à l'obéissance. Il leur déniait jusqu'au droit de s'opposer à lui : c'est-à-dire à l'État.

(*) Avocat au barreau de Paris.

Terminée la brève parenthèse révolutionnaire, quand nos institutions judiciaires ont pris corps, c'est la même conception qui a inspiré les légistes de Napoléon. La justice impériale n'a été conçue que comme l'un des instruments d'un pouvoir absolu. Pour assurer ce pouvoir, la lettre de cachet et l'arbitraire du souverain ayant en principe disparu, il n'était qu'un moyen simple de la dépendance des juges à l'égard du maître de l'État, assurée par la hiérarchie et l'avancement.

(Lire la suite page 14.)

LA MORT D'ALEXANDRE CALDER

Le sculpteur qui parlait au vent

Le sculpteur Alexandre Calder est mort à New-York, le jeudi 11 novembre, à la suite d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Volé sept ans au moins que Calder a cessé d'aller et venir de sa maison tourangelle à Saché à sa ferme de Roubury dans le Connecticut. Le grand âge venu, il s'était enraciné dans cette Touraine où son atelier de sculpture est devenu un lieu de pèlerinage touristique comme le musée Balzac, Saché, c'est le village de « Sandy » Calder. On n'y verra plus sa silhouette d'ours simable portant éternellement chemise rouge et cheveux d'argent, bavardant avec les ouvriers chargés de transformer ses esquisses de carton en sculptures de fer impeccablement découpées dans

l'espace ou bien campées solidement sur le sol.

La mort l'a surpris lors d'un dernier voyage à New-York. Il y venait inaugurer sa rétrospective au Whitney Museum. Pour sa première rétrospective depuis plus de vingt ans, il recueillait les lauriers que lui consacraient les musées américains.

On peut dire que Calder, né à Philadelphie en 1898, fils et petit-fils de peintres et de sculpteurs, a vu son art naître et croître en France au contact des artistes parisiens. Mais c'est un sculpteur typiquement américain en ce sens qu'il prolonge aucune tradition. Il a bien étudié à l'« Art Students League », mais il avait une formation d'ingénieur diplômé d'un institut de technologie.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 23.)

la mère Denis

SERGE GRAFTEAUX

LA MÈRE DENIS

35F

jean-pierre delarge

JEUNES SEGHERS

6-10 ans
CONTES POPULAIRES
DU MONDE ENTIER

La Dame de Stavoren
un conte de Hollande

Dick Whittington
un conte d'Angleterre

Matt le gardeur d'oies
un conte de Hongrie

Le Roi des Souris
un conte du Tibet

32 pages illustrées
en couleurs.
Chaque volume 10 F.

Histoires merveilleuses des 5 continents
recueillies et présentées
par Ré et Philippe Soupault

308 pages.
Le volume 24 F.

JEUNES SEGHERS

A partir de 3 ans
LES LIVRES D'OR

Le Livre d'Or des Poètes
par Georges Jean
tome 1 : de 5 à 7 ans
tome 2 : de 7 à 10 ans
tome 3 : au-delà de 10 ans

144 pages.
Chaque volume : 20 F.

Le Premier Livre d'Or des Poètes
par Georges Jean

144 pages illustrées.
Le volume : 25 F.

L'Enfant et la création artistique
par Noor-Zade Brenner
96 pages illustrées
en couleurs.
Le volume : 29,50 F.

JEUNES SEGHERS

10-14 ans
ANTHOLOGIES-
JEUNESSE

Découvrir la poésie française
par Michel Cossem

Découvrir la science-fiction
par Michel Cossem

Découvrir le roman populaire
par Robert Marty

320 pages.
Le volume : entre 22 et 26 F.

ALBUM
Robin des Bois, mes caméras de croquis
par Anie et Michel Politzer
(éd. Seghers/Cuénod)

64 pages, entièrement
illustrées en couleurs.
L'album : 29 F.

JEUNES SEGHERS

ASIE

Thaïlande

L'urgence des réformes va contraindre le nouveau gouvernement à agir très rapidement

De notre correspondant

Bangkok. — Arrivé au pouvoir à la suite du coup d'Etat militaire du 6 octobre, le nouveau gouvernement thaïlandais, dirigé par M. Thanin Kraivichien, semble bénéficier de toutes les chances pour élaborer et mettre en œuvre les réformes longtemps promises par ses prédécesseurs et indispensables à la survie actuelle de la société. Il a la confiance totale du roi et affirme que l'ensemble de la population le soutient. La nouvelle Constitution le libère de tout contrôle parlementaire et lui accorde de très larges pouvoirs. Enfin, il est soutenu, d'aucuns diraient porté, par les militaires.

Les hommes politiques corrompus étant éliminés, les fonctionnaires, civils et militaires, vénéux, étant rapelés à l'ordre, l'idéologie anti-communiste étant réaffirmée avec une vigueur peu commune, les voisins socialistes et leurs camarades thaïlandais, qui se battent dans les montagnes et les forêts, étant avertis que l'on répondra à la force par la force, l'administration devrait pouvoir rebâtir sur une table rase. Le premier ministre est connu pour son honnêteté personnelle, et son intransigeance sur les principes, et il s'est entouré d'une équipe qui partage ses convictions. Il veut rassurer ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume, ont été choqués par l'incroyable violence manifestée par l'extrême droite le 6 octobre.

Le nouveau régime peut être comparé à celui de Ngo Dinh Diem au Vietnam du Sud, du moins à ses débuts, après 1954. Bardé de bonnes intentions, vertueux, mais aussi intolérant, trop peu sensible à la situation internationale, Diem s'était trouvé déçu sous le poids des traditions et des erreurs passées, alors que l'insurrection communiste, à l'instar de ses faiblesses, ne lui laissait guère de répit. Les classes au pouvoir, la bureaucratie et les forces de l'ordre accrochées à leurs privilèges bloquaient tout projet de réforme qui risquait de bénéficier à la population et, par là même, d'écorner leurs profits.

La lutte contre les maquis

M. Thanin Kraivichien pourra-t-il se libérer de cette pesanteur sociologique ? Pourra-t-il réformer de l'intérieur un système féodal en décadence et qui perpétue la soumission sans, désormais, accorder la protection qui, traditionnellement, était accordée en échange ? Il devra d'abord se faire accepter par l'administration qui, avec plus d'un demi-million de membres, gouverne en fait le pays et maintient son unité. Sous-payés, mais dotés de pouvoirs parfois exorbitants face à une population habituée à obéir, les fonctionnaires ont, de tout temps, dû chercher un complément de revenu. Or les principes vertueux ne remplissent pas le bol de riz. Un policier, par exemple, gagne quelque 850 bahts par mois (1 franc vaut environ 4 bahts). Il ne peut vivre à Bangkok avec une telle somme : l'achat du riz nécessaire pour nourrir sa famille (en moyenne six personnes) représente, près de deux tiers de son salaire. Les mêmes difficultés se retrouvent à tous les échelons de la hiérarchie administrative pour qui, veut, maintenir le train de vie indispensable à son rang et à son avancement.

Voici qui explique pourquoi certains hauts personnages civils et militaires soit individuellement, soit collectivement, se livrent à des activités commerciales, on dit même qu'ils prêtent la main à divers trafics, y compris celui de l'opium, de l'héroïne et des armes.

Un système qui ne parvient pas à assurer par lui-même la subsistance de ses serviteurs court le risque d'en perdre le contrôle. En Thaïlande, ce n'est pas chose nouvelle. Les régimes militaires qui ont, presque sans interruption, gouverné le royaume depuis l'abolition en 1932 de la monarchie absolue n'ont, donné l'exemple ni de la moralité, ni de la gestion, ni de l'efficacité dans la lutte anticommuniste. La situation sociale s'est dégradée considérablement au cours des dix dernières années — surtout dans les campagnes — et les maquis communistes n'ont cessé de s'étendre en dépit de leur dispersion géographique et de leurs divisions intestines. Les généraux devaient, dans ce domaine, faire preuve d'un renouveau d'initiative et d'imagination. Déjà, depuis le 6 octobre, la guerre des ondes a pris un tour nouveau. Radio-Thaïlande est passée de la défensive à l'offensive, face aux attaques et à l'influence croissante de la « voix du peuple thaïlandais », la radio clandestine du parti communiste (P.C.T.).

Quelle était l'influence du P.C.T. avant que le coup d'Etat du 6 octobre n'ait été déclenché ? Les communistes, voire des milliers d'étudiants, de militants, dont certains sont connus, tels le vice-président du parti socialiste, M. Khaiseng Sukkal, et les

deux dirigeants étudiants qui jouèrent un grand rôle dans le renversement de la dictature militaire en octobre 1973, M.M. Sakskan Prasertkul et Thirayoi Boonmee ? Ces derniers, en annonçant récemment la création d'un « Front uni », ont donné une nouvelle dimension à la lutte politique et militaire contre le nouveau régime.

En janvier 1975, les maquisards communistes étaient au nombre de 9 500 selon des sources officielles tirées par la revue d'affaires étrangères, *Asie*, publiée par l'Institut de l'Asie du Sud-Est. Ils étaient seulement quelques centaines en août 1965 quand commença l'insurrection, 3 500 en 1972 et 5 000 en 1973. Ils contrôlaient, en janvier 1975, 412 villages (peuplés de 250 000 mille personnes) et exerçaient leur influence sur 4 584 autres villages habités par 3,6 millions de personnes, soit au total environ 10 % de la population. Leurs points forts se trouvaient dans les régions isolées, montagneuses ou peuplées de minorités ethniques du Nord, du Nord-Est et du Sud. De 1965 à 1975, 2 410 officiers civils et militaires ont été tués.

La pauvreté dans les campagnes

Les moyens utilisés par le pouvoir — basés sur la force, l'encadrement et la persuasion — n'ont pas réussi à freiner une progression des effectifs communistes qui, ces dernières années, ont augmenté d'environ 30 % par an. Et pourtant, les militaires étaient au pouvoir ou, du moins, contrôlaient la lutte antisubversive. Ils ont bénéficié d'un soutien important et multiforme de la part des Américains tout au long de la guerre d'Indochine.

Aujourd'hui, la population est ensermée dans un programme d'organisations anticommunistes de toute nature, civiles ou paramilitaires, désormais utilisées par le nouveau régime pour contrôler les oppositions. Mais dans un domaine fondamental, l'échec est total : la mentalité des dirigeants, des possédants n'a pas changé et les tensions entre riches et pauvres ne cessent de s'aggraver alors que la situation économique connaît pourtant une amélioration très sensible après le marasme de 1975.

Tandis que, de 1972 à 1975, le produit intérieur brut augmentait d'environ 5 % par an, le taux de chômage croissait beaucoup plus rapidement. Pour la première fois, plus d'un million de chômeurs totaux sont officiellement recensés. Alors que la valeur des exportations des trois principaux produits agricoles (riz, maïs et tapoca) était multipliée par quatre en dix ans, l'augmentation de la production de riz arrive à peine à suivre celle de la population et résulte presque exclusivement de l'augmentation de la superficie cultivable. La productivité demeure une des plus faibles de la région, et des forêts indispensables à l'équilibre écologique continuent d'être dévastées par des squatters.

Grise sociale à Bangkok

Dans les campagnes, « la situation s'est dégradée de façon alarmante de 1963 à 1973 », écrit-il y a plus d'un an l'investisseur qui ajoutait que « dans le Nord, la propriété moyenne par famille, déjà inférieure de 20 % à la moyenne nationale, avait diminué de moitié ». Dans le Sud, qu'est-ce que la plaine centrale, de 70 à 80 % des paysans sont désormais des fermiers », a indiqué le vice-ministre de l'Agriculture de l'ancien gouvernement. Au début du siècle, ils étaient presque tous propriétaires. Cette évolution résulte essentiellement de l'endettement évalué à environ 4 000 bahts par famille, soit pour un certain nombre de foyers l'équivalent du revenu annuel. Le taux d'intérêt dépasse parfois les 100 % par récolte et nous avons constaté des taux excédant 1 000 % (!). Le taux de fermage, limité par la loi à 50 %, est souvent dépassé pour représenter jusqu'à trois quarts de la valeur de la récolte.

Un paysan sur cinq dispose d'un titre de propriété permanent et transmissible ; près des deux tiers n'ont aucun papier ou n'ont qu'une autorisation de cultiver valable pour trois ans. Il est souvent très difficile aux paysans d'obtenir des autorités locales un titre de propriété de leur terre. Il faut parfois le payer au prix fort. Les débiteurs doivent généralement remettre leur titre de propriété en gage. Dans le Nord-Est, la région la plus défavorisée et la plus « contaminée » par les communistes, le revenu annuel de certaines familles avoisine les 1 000 francs.

La loi agraire votée l'an dernier devrait remédier à ces problèmes et le gouvernement entend l'appliquer. Mais, toujours selon l'ancien vice-ministre de l'Agriculture, « il faudra vingt ans au moins pour redistribuer des terres à chaque famille qui en

manque ». Pendant cette période, la population continuera d'augmenter en même temps que le nombre de paysans qui perdront la propriété de leur terre.

Dans la capitale, qui compte plus d'un quart de million de chômeurs recensés (mais, en fait, selon certaines sources des milieux industriels, environ un million de personnes sans emploi permanent), la situation ne s'est guère améliorée. Le salaire minimum légal a été fixé à 750 bahts par mois l'an dernier. Il n'a pas été réévalué en dépit de l'inflation, et nombre de travailleurs n'en bénéficient pas encore. Le premier ministre a d'ailleurs demandé aux travailleurs de faire des sacrifices pour survivre. Il leur faut se rabattre sur de petits métiers, faire travailler des enfants de moins de dix ans — comme ceux qui vendent des journaux et des couronnes de fleurs aux carrefours pour rapporter le jour à la maison — quelques bahts supplémentaires. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que le taux de criminalité soit un des plus élevés au monde (plus de treize mille meurtres par an), que quarante-cinq mille enfants en bas âge meurent de malnutrition chaque année et que près d'un demi-million de personnes se droguent, dont trois cent mille à Bangkok.

Le gouvernement de M. Thanin ne peut guère se voir reprocher une situation qu'il n'a pas créée et dont il n'est en rien responsable. Mais, si dans, s'il veut réussir ou, tout simplement, survivre, assumer la pesanteur du passé et obtenir des résultats spectaculaires et rapides. Sa bonne volonté est indéniable, mais il devra convaincre ses propres amis de la nécessité de faire des réformes. Ce sera, nul n'en doute ici, sa plus lourde tâche.

PATRICE DE BEER.

(1) Les prêts atteignent fréquemment des taux d'intérêt extrêmement élevés en Asie rurale. Il va de soi que, lorsqu'on parle d'un taux annuel, on fait référence à un taux annuel, en fait théorique, puisqu'il s'agit de l'extrapolation à une année d'un taux nettement moins élevé, encore qu'usuaire, portant sur les prêts à court terme. (N.D.L.R.)

Inde

APRÈS AVOIR SOUTENU Mme GANDHI Le P.C. pro-soviétique prend ses distances à l'égard du gouvernement

New-Delhi (A.F.P.). — Les communistes indiens pro-soviétiques viennent de se démarquer nettement du Parti du Congrès de Mme Gandhi, pour la première fois en seize mois. Au moment de la proclamation de l'état d'urgence, le 26 juin 1975, les membres du P.C. pro-soviétique n'avaient pas été inquiétés, alors que la police procédait à de nombreuses arrestations de personnalités politiques d'extrême gauche et d'extrême droite.

Le parti de M. Danse se félicitait des mesures prises par Mme Gandhi, car « elles créaient une situation d'unité et permettaient de lutter contre l'invasion du néo-colonialisme et les grands monopoles qui menaçaient la démocratie indienne ».

La lune de miel entre le P.C.I. et le Congrès est, semble-t-il, compromise. Après avoir accordé son appui à la formation gouvernementale dans tous les scrutins au Parlement depuis la proclamation de l'état d'urgence, y compris le 2 novembre, lors du vote du projet de loi modifiant la Constitution, le P.C.I. a brusquement voté contre un projet de loi présenté par le Congrès et prorogant à nouveau d'un an le mandat de la législature. Ce texte a été adopté à la Chambre basse par 180 voix contre 34.

Les dirigeants du P.C.I., sous la pression de la base, ont adopté, à la fin d'octobre, lors de la réunion du comité central exécutif à New-Delhi, une résolution qui n'a pas été publiée dans la presse, et qui stipule que le P.C.I. prend ses distances à l'égard du gouvernement.

Les pouvoirs extraordinaires conférés au gouvernement par l'état d'urgence, note la résolution, sont maintenant de plus en plus utilisés contre les forces démocratiques et le peuple. Les communistes dénoncent « les arrestations de membres du P.C.I., du Congrès et d'autres démocrates » qui ont protesté contre l'usage abusif des dispositions sur l'état d'urgence.

« Ces développements dangereux, s'ils ne sont pas contrôlés, estime le comité central, peuvent sérieusement affaiblir les forces

démocratiques et contrecarrer les véritables buts pour lesquels l'état d'urgence a été proclamé ». Le P.C.I. affirme qu'il est nécessaire de mettre fin à la tendance croissante qui consiste à mal utiliser le pouvoir de l'état d'urgence, à demander la libération des personnes qui se trouvent en prison et à la possibilité pour les organisations démocratiques de tenir des réunions. Il déplore les restrictions imposées à la presse et à la radio et le mauvais usage qui est fait de la censure.

D'autre part, le P.C.I. a constitué un dossier sur les mesures de coercition exercées à l'occasion de la campagne pour la limitation des naissances, qui constitue un véritable réquisitoire contre la politique du gouvernement dans ce domaine.

Dans une lettre adressée fin octobre à M. Karan Singh, ministre de la santé, M. Rajawara Rao, secrétaire général du P.C.I., énumère les exactions commises, y compris l'utilisation de la police pour convaincre « par la force physique » des hommes de se faire stériliser. Ce document fait état de morts à la suite d'affrontements avec la police. Il précise que des stérilisations ou des hommes mariés depuis peu de temps et sans enfants ont dû subir de force une vasectomie. Il dénonce le trafic des certificats de stérilisation. Ce dossier accuse implicitement le gouvernement de pratiquer une discrimination de classe en matière de stérilisation, les plus pauvres étant en général les victimes des mesures de coercition.

Le retrait du soutien du P.C. pro-soviétique, qui dispose de 24 députés à la Chambre basse et de 12 à la Chambre haute, va priver le Parti du Congrès de l'étiquette progressiste que la caution du P.C.I. contribuait à donner à la politique gouvernementale. L'aggravation de la tension due à la campagne de stérilisation et les arrestations de dirigeants syndicaux et de membres du P.C.I. pourraient conduire ce parti et le P.C. indien marxiste (P.C.I.M.), qui est indépendant de Moscou et de Pékin, à tenter une nouvelle fois de se rapprocher.

OUTRE-MER

Nouvelles-Hébrides

APRÈS LES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE Les partisans de l'indépendance pour 1977 cèdent du terrain aux partis francophones

De notre correspondant

Nouméa. — Les élections qui viennent d'avoir lieu dans l'île de Santo modifient la répartition des sièges à l'Assemblée représentative du condominium des Nouvelles-Hébrides au profit des partisans de l'indépendance (qui disposent désormais de 21 sièges), et au détriment du New-Hebrides National Party (N.H.N.P.), parti anglophone qui a obtenu 19 sièges. Le territoire accède, en 1977, à l'indépendance.

Les Nouvelles-Hébrides sont engagées dans un processus qui, tous les partis le souhaitent, doit conduire progressivement à l'indépendance. La France et la Grande-Bretagne ont, dans un communiqué conjoint publié le 7 octobre, réaffirmé le droit à l'autodétermination des populations. L'exercice de ce droit implique qu'au préalable le condominium ait « progressé dans la voie démocratique ». Pour cela, les commissions de l'Assemblée pourront porter un intérêt accru au fonctionnement de l'administration conjointe, et préparer ainsi la voie à la dévolution des pouvoirs exécutifs devant conduire à l'autonomie interne », indiquait le communiqué.

La condition préalable à l'application de ce processus était la tenue d'élections à Santo, principale île du nord de l'archipel et son premier centre économique, cette consultation étant organisée pour compléter l'Assemblée. Elle avait été rendue nécessaire après l'invalidation des mandats de cinq conseillers élus en novembre 1975 à la première Assemblée (42 sièges). Quatre de ces cinq sièges avaient été remportés par le National Party, dans des conditions reconnues comme frauduleuses. Cette fois encore, la consultation a, ici ou là, été entachée de fraudes : deux villages d'obédience Nagraimé, mouvement coutumier opposé au N.H.N.P., ont cent cinquante et un électeurs, ont été empêchés de voter dans des conditions qui ne

sont pas éclaircies, privant ainsi le chef Bulluk d'une élection attendue. Le Nagraimé et son allié, le M.A.N.H. (Mouvement d'action des Nouvelles-Hébrides, parti francophone qui regroupe, à Santo, colons français et métis francophones) ont emporté deux sièges, les trois autres allant au National Party.

Le National Party qui a ainsi perdu la majorité, n'apparaît plus comme le seul parti à même de former le futur gouvernement. Il devra, s'il joue le jeu des nouvelles institutions, composer avec ses adversaires, le M.A.N.H. et le Nagraimé au nord, et au sud, avec l'U.O.N.H. (Union des communautés des Nouvelles-Hébrides, parti francophone). D'autant que les uns et les autres risquent fort de se trouver à égalité (vingt et un sièges chacun) à l'Assemblée : en effet, le quatrième membre du collège des chefs coutumiers reste à élire, mais le candidat du N.H.N.P. semble être le mieux placé pour l'emporter. Face à une assemblée sans majorité, il faudra — tâche délicate — amener les responsables de l'archipel à dialoguer.

Le pasteur Walter Lini, président du National Party, avait, le 19 août à New-York, demandé au comité de décolonisation de l'O.N.U. de prendre des mesures pour l'aider à réaliser ses objectifs : envoi d'une mission de l'Organisation mondiale, octroi de l'indépendance en 1978, tenue d'un référendum fin 1978, pour obtenir le départ de l'une des deux puissances administrantes, en l'occurrence la France.

Il faudra attendre la prochaine réunion à l'Assemblée pour savoir si les partis veulent, ou non, engager le dialogue, condition indispensable de l'unité du futur État, divisé entre Mélanésiens anglophones et Mélanésiens francophones, entre presbytériens et catholiques, entre mouvements coutumiers et mouvements politiques. À ces divisions s'ajoutent le jeu des colons et la menace d'une sécession de Santo.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Polynésie

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE N'EST PAS ENVISAGEABLE SANS UN ACCORD SUR LE STATUT précise le gouvernement

Le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM ont publié, jeudi 11 novembre, un communiqué relatif à la rencontre mardi 9 entre, d'une part, MM. Fontanowski et Stirn et, d'autre part, une délégation du Front pour l'autonomie interne conduite par M. Sanfroti, député non inscrit de la Polynésie française (le Monde du 11 novembre). Au terme de cet entretien, le Front uni avait déclaré que M. Fontanowski avait accepté « le principe de la dissolution de l'Assemblée territoriale » de Polynésie (dont les locaux sont occupés par les autonomistes depuis le 10 juin dernier).

Le ministre de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat indiquent seulement, dans leur compte rendu de l'entrevue, que MM. Fontanowski et Stirn ont présenté à leurs interlocuteurs « le projet de statut préparé par le gouvernement, projet qui affirme la maintien dans la République française du territoire, en lui assurant une large décentralisation ». Toujours selon le gouvernement, « la délégation polynésienne a marqué son intérêt pour cette orientation. Elle a également demandé la dissolution de l'actuelle Assemblée territoriale. MM. Fontanowski et Stirn ont indiqué que celle-ci n'était pas envisageable avant un accord général sur le statut ».

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-11
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

السلامة العامة

EUROPE

La « maladie britannique » et la France

(Suite de la première page.)
C'est un fait que dans maints secteurs, y compris celui des machines-outils, où elle est en compétition avec l'Allemagne, l'industrie britannique continue à être dans la course. Mais c'est un autre fait que, globalement, la part des exportations du Royaume-Uni dans le commerce mondial est en constant recul. Elle est passée de 25,5 % en 1965, à moins de 20 % en 1975, chiffres qui mesurent assez bien le déclin relatif de l'économie de ce pays.

Les Britanniques n'en finissent pas de discuter les causes de ce qu'ils appellent la « British Disease » (expression qui a, depuis quelques années, remplacé son quasi-équivalent d'« English Sickness »). Dans la mesure où il s'agit d'expliquer comment et pourquoi le Royaume-Uni a perdu du terrain à l'égard des autres pays industrialisés, il faut remonter loin dans le temps pour trouver l'origine du phénomène : vers les années 1870, à partir desquelles il semble bien que le taux de croissance a commencé à être,

en général, plus faible qu'en Amérique du Nord ou dans les pays d'Europe occidentale, sans parler du Japon. Or, n'est-ce pas le fait de rappeler cet arrière-plan historique, si l'on veut, et même dangereux, de s'y attarder. Un taux de croissance plus modéré n'est pas nécessairement, à la longue, un désavantage, mais il est bien évident que la véritable question est ailleurs.

Comme pour se trouver par avance une excuse pour prendre le même chemin, nombreux sont les Français qui sont tentés de poser cette question dans les termes suivants : « Est-il bien vrai que les Anglais vivent tellement plus mal que les citoyens des pays où l'industrie se développe et se modernise plus vite ? L'inflation est moins virulente ? Nos voisins, en fournissant le dos à la religion de l'économie, ne nous indiquent-ils pas une fois de plus la voie dans laquelle les autres peuples, une fois revenus de l'acharnement des managers, s'engageront à leur tour ? La France n'est-elle pas en train de s'y diriger à grands pas ?

Le verger de l'égalité

On ne trouverait plus guère aujourd'hui de Britanniques disposés à aborder sans propres problèmes dans un esprit aussi complaisant. Il y a dix-huit mois encore, un des plus hauts responsables des trade-unions nous disait : « Les pays étrangers, en lieu de nous reprocher notre déficit extérieur, devraient nous remercier : cela ne signifie-t-il pas que nous leur offrons des débouchés devant lesquels ils ont besoin pour leurs produits que nous voulons bien leur acheter ? »

Serait-ce à titre de boutade, des propos de ce genre sont désormais hors de saison. Personne n'oserait plus les tenir, même si les dirigeants du mouvement syndical estiment que dans la conjoncture actuelle il serait souhaitable d'imposer quelques contingents d'importations. Cependant, les plus modérés, c'est-à-dire ceux qui sont encore majoritaires (malgré la progression de l'allemandisme dans le syndicalisme ouvrier comme dans le parti travailliste), ne voient dans d'éventuelles mesures de protection qu'un moyen de donner le temps aux entreprises pour s'adapter à la « stratégie interne » dont le gouvernement Wilson a lancé l'idée en novembre 1975. Depuis ce temps là, on ne cesse, notamment, au sein de l'état-major

syndical, d'en proclamer l'urgence. « L'un des problèmes les plus difficiles que nous ayons à résoudre est d'améliorer les résultats de notre économie et de nous attaquer au retard dont elle souffre depuis vingt ou vingt-cinq ans, sinon davantage », déclarait au mois de mars M. Len Murray, secrétaire général du congrès des trade-unions (TUC), qui précisait : « Nous devons nous attaquer à réduire les coûts de production par unité produite et pas seulement à modifier la progression des rémunérations. »

Qui prétendait que les syndicalistes britanniques étaient hostiles à la productivité ? « Améliorer les structures industrielles est une de nos principales préoccupations », devait rétorquer devant nous M. Murray. Ce souci est aussi celui qui met en avant, de façon plus classique, le C.B.I. (Confederation of British Industry) qui représente le patronat. Cette organisation a récemment lancé à grand renfort de publicité un

programme intitulé *Road to Recovery* (Les chemins du retour au progrès), dont l'objet est de redonner à l'industrie et à l'économie en général l'allant qui lui fait défaut. Quant au premier ministre, M. James Callaghan, il a trouvé des accents dignes de M. Helmut Schmidt pour proclamer la nécessité d'accroître, au prix d'une certaine baisse de la consommation, la productivité des entreprises en vue de promouvoir les investissements, gage des exportations futures.

Le C.B.I. fait grand cas d'un sondage qui tendrait à prouver que l'opinion publique entend ce langage. On a l'impression, à la lecture des résultats de cette enquête, qu'on avait bien tort de croire que la notion de profit était devenue en Angleterre un objet d'exécution comme dans le plupart des pays capitalistes : 8 % seulement des personnes interrogées auraient cette réaction négative tandis que 86 % ont répondu qu'il était nécessaire d'augmenter les dividendes. Contrairement aux idées reçues, existerait-il donc à nouveau en Grande-Bretagne une sorte de consensus entre les travailleurs et le capitalisme, ou en tout cas, pour faire marcher le mieux possible l'économie telle qu'elle existe ? La relation plaidée avec la France (mais ne recevrait-elle pas son lot de critiques dans l'ensemble et les syndicats en particulier — onze millions d'affiliés au trade unions sur une population de vingt-quatre millions — mais ne recevrait-elle pas les disciplines au moins apparentes du *Pay restraint* (politique restrictive des salaires), inhérentes au « contrat social » passé entre les travailleurs et le T.U.C., trouverait-elle là son explication sinon sa justification ? Cette question est déjà par elle-même pleine d'ambiguïté. Dans quelle mesure le ralentissement dans la hausse des salaires est-il dû au *Pay restraint* ou, comme on le croit de plus en plus aux États-Unis, à la persistance d'un taux élevé de chômage ?

Le verger de l'égalité

A en croire certains chefs d'entreprise, le *Pay restraint* inauguré en 1975 n'a pas eu tous les effets qu'on lui attribue avec complaisance dans un pays qui, à une époque récente, la politique des revenus apparaissait, aux yeux de la plupart des économistes (dont certains se sont, depuis lors, convertis au monétarisme de Milton Friedman), comme l'alpha et l'omega de toute action menée contre l'inflation. Il s'agissait, au cours de la première année, d'appliquer une limite à 6 livres les majorations de salaires calculées sur une base hebdomadaire. Ce maximum a été immédiatement considéré comme un droit acquis, si bien que, dans certains cas, la norme établie de concert par le gouvernement et le T.U.C. aurait plutôt servi à nourrir les revendications.

La politique des salaires, qui a été prorogée pour une nouvelle période de douze mois se terminant en juillet 1977, selon des modalités un peu différentes et plus sévères (maximum de hausse variant selon les cas, entre 2,5 et 4 livres, ce qui, au papier, correspond à une progression moyenne de 5 %), a une autre conséquence qui, elle, est reconnue de tous. Elle constitue encore dans la hiérarchie des salaires dont l'écrasement, très fortement aggravé par la fiscalité, est probablement une cause importante du manque de dynamisme dont fait preuve, dans son ensemble, la société britannique. Ceux qu'on appelle en France les cadres moyens auraient au cours des deux ou trois dernières années, par le jeu combiné de la politique salariale et de l'inflation, perdu au moins 15 % de leur pouvoir d'achat en termes réels.

Vérité en deçà de la Manche, erreur au-delà. Jamais peut-être le visiteur français, surtout s'il est journaliste, prend autant qu'aujourd'hui conscience de la justesse de cet aphorisme. En France, on lui montrera des graphiques et des tableaux chiffrés propres à le convaincre qu'il faut réduire l'inégalité des rémunérations pour aligner la France sur la situation des grands pays « modernes ». En Grande-Bretagne, on exhibera devant lui d'autres courbes pour lui prouver que, quel point la Grande-Bretagne a pris en retard en sacrifiant le personnel d'encadrement et de direction des entreprises, sans bénéfice réel pour les petits salariés, de niveau de vie de ces derniers ne serait-il pas plus élevé, lui fait-on remarquer, si le verger de l'égalité n'avait été dans toute l'économie une sorte de laisser-aller effectivement perceptible (comme dans tous les pays où l'on est allé à la recherche de la réduction des « stimulants matériels »).

Le contraste, ou, si l'on préfère, le rapprochement, ne s'arrête pas là. Les esprits conservateurs ne sont pas les seuls à dénoncer l'effet de découragement produit par une fiscalité directe excessive qui a pour effet de bloquer la progression des revenus, non seulement en haut, mais aussi en bas

de l'échelle. L'impôt frappe au taux très élevé de 35 % (et même 41 % des salariés qui seraient exonérés de toute imposition en France) les travailleurs à hauts revenus. Mais il est vrai, certaines « compensations » sociales, tandis que la tranche la plus élevée des revenus est soumise à un taux de 8 % (et même de 9 % s'il s'agit de revenus du capital). Cette, en outre, on est loin de cette situation en France, et une certaine marge reste pour séduire les esprits de longue années. L'enjeu de débats politiques passionnés. L'exemple le plus frappant a été celui de la sidérurgie, nationale, par exemple, qui, après avoir été renationalisée de nouveau, les premiers ont repris le pouvoir. Rien de tel n'existe ni aux États-Unis ni en Allemagne. Certains verront peut-être le signe d'un retard dans ces deux pays dans la prise de conscience des problèmes du pouvoir. D'un autre côté, il est sans doute préférable de tenir autant que possible à l'écart des luttes idéologiques l'activité proprement productrice de la nation.

Enfin, comme cela est maintenant aussi le cas en France, le statut juridique de secteurs entiers de l'industrie a été pensé. Certains verront peut-être le signe d'un retard dans ces deux pays dans la prise de conscience des problèmes du pouvoir. D'un autre côté, il est sans doute préférable de tenir autant que possible à l'écart des luttes idéologiques l'activité proprement productrice de la nation.

« Mais, devrais-je dire un haut fonctionnaire britannique,

la stagnation industrielle a d'une façon plus grave encore entravé l'appareillement relatif de l'ensemble de la communauté nationale. Comme le nombre des emplois offerts par l'industrie tendait à diminuer assez rapidement, une part plus grande de la population s'est engagée dans des services publics, ce qui a eu pour effet d'accroître encore les charges incombant à un secteur productif et improductif n'est que la manifestation d'un attachement à la société du profit. Cependant le débat serait sans doute clarifié si l'on s'en tenait à une analyse économique plus rigoureuse. Un emploi peu productif n'est pas forcément productif tout en étant économiquement utile et même nécessaire. Il reste que la société post-industrielle n'est pas encore pour de main et que sans l'existence d'un secteur vigoureux produisant biens et services destinés à être échangés sur le marché, c'est l'ensemble de la communauté qui risque de souffrir.

Si les Britanniques ont commencé à établir un diagnostic réaliste de leurs difficultés, leur gouvernement est sans doute moins en mesure que jamais de les résoudre. Comment, pour ne citer que cet exemple, se lancer dans une nouvelle « stratégie industrielle » destinée à développer l'investissement quand la chute de la livre contraint la Banque d'Angleterre à porter le taux de l'argent à 15 % ? La chute de la livre britannique survenue depuis trois mois a fourni une nouvelle preuve qu'il est vain de compter sur une modernisation « volontaire » des revenus pour lutter contre l'inflation quand, simultanément, aucun effort sérieux n'est entrepris pour porter remède à une situation fortement détériorée des finances publiques. C'est sans doute seulement depuis cette année que la population britannique dans son ensemble commence à souffrir d'une baisse de son niveau de vie. Mais l'effort d'austérité qu'on lui demande pourrait certainement lui être en partie épargné si l'état se montrait disposé à mettre progressivement fin à la politique systématique de déficit qu'il n'a cessé de mener depuis de longues années aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

PAUL FABRA.

LE GOUVERNEMENT OBTIENT UN NOUVEAU VOTE FAVORABLE A LA NATIONALISATION DES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES ET NAVALES

Londres (A.F.P., Reuters). — Le gouvernement de M. James Callaghan est parvenu avec une voix de majorité, jeudi soir 11 novembre, à faire prévaloir son point de vue aux Communes dans le débat sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et des chantiers navals. Contrairement à ce qui s'était passé mercredi soir, où le gouvernement avait essuyé une défaite dans le débat sur l'extension du monopole syndical des dockers, les amendements de la Chambre des lords ont été rejetés, cette fois, par des majorités de une à trois voix.

ERRATUM. — Dans l'article daté de Londres, paru dans le Monde du 10 novembre, le vote favorable au gouvernement intervenu aux Communes ne concernait pas les cinq projets de loi relatifs à la nationalisation de l'industrie aéronautique et des chantiers navals, mais la proposition dite « de la guillotine » qu'utiliseraient les députés pour en débattre : c'est-à-dire que chaque projet ne pourrait pas faire l'objet de plus de six heures de discussions.

Autriche

Une consultation générale est organisée le 14 novembre pour établir l'importance des minorités ethniques

De notre correspondante

Vienne. — Tous les Autrichiens âgés de plus de quatorze ans sont appelés à se rendre aux urnes dimanche 14 novembre. Mais ils ne voteront pas. Ils devront seulement indiquer quelle est leur langue maternelle. Cette consultation inscrite à l'ordre du jour de la recherche d'une solution du problème slovène. Fixée dans sa quasi-totalité dans le land de Carinthie limitrophe de la Yougoslavie, la minorité slovène réclame depuis des années l'application intégrale des dispositions du traité d'Etat de 1955 qui la concernent.

Le sort de cette population, aujourd'hui encore, empêche les relations entre l'Autriche et la Yougoslavie. Belgrade accuse régulièrement Vienne, souvent en termes très vifs, de ne pas remplir ses obligations à l'égard de cette minorité et de tolérer l'activité des organisations pangermanistes.

Pour montrer sa bonne volonté, le gouvernement de M. Kreisky édicta en 1972 un décret prévoyant l'installation de panneaux indicateurs bilingues dans les régions mixtes ou à prépondérance slovène. Cette mesure est conforme aux dispositions du traité d'Etat de 1955. Mais, exécutée avec dix-sept ans de retard, elle provoqua une levée de bouilliers dans les milieux nationalistes pangermanistes, particulièrement actifs en Carinthie. Ceux-ci, encouragés en sous-main par le « Heimatsdienst », organisation patriotique extrémiste, arrachèrent aussi les panneaux.

Les socialistes décidèrent alors de mettre en chantier, en coopération avec les partis populistes et libéraux, deux lois fixant un statut juridique pour tous les groupes ethniques en Autriche. Ces deux lois ont été adoptées à la quasi-unanimité par le Parlement de Vienne le 7 juillet dernier.

A bulletins secrets

Le premier texte prévoit une enquête statistique secrète destinée à établir l'importance numérique des minorités. C'est à cette enquête que les Autrichiens sont conviés, participant chacun à bulletin secret dans les locaux de vote habituels. Chacun mentionnera son lieu de résidence et sa langue maternelle : allemand, croate, slovène, hongrois ou autre.

La deuxième loi, qui s'applique plutôt à une loi-cadre, doit entrer en vigueur le 1^{er} février 1977. Elle reconnaît l'existence des groupes ethniques, sans toutefois les désigner nommément. Elle assure protection et affirme que « leur langue et leur culture sont à respecter ». Cependant, il est indiqué qu'il sera « aussi tenu compte pour son application des résultats obtenus par des enquêtes statistiques officielles », c'est-à-dire du taux de concentration d'un groupe ethnique dans telle ou telle partie du territoire. Ce pourcentage devra être de 20 % de la population d'une commune pour l'installation des panneaux bilingues.

Des « Conseils consultatifs ethniques » seront créés par décret gouvernemental auprès de la Chancellerie fédérale. Ils auront

pour mission de « défendre et représenter la totalité des intérêts culturels, sociaux et économiques » des minorités. Les « Conseils » seront élus ou désignés par les différents groupes ethniques, les écoles, les partis politiques, mais leur candidature (tout comme la création des conseils) devra d'abord être approuvée par le gouvernement du Land intéressé.

Vive réaction à Belgrade

La loi prévoit aussi la possibilité d'utiliser dans certains cas, pour des affaires administratives, la langue du groupe ethnique. Cette mesure, en l'absence de celle-ci, aura été préalablement admise par décret.

Enfin, le gouvernement fédéral accordera une subvention annuelle aux minorités reconnues. La promulgation de ces mesures a provoqué aussitôt de violentes réactions de mécontentement tant chez les Slovènes de Carinthie que du côté yougoslave. Les uns et les autres accusent Vienne de « violer de façon flagrante » le traité d'Etat qui ne prévoit à aucun moment que l'on « compte » une minorité pour que ses droits soient respectés. Belgrade a adressé plusieurs notes en ce sens au gouvernement de M. Kreisky, menaçant même d'internationaliser l'affaire.

Quant à la presse yougoslave, elle publie, depuis plusieurs mois, des propos désobligeants à l'égard de l'Autriche, allant jusqu'à parler d'« extermination de la minorité slovène ».

Certains milieux autrichiens eux-mêmes (les jeunes catholiques, des journalistes, des scientifiques) désapprouvent ce « renouveau spécial ». Avec les organisations slovènes, il font campagne pour le boycottage de la consultation de dimanche.

Le chancelier Kreisky estime, quant à lui, que l'enquête sur la langue maternelle n'est qu'un « élément d'orientation » dans le règlement du difficile et complexe problème que pose depuis des années la cohabitation des deux communautés de Carinthie. Le gouvernement autrichien fait aussi valoir que dans les domaines scolaire et culturel, il a assumé ses obligations, par où au-delà de ce que prévoit le traité d'Etat. La minorité se heurte pourtant dans les faits à une discrimination parfois subtile : les parents qui veulent faire enseigner la slovène à leurs enfants doivent, par exemple, présenter une demande spéciale. Trois tribunaux seulement sur neuf acceptent d'utiliser les deux langues.

Ces derniers mois, la tension n'a cessé de monter en Carinthie. Des tensions ont été posées. Des mouvements commémorant les héros des combats de la première et de la deuxième guerre mondiale ont été défilés. Nationalistes pangermanistes et organisations slovènes sont face à face.

L'assainissement de la situation dépendra finalement pour beaucoup de la ferme volonté du gouvernement à appliquer les mesures législatives déjà adoptées par les trois grands partis autrichiens.

ANITA RIND.

DIPLOMATIE

La conférence de la Rhodésie

LES DÉLÉGATIONS NOIRES A GENÈVE REJETTENT UNE FORMULE BRITANNIQUE DE COMPROMIS

Les efforts déployés par la Grande-Bretagne pour « débloquent » la conférence de Genève sur la Rhodésie n'ont abouti, jeudi 11 novembre, sur aucun résultat tangible. Les délégations noires ont rejeté une formule de compromis avancée par M. Ivor Richard, président de la conférence. M.M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe, ont précisé encore dans la soirée qu'ils avaient été enregistrés, bien qu'ils aient à nouveau insisté sur la nécessité d'un accord préalable sur la date de l'indépendance.

Or, la nouvelle proposition britannique envisageait seulement une déclaration d'intention sur le principe de l'indépendance, et renvoyait à plus tard le choix de la date. De leur côté, les nationalistes africains exigent toujours que la période transitoire avant l'indépendance n'exécute pas douze mois.

D'autre part, à l'occasion du centenaire de la proclamation unilatérale d'indépendance par M. Ian Smith, M. Pieter van der Byl, ministre rhodésien des affaires étrangères, qui dirige la délégation de son pays à Genève depuis le départ du premier ministre, a déclaré jeudi que son gouvernement avait « accepté de bonne foi les propositions faites par M. Kissinger ». « Nous avons, a-t-il ajouté, fait toutes nos concessions avant de venir à Genève. Nous ne sommes pas ici pour céder encore du terrain. » (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

■ M. Constantin Caranitis, premier ministre de Grèce, accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. Bisias, est arrivé jeudi 11 novembre à Bruxelles, première étape d'une tournée en Europe occidentale qui le mènera samedi à Paris et lundi à Vienne. Le premier ministre grec, qui s'est déjà entretenu jeudi avec son homologue belge, M. Leo Tindemans, et qui sera reçu par le roi Soudouin, rencontrera vendredi après-midi M. Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N. Aucune rencontre n'est prévue avec les représentants de la C.E.E. (A.F.P., Reuters.)

offrez
un vison
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie
ouvert le samedi

Union soviétique

UN SLOGAN ANTIGOUVERNEMENTAL A LÉNINGRAD

Leningrad (A.F.P.). — Un slogan contestataire peut se lire sur les murs de la forteresse Pierre-et-Paul de Leningrad intriguant la police soviétique et les milieux dissidents. C'est dans la nuit du 4 au 5 août qu'avait été peinte en blanc avec des lettres de 1 mètre de haut sur 30 à 50 mètres de large cette phrase : « Vous étouffez la liberté, mais l'âme du peuple ne connaît aucune restriction. » Le slogan avait été rapidement recouvert, et une opération de nettoyage du bâtiment historique est en cours. Le premier secrétaire du parti communiste de la région, M. Borouchov, a parlé pour la première fois de cette affaire dans un discours, le 24 septembre dernier. Les milieux contestataires déclarent n'avoir aucune idée sur l'identité des auteurs de l'inscription. Une vaste enquête policière a été lancée contre les milieux dissidents juifs et chez des artistes. La police a confisqué divers documents, dont des exemplaires d'œuvres de Sakharov et de Soljenitsyne. Quatre arrestations ont été ordonnées. Deux artistes restent en prison, aujourd'hui en prison, Youli Baskov et Oleg Volkov. Ils ont signé des lettres disant qu'ils sont les auteurs du slogan.

Espagne

Anciens ministres

MM. DE AREILZA ET PIO CABANILLAS FONDENT LE PARTI POPULAIRE

Madrid (A.F.P., A.P.). — Deux anciens ministres, MM. de Areilza et Pio Cabanillas ont annoncé jeudi 11 novembre à Madrid la formation d'une nouvelle organisation politique, le parti populaire. Ils entendent participer aux élections prévues au printemps et ont précisé qu'ils étaient indépendants du gouvernement de M. Suarez bien qu'ils aient laissé entendre que certains des ministres actuels pourraient les rejoindre. M. de Areilza, comte de Motrico, a été ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement de la monarchie. M. Pio Cabanillas a été ministre de l'information en 1974. Tous deux ont une réputation solide de libéralisme. M. Ricardo Aguirre, ancien collaborateur de M. Cabanillas, ont adhéré au parti populaire. On apprend d'autre part que deux importants dirigeants du parti communiste espagnol, MM. Marcelino Camacho et Ramon Tamames ont été placés jeudi sous la protection de la police. Enfin, les autorités ont annoncé qu'elles réprimeraient « avec la plus grande rigueur » toute atteinte à l'ordre public pendant la journée de grève du vendredi 12 organisée par les syndicats démocratiques.



"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré"

ALEXANDRE
376, rue St Honoré Paris 1^{er}
tél. : 260.03.78 / 04.44
nettoyage - garde-transformation



l'homme
le plus long
s'habille
chez CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Mairie Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

C'EST FACILE
JOUEZ AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

actuellement, la
quinzaine
du manteau !

les boutiques Griffsolde
Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagoy/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi.

AMÉRIQUES

LA SITUATION AU CHILI

Un rapprochement entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne est maintenant possible

nous déclare M. Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende

M. Ciodomiro Almeyda, dirigeant du parti socialiste chilien, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende, a été arrêté à Santiago le 11 septembre 1973 et est resté plusieurs mois détenu dans l'île Dawson

Sérénité, confiance, foi inébranlable dans l'avenir démocratique pour le Chili soumis depuis trois ans à une impitoyable dictature : tels sont, de toute évidence, les sentiments profonds qui animent M. Ciodomiro Almeyda, actuel secrétaire du comité exécutif de l'Unité populaire. « Les fascistes chiliens », déclare l'ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, ne tiendront pas plus longtemps que les colonels grecs. Leurs jours sont comptés... Dirigeant d'un parti socialiste durement frappé par le nouveau régime militaire, M. Ciodomiro Almeyda entend poursuivre la lutte sans relâche et sans trêve. Il a installé son quartier général à Berlin-Nord pour, précise-t-il, des « raisons évidentes de sécurité ».

Depuis trois ans, trois personnalités chiliennes de premier plan ont en effet été victimes d'assassinats pour avoir courageusement pris position contre les exactions et la politique de répression de la junte. Le général Prats a été assassiné à Santiago, le 21 septembre 1973, il ne cachait pas son aversion pour les nouveaux maîtres de Santiago. Deuxième cible : M. Bernardo Leighton a été grièvement blessé à Rome. Dirigeant démocrate chrétien, il symbolisait, il symbolise encore, la reprise du dialogue entre les partis de l'Unité populaire et une démocratie chrétienne qui déçoit, avec amertume et un peu tard, que les coups portés d'abord contre la gauche la frappent aujourd'hui avec une vigueur accrue. Le dernier meurtre en date, celui d'Orlando Letelier, le 21 septembre, à Washington, n'est pas moins révélateur. Ambassadeur aux Etats-Unis et ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, ancien haut fonctionnaire de la Banque internationale de développement, intelligent, cordial et dynamique, Orlando Letelier, ami personnel de Ted Kennedy, disposait d'un excellent réseau de relations dans les milieux dirigeants américains.

« Une fois de plus, les assassins ont visé juste », dit M. Almeyda. Letelier avait mis toutes ses forces, toute sa compétence et son intelligence au service de son pays pour éclairer l'opinion nord-américaine sur la vraie nature du régime de Santiago. Il remportait d'éclatants succès dans cette lutte, et ces succès exaspéraient les militaires chiliens et leurs amis. La mort de Letelier est une grande perte pour nous, c'est vrai ; il ne sera pas facile de le remplacer... »

Pour l'ancien ministre de l'Unité populaire, il n'y a aucun doute : le crime est signé. Bien qu'il n'exclut pas que la DINA, la police politique qui dépend directement du général Pinochet, ait utilisé des agents anticomunistes connus comme mercenaires. C'est bien dans cette direction d'ailleurs que l'enquête s'oriente au Venezuela, où des membres de commandos anti-Cubains ont récemment été appréhendés (1). « Dans le cas de l'assassinat de Letelier », déclare M. Almeyda, « il a été établi qu'un commando de la DINA est entré en Italie et a quitté le pays aussitôt après l'action ».

Expert en la matière, Orlando Letelier avait dénoncé avant sa mort les méthodes économiques « libérales » imposées et pratiquées à Santiago par les « Chicago boys » du professeur Milton Friedman qui vient de recevoir le prix Nobel. Le « traitement de choc » appliqué à l'économie chilienne par M. Friedman au nom de sa philosophie monétariste a produit des effets « pratiques » (inflation galopante, concentration, absence de concurrence, pouvoirs renforcés des multinationales et des monopoles, spéculation financière) que la « théorie » n'avait pas prévus.

Les « disparitions » se multiplient

« Dans un article publié aux Etats-Unis », déclare M. Almeyda, Letelier avait montré qu'il n'est pas possible de dissocier la politique économique de la politique de choc. Le « traitement de choc » appliqué à l'économie chilienne par M. Friedman au nom de sa philosophie monétariste a produit des effets « pratiques » (inflation galopante, concentration, absence de concurrence, pouvoirs renforcés des multinationales et des monopoles, spéculation financière) que la « théorie » n'avait pas prévus.

« Au Chili même », dit-il, les campagnes menées depuis l'extérieur en faveur du respect des droits de l'homme ont incité les dirigeants à changer de tactique. La répression est toujours aussi brutale, mais les méthodes ont changé. Depuis quelques mois, les « disparitions » se multiplient ; parfois on retrouve les cadavres des « disparus » dans le rio Mapocho ou ailleurs. C'est la police politique qui organise elle-même les « raptus ». Nous avons identifié avec certitude plus de deux cents « disparitions » depuis le début de cette année. La dictature n'hésite pas à s'attaquer maintenant aux fonctionnaires internationaux. C'est ainsi que Carmelo Soria, de nationalité espagnole, détaché à Santiago par la CEPAL, la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, a été « enlevé » et son corps a été retrouvé le 10 juillet à Santiago. La presse du régime a présenté

cet épisode comme un simple fait divers. En fait, Soria avait été à plusieurs reprises inquiété par la police politique. L'un de ses collaborateurs, Enrique Fuenzalida, arrêté plusieurs mois avant, avait été torturé et « interrogé » sur Soria... »

Si M. Almeyda reste malgré tout optimiste, c'est qu'il juge que l'hostilité à la junte militaire ne cesse de grandir au Chili. « Je viens », dit-il, « de m'entretenir avec Maximo Pacheco, doyen de la faculté de droit de Santiago, qui a été expulsé à la mi-octobre par le gouvernement. Tous ses élèves l'ont accompagné en silence au moment de son départ de la faculté. Un signe parmi beaucoup d'autres. Les trois quarts de la population au moins sont maintenant contre la junte, d'une manière encore passive sans doute, mais irréversible. Les classes moyennes, victimes du plan économique, ont abandonné le régime. La démocratie chrétienne, première force politique du pays, est à son tour la cible des attaques de la junte. Tout indique, et en particulier un colloque qui s'est tenu en septembre à New-York, qu'un rapprochement sérieux entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne est maintenant possible. Le junte le sait et s'en inquiète. Pinochet peut bien renforcer son propre pouvoir personnel. Sa base se rétrécit de jour en jour... »

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Orlando Letelier a été tué au Venezuela, le président Carlos Andrés Pérez avait tenu à assister à la cérémonie. L'assassinat de Letelier a provoqué une tension certaine entre Caracas et Santiago.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. DANS LE N° DE NOVEMBRE

L'ESSOR DU LIMOUSIN

L'hébreu de M. Jacques Chirac.

LES QUOTIDIENS DE LORRAINE

de 1944 à 1976.

PROPOS SUR L'IMAGE

par A. Pley, P. Almay, J. Gritti, A.-M. Thibault Loula.

LE READER'S DIGEST 1930-1940. L'expression

LE DROIT DE RÉPONSE

à la radiotélévision.

PRESSE ACTUALITE

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 7 F. (timbres ou chèques). C.C.P. 16-68 Paris à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75008 Paris, en spécifiant : numéro de novembre.

Libres opinions

BARBARIE ET POLITIQUE

par CLAUDE FRIQUX (*)

Au Chili, un nouveau seuil a été dépassé cette année. La junte a choisi d'appliquer le système brésiliens des « disparitions », et la police politique organise elle-même des raptus. Les « disparitions » ont été particulièrement nombreuses en août. Il m'a été donné d'en identifier de manière précise près de deux cents depuis le début de cette année, dont celles de dix-sept syndicalistes connus. La sorte de quelques responsables communistes « disparus » : MM. Diaz, Weibel, Zamorano, Munoz et d'autres, justifie les inquiétudes les plus vives, la junte affirmant qu'ils sont à l'étranger. Il faut donc crier très fort que la terreur bat en ce moment au Chili tous les records de brutalité et de cynisme. La doctrine dite de la « sécurité nationale », enseignée aux cadres du régime dans une académie spécialisée, implique la confusion complète des notions de peuple, d'Etat et de gouvernement, et débouche sur la confusion de tous les pouvoirs.

D'autre part, on signale une violente offensive contre la démocratie chrétienne. En dépit de multiples tracasseries, cette formation était jusqu'à tolérée. Le licenciement de professeurs démocrates-chrétiens dans les universités est massif : quatre-vingts à la faculté de droit de Chili. Le ministre de l'éducation m'a nettement déclaré que le régime considérait le D.C. comme l'ennemi principal du moment et qu'il entendait l'exclure totalement de la vie publique. Des menaces d'expulsion planent sur des évêques et certains d'entre eux se réfugient le nuit à la nonciature. Dans le sud, des collaborateurs du vicariat catholique de solidarité sont pourchassés. Leur avocat est en prison, accusé de communisme. Cette agression ouverte contre l'Eglise et la D.C. marque une étape nouvelle.

L'observateur est frappé, d'autre part, par la dégradation des conditions de vie de la population, ce qu'on appelle par euphémisme le « coût social » des orientations de la junte. Régression du P.N.B., chômage de plus du quart de la population, inflation de près de 10 % par mois, ruine du petit commerce et de l'industrie nationale, expropriation sans aucune défense à la concurrence des multinationales, exécution des principes des « Chicago boys » au service de la junte, enfin reconstruction accélérée des infrastructures au détriment des paysans qui avaient bénéficié de la réforme agraire. Dans un décor de boutiques bien approvisionnées, évolue un peuple luttant durement pour sa survie. Un grand nombre de Chiliens, y compris dans la petite bourgeoisie, n'ont pour toute nourriture quotidienne qu'une tasse de thé avec un peu de pain. Les enfants s'évanouissent d'insatiation à l'école. On s'efforce de truquer les statistiques de mortalité infantile. Dans une lettre adressée par dix dirigeants syndicaux modérés au ministre du travail on lit que 50 % des Chiliens reçoivent mensuellement (quand ils ont du travail) environ 450 pesos, alors que les dépenses d'alimentation d'une famille moyenne, comportant les catégories nécessaires au maintien de la vie mais sans viande ni lait sont de 950 pesos.

Les massacres, les épurations, les bas salaires, l'atmosphère de délation, de contrainte et d'obscurantisme (le doyen de la faculté des lettres de l'université du Chili n'a-t-il pas enjoint récemment à un professeur de Paris-IV venu en tournée de conférences de ne pas prononcer les noms de Roman Jakobson et de Roland Barthes), ont vidé les universités et le pays des éléments de valeur, généralement remplacés par des médiocres dociles. En mathématiques, il ne reste que quatre docteurs sur les vingt-neuf que comptait le Chili, en physique cinq sur quinze.

Cette situation a incité certaines forces d'opposition à constituer des structures parallèles privées : centre de recherches para-universitaires dans le sillage de l'Eglise. D'autres, d'orientation laïque et démocratique, prennent la forme de petits conservatoires des arts, de la communication et de l'animation culturelle. Ces organisations donnent du travail à ceux dont la junte veut se débarrasser par le chômage ou l'exil, demeurent des pôles d'attraction pour la jeunesse. Le pouvoir n'est pas en mesure de les supprimer. Il en est de même de certaines fédérations syndicales qui ont jusqu'à maintenant conservé à leur tête des militants de gauche. Plusieurs fois arrêtés puis relâchés ces derniers risquent à chaque instant un mauvais coup de la police, mais ils ont réussi à bloquer la mise en place d'un code du travail (qui aurait légitimé la disparition de tous les syndicats actuels).

Il existe donc encore au Chili des zones de résistance légale. Elles ont bandé à se renforcer car le nombre des Chiliens hostiles à la dictature s'est considérablement accru. Le président Frei l'estimait devant moi à près de 75 % de la population. Certains éléments des forces armées, inquiets de la toute-puissance de la police politique et du désastre social qui peut leur être imputé, connaissent un réel malaise. Quant à l'Eglise, après les agressions ouvertes et dérisoires dont elle est l'objet (l'archevêque, ministre de l'éducation, n'assimilait-il pas en sa présence la contestation de l'Eglise chilienne à celle de Mgr Lefebvre ?) elle dénonce la théorie de la « sécurité nationale » que le cardinal Silva Henríquez a solennellement déclarée « incompatible » pour la doctrine chrétienne.

La perspective d'un large front démocratique regroupant les forces les plus diverses dans un refus commun de la dictature progresse. L'idée qu'une solution politique est la seule issue possible au drame chilien est désormais admise par la plupart des grands courants, particulièrement la démocratie chrétienne et le parti communiste. C'est un fait capital. Les débats actuels concernent la composition et l'étendue de ce front, en particulier sa plus ou moins grande ouverture à gauche.

C'est pourquoi un certain infatigablement de la politique française en faveur de la junte peut inquiéter. Un incident récent : des antifascistes expulsés de l'ambassade de France — où ils avaient cherché refuge — a montré que nos représentants ont rompu avec l'attitude qui a fait l'honneur de leurs prédécesseurs en 1973. Malgré la brutalité d'une dictature anachronique, la maturation politique du Chili se poursuit héroïquement. On sent partout un peuple qui, loin d'être à genoux, brûle de reprendre en main son destin et de trouver les moyens d'y parvenir.

(*) Président honoraire de Paris-VIII.

TRANCHE DU GROS LOT

loterie nationale

TIRAGE LUNDI 15 NOVEMBRE

Prix du billet 92 F.
Prix du 1/10^e 10 F.

CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Mairie Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

سورنا الامل

AMÉRIQUES

Brésil

Le gouvernement veut faire des élections municipales du 15 novembre un test politique

Environ quarante millions de Brésiliens iront aux urnes le lundi 15 novembre. En apparence, l'enjeu est mineur : il s'agit d'élire les maires et les conseillers municipaux de près de quatre mille communes. Mais le gouvernement Geisel a décidé de faire de ce scrutin un test politique : après son échec aux élections législatives de 1974, il veut démontrer qu'il est majoritaire dans le pays. Pour y parvenir, il a pris toutes les précautions. Il a interdit, par exemple, la propagande des candidats à la radio et à la télévision, mesure qui visait essentiellement à affaiblir l'opposition.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les élections municipales sont restées, avec les législatives, la seule occasion laissée aux Brésiliens d'exercer le suffrage universel. Depuis 1964, le président de la République est un général choisi par ses pairs et confirmé par une « élection » de pure forme. Il en va de même des gouverneurs (le Brésil est une République fédérale) : théoriquement, ils sont élus par les assemblées législatives des États ; en fait, ils sont désignés par Brasilia. Même les maires ne sont pas tous élus par la population. Ils sont nommés dans les capitales des vingt-deux États de la Fédération, ainsi que dans les villes considérées comme « zones de sécurité nationale » et, on ne sait trop pourquoi, dans les villes d'eaux. La notion de sécurité nationale est très large au Brésil. Elle n'intéresse pas seulement les villes-frontières, mais aussi celles qui possèdent des industries « stratégiques ».

Tel est le cas, par exemple, de deux communes de l'État de Rio-de-Janeiro, Duque-de-Caxias et Volta-Redonda. L'une parce qu'elle a une raffinerie de pétrole, l'autre une usine sidérurgique. Depuis plusieurs mois,

le chef de l'État, le général Ernesto Geisel, bat la campagne pour appeler les électeurs à voter en faveur du parti gouvernemental, l'Arena. Cet engagement personnel du président a parfois été commenté comme un élément favorable à la politisation, voire à la démocratisation du pays. N'est-ce pas bon signe, après tout, qu'un régime imposé par la force attache tant de prix à son succès dans une épreuve électorale ? En fait, il faut surtout voir là une manifestation de l'ambiguïté, de la duplicité du système politique brésilien. Les militaires sont attachés à leur maintien au pouvoir ou, tout au moins, au maintien d'un certain type de pouvoir autoritaire, anti-communiste. Mais ils veulent garder toutes les apparences de la légitimité. Ce n'est pas nouveau au Brésil. Jusqu'à la dictature de Vargas (1930-1945), le système républicain a été commandé par des oligarchies politico-économiques, qui truquaient à leur gré le suffrage universel. La période dite démocratique (1945-1964) a été trop brève, et surtout trop agitée, pour avoir laissé des traces profondes dans les mœurs du pays.

Ruses officielles

Les militaires n'ont fait que reprendre, en innovant, un jeu ancien. Le gouvernement Geisel voulait éviter, lors des élections municipales, un échec comparable à celui de 1974, lorsque 61 % des électeurs ont choisi pour sénateurs des candidats du parti d'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.). L'analyse du scrutin d'il y a deux ans lui a montré que c'était grâce aux « mass media » que l'opposition avait réussi à se faire entendre dans les campagnes, où son implantation est la plus faible. La ruse officielle a consisté à supprimer, cette fois, toute campagne par radio et télévision. La mesure était apparemment équitable, puisqu'elle atteignait les deux partis. Elle a, en fait, surtout touché le M.D.B., qui comptait sur les « mass media » pour compenser son handicap. En effet, il ne dispose d'une organisation que dans la moitié environ des communes brésiliennes, alors que l'Arena est présente partout.

Le régime a utilisé d'autres moyens de pression pour entraver la campagne de l'opposition — selon les pires traditions latino-américaines. On s'attend, néanmoins, que le M.D.B. fasse un très bon score dans les grandes villes, compte tenu, notamment, des difficultés économiques que traverse le pays. La hausse du

coût de la vie a été de 40 % de janvier à octobre dernier. On parle d'un rationnement de l'essence pour l'an prochain. Le haricot, aliment de base, manque depuis plusieurs mois. Des proclamations officielles ont, cependant, étalé des « immenses possibilités agricoles » du pays, et le ministre de l'Agriculture, M. Paulino, a annoncé que le Brésil sera exportateur de haricots... dès 1977.

Les résultats de la consultation du 15 novembre serviront sans doute au gouvernement à monter sa stratégie en vue des échéances de 1978, date à laquelle sera renouvelé le Congrès fédéral, et seront choisis de nouveaux gouverneurs. Le régime fait « élire » ses gouverneurs par les assemblées législatives des États dans la mesure où il y dispose de la majorité. Mais, depuis l'an dernier, il est minoritaire dans les États de Rio-de-Janeiro, São-Paulo, Rio-Grande-do-Sul, Amazonas et Acre.

Rien n'interdit donc d'imaginer que le régime changera une nouvelle fois les règles du jeu, par exemple en élargissant les collèges électoraux, afin de placer, aux divers échelons du pouvoir exécutif, ses hommes de confiance.

CHARLES VANHECKE.

Pérou

La grève des pêcheurs compromet le redressement de la balance commerciale du pays

De notre correspondant

Lima. — Une grève des pêcheurs commencée il y a trois semaines se poursuit au Pérou. Depuis quatre mois, le pays vit pourtant en état d'urgence, ce qui implique une suspension des garanties constitutionnelles et du droit de cessation concertée du travail.

Le conflit était en germe depuis juillet, lorsque le gouvernement a décrété de rendre au secteur privé la pêche de l'anchova, activité qui avait été étatisée trois ans auparavant. La mesure était importante puisque, transformés en farine et en huile, les anchois rapportent au pays, bon an mal an, le tiers environ de ses devises. La Fédération des pêcheurs avait vivement protesté contre cette mesure. Ses adhérents craignaient de perdre les avantages que leur avait vus la mesure de nationalisation — tels les bénéfices sociaux et la compensation financière en dehors de la saison de la pêche. Ils appréhendaient, en outre, de ne pas pouvoir être tous reclassés avec le nouveau système.

Une vive polémique a éclaté entre Pescapera, la compagnie d'État, et la Fédération, dont les principaux dirigeants ont été arrêtés au mois de septembre. Le gouvernement a dénoncé l'action d'une « minorité politisée » parmi les dirigeants syndicaux. Il affirme que 70 % des cinq cents bateaux de pêche ont été rapidement vendus. En fait, de nombreux anciens propriétaires ont racheté des embarcations avec les bons qui leur avaient été remis au moment de la nationalisation. À la mi-octobre — début de la saison de pêche — la quasi-totalité des dix mille pêcheurs péruviens refusaient de prendre la mer. Pescapera décidait alors de les congédier massivement et de les obliger à se réinscrire individuellement, afin de tenter de couper court au mouvement. La moitié d'entre eux, environ, semblaient s'être pliés à cette formalité. Mais ils n'ont pas repris le travail pour autant. Au contraire, le climat se tendait au début de novembre. Après de vifs incidents et un essai de sacage du marché à Chimbote, le couvre-feu nocturne était décrété dans cette ville, qui est le principal port de pêche du nord du Pérou. Deux jours plus tard, la police faisait évacuer sans ménagement le local du syndicat des pêcheurs de Chimbote, occupé depuis une dizaine de jours par les grévistes. Les incidents se sont multipliés dans plusieurs ports.

Pour le gouvernement, le conflit est délicat à plusieurs titres. D'une part, la saison de pêche ne dure que deux mois, elle finit en décembre. La grève, qui surprend par sa durée, représente un grave manque à gagner au moment où le pays a un besoin impérieux de devises pour redresser sa balance commerciale. D'autre part, le mouvement des pêcheurs risque de faire office de détonateur, alors que le climat social reste très lourd depuis les mesures d'austérité prises en juin dernier.

THIERRY MALINIAC.

Robes à fleurs pour petites filles modèles.

4 modèles pour petites filles. Cette semaine dans Elle.

I.T.S. a une bonne raison de soigner votre séjour en Tunisie cet hiver : vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulés dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.



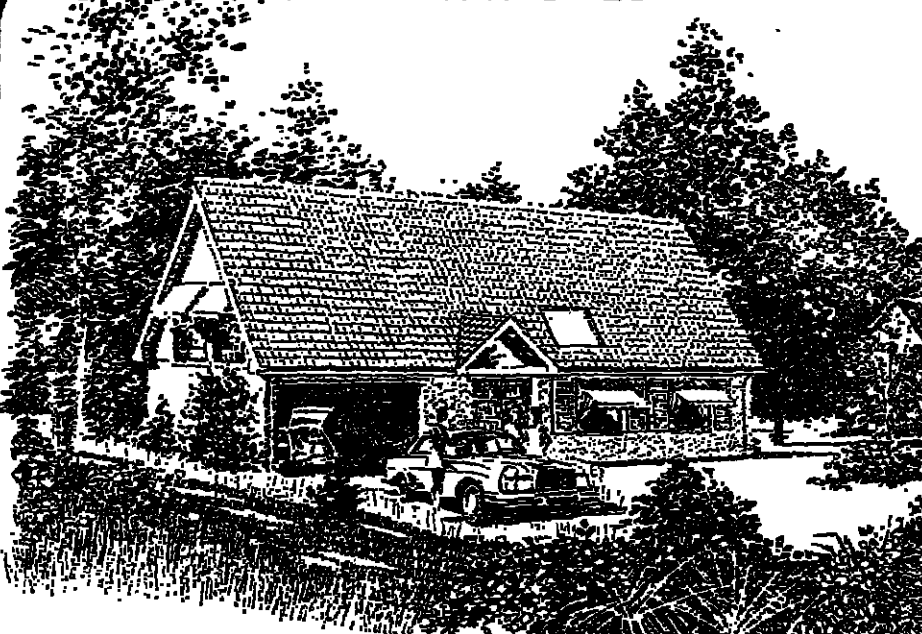
Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S., consultez votre agent de voyages habituel.

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien

Demandez votre documentation gratuite à : International Travel Service 28 rue de Sablonville 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 747.22.70 ou 747.44.40

Breguet

A VILLECRESNES



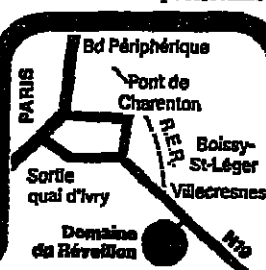
"Oranger", 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

À la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94440 VILLECRESNES (Tél. 599.71.42)

Les films du Festival de Paris.

La sélection de "Elle".

Cette semaine dans Elle.

Esther Vilar. Une femme qui écrit des horreurs sur les femmes.

"Elle" lui demande pourquoi.

Cette semaine dans Elle.

TRECA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez : CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI^e • TEL. 357.46.55 Métro : Parmentier

L. I. C. A.

Pour la défense des KURDES et des Juifs IRAKIENS

GRAND MEETING DE SOLIDARITÉ

LUNDI 15 NOVEMBRE à 20 h. 30

SALLE DE LA MUTUALITÉ

avec la participation de : Jean PIERRE-BLOCH Président de la L.I.C.A. André MONTEIL Ancien Ministre Marie-José PROTAIS Vice-Présidente d'Amnesty International Maître THIERRY-MIGNON Ligue des Droits de l'Homme et le reportage filmé sur le Kurdistan irakien commenté par son auteur Emmanuel DRAQUET.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. WENDELL ANDERSON OCCUPERA LE SIÈGE DE M. MONDALE AU SÉNAT

Saint-Paul (A.F.P.). — Le gouverneur du Minnesota, M. Wendell Anderson, remplacera, l'an prochain, au Sénat, le sénateur Walter Mondale, qui deviendra, le 20 janvier, vice-président des Etats-Unis.

M. Anderson, démocrate comme M. Mondale, a annoncé, mercredi 10 novembre, sa décision de démissionner de ses fonctions et de se faire nommer sénateur par son successeur, le lieutenant-gouverneur Rudy Perpich.

Les remplaçants des sénateurs quittant leurs fonctions en cours de mandat sont toujours désignés par le gouverneur de leur Etat. Coïncidence, M. Mondale était lui-même entré au Sénat sur désignation, remplaçant le sénateur Hubert Humphrey, devenu vice-président de M. Lyndon Johnson à la suite des élections de 1964.

Agé de quarante-trois ans, M. Anderson est considéré comme l'un des espoirs du parti démocrate. Il est gouverneur depuis 1971. Il fit partie de l'équipe olympique de hockey sur glace en 1964, et s'adonne encore à ce sport au sein d'une équipe d'« anciens ».

Le mandat sénatorial, d'une durée de six ans, de M. Mondale sera remis en jeu aux élections de novembre 1978.

LE GOUVERNEUR DE L'UTAH AJOURNE L'EXECUTION DE G. M. GILMORE

Elle aurait été la première depuis 1967

Salt-Lake-City (A.F.P., A.P.). — Le gouverneur de l'Etat de l'Utah, M. Calvin Rampton, a décidé d'ajourner l'exécution de Gary Mark Gilmore, qui devait être passé par les armes, lundi prochain, pour le meurtre d'un gérant de motel à Provo. Ce délai a pour but de permettre à la commission des grâces de se réunir pour examiner le cas du condamné à mort. Celui-ci avait refusé le dépôt de tout nouveau recours lui permettant de retarder sa fin ou même d'obtenir une commutation de sa peine. La commission ne pourra pas se prononcer avant jeudi 18 novembre. L'intervention du gouverneur traduit le malaise des autorités chargées d'ordonner l'exécution d'un condamné à mort, qui serait la première depuis neuf ans.

Plus d'une vingtaine de personnes se sont déjà portées volontaires pour faire partie du peloton d'exécution, composé de cinq hommes, et qui recevront l'équivalent de 875 F chacune pour leurs bons offices.

Selon le « Washington Post »

LE F.B.I. EST AUTORISÉ A POURSUIVRE LA SURVEILLANCE DU P.C. AMÉRICAIN

Selon un article de notre confrère américain John Goshko, du « Washington Post », repris par l'« International Herald Tribune » du 11 novembre, le ministère fédéral de la justice aurait ordonné de continuer la « surveillance » du parti communiste américain par le F.B.I. Le ministre lui-même (attorney general) M. Edward Levi, avait imposé au « bureau » de feu Edgar Hoover une directive mettant fin à près de quarante ans d'enquête permanente sur les activités « subversives » de certains groupuscules de gauche, du moment qu'elles n'étaient pas de nature à « engendrer la violence ».

L'exception qui vient d'être décidée à l'encontre du parti communiste n'est pas fondée sur les velléités sécessionnistes de ce parti, mais sur le danger que représente sa propagande auprès des masses. D'après la direction du parti, ses rangs ne compteraient pas plus de 20 000 adhérents réguliers, chiffre que le F.B.I. ramène lui-même à quelque 4 000. De toute façon, ce chiffre comprend les informateurs et agents du F.B.I. dont le nombre, paraît-il, est substantiel.

Est-ce par eux que le « bureau » a reçu la preuve que le parti communiste américain, même s'il s'abstenait de prendre part aux opérations clandestines d'une puissance étrangère sur le territoire national, n'en était pas moins en relation avec des « cercles extrémistes » étrangers résolument révolutionnaires ? M. Levi aurait fait également état des attaches que le parti conserve avec l'Union soviétique.

Rapportons que le ministre de la justice — un professeur de droit très respecté — et que le directeur du F.B.I., M. Clarence Kelley, ont été nommés par l'administration battue aux dernières élections et qu'il est probable — et même certain pour le premier — qu'ils quitteront leurs fonctions quand M. Carter entrera à la Maison Blanche.

CHANGER DE VIE ?

Créons KIBBOUTZ nouveau agricole et hôtelier dans le Meguev.

Groupe MIDBAR
18, rue Delambre 75014
Tél. : 531-75-72

PROCHE-ORIENT

Liban

Toutes les parties condamnent le nouvel attentat auquel a échappé M. Raymond Eddé

De notre correspondant

Beyrouth. — La force arabe de dissuasion n'avait toujours pas bougé vendredi matin 12 novembre des positions qu'elle occupe depuis mercredi aux portes de Beyrouth.

On apprend cependant, de sources aussi bien phalangistes que palestino-progressistes, que la force devrait prendre position samedi à l'aube le long de la ligne de front qui traverse la capitale et sa banlieue. Toutes les parties ont donné leur accord à cette seconde phase de l'opération. On estime qu'elle aura lieu sans heurt, bien qu'elle concerne une zone plus sensible que celle investie mercredi.

Rappelons que la force de dissuasion est jusqu'à présent constituée quasi exclusivement d'unités syriennes, et que celles-ci sont seules à être entrées en action. Les deux mille trois cents soldats syriens, s'étendant, il faut le dire, de la zone de dissuasion se contentent d'entourer un hôtel de Beyrouth-Ouest, où se trouve leur commandement, et de camper sur les pistes de l'aéroport.

La journée de jeudi, relativement calme (1) dans l'ensemble, a été marquée par un attentat contre le leader chrétien libéral, M. Raymond Eddé. Des rafales de mitrailleuses ont été tirées sur lui à 16 heures, au moment où il arrivait en voiture devant son domicile du quartier Hamra.

M. Eddé est sorti indemne de l'attentat, bien qu'il ait été effleuré par deux balles, et qu'on ait tiré sur lui presque à bout portant d'une voiture qui s'est arrêtée à quelques mètres de la sienne. Son garde du corps a été grièvement blessé. M. Eddé avait déjà été l'objet d'une agression armée le 10 mai dernier, perpétrée dans le secteur conservateur chrétien du pays. Il avait alors été blessé. C'est le septième attentat dirigé contre lui depuis le début de sa carrière politique.

Dans l'état d'anarchie qui règne à Beyrouth, il y a peu de chances que les agresseurs soient identifiés et arrêtés. M. Eddé, se

(1) Ce vendredi matin, toutefois, Beyrouth-Ouest a été encore soumise à un bombardement aveugle d'artillerie.

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) organise à la salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris, le lundi 15 novembre, à 20 h 30, un meeting sur les « violations des droits des minorités ». Des témoignages seront apportés par Amnesty International, et des documents seront projetés par la LICRA sur la situation des Kurdes et des juifs en Irak.

refusant à accuser qui que ce soit, a émis l'hypothèse que l'attentat auquel il a échappé pouvait constituer un avertissement à tous ceux qui, à son instar, émettent des opinions qui dérogent à ce constat : « Je propose qu'aussi bien les Palestiniens que la gauche, par la voix de M. Joumblatt, ont cessé de protester contre la présence militaire syrienne au Liban, et qu'il est le seul à continuer à le faire. Je soupçonne, nous a-t-il déclaré, ceux qui se plaignent des propos que je tiens d'être les instigateurs de l'attentat. Je suis un démocrate ; je me suis déclaré contre toute occupation de ce pays, et j'ai dit que le Liban ne saurait sous mandat syrien. Si l'on croit me faire taire en tirant sur moi, on se trompe. Je n'en défendrai que plus énergiquement les libertés démocratiques et la souveraineté du Liban ».

L'attentat contre M. Eddé a été largement réprouvé. Le président de la République, M. Sarkis, a été le premier à exprimer son indignation. La plupart des chefs palestino-progressistes, ainsi que les leaders musulmans traditionnels, se sont rendus au domicile de M. Eddé pour lui présenter leurs vœux. Dans le camp d'en face, le chef des Phalanges, M. Pierre Gemayel, a vigoureusement dénoncé l'attentat. M. Camille Chamoun, chef du P.M.L., l'a également condamné.

Bien que l'émisserie de la Ligue arabe, M. Khail, ait déclaré que l'attentat contre M. Eddé constituait une tentative de sabotage de l'initiative de paix arabe, il ne semble pas qu'il doive influer sur le cours des événements, et perturber la mise en place de la force d'intervention arabe.

LUCIEN GEORGE

● A Tel-Aviv, on reconnaissait, jeudi 11 novembre, dans les milieux informés israéliens, cités par l'A.P.P., que l'artillerie israélienne intervenait au Sud-Liban, à partir de positions situées en Israël, pour porter aide à des villages chrétiens attaqués par des fedayin.

A travers le monde

Colombie

LES TROIS ORGANISATIONS DE GUERRILLA POURRAIENT S'UNIR pour former une armée révolutionnaire du peuple, annonce un communiqué de l'Armée de libération (E.P.L., pro-chinoise) et des Forces armées révolutionnaires (F.A.R., castristes), l'un des trois mouvements intéressés. Les deux autres sont l'Armée populaire de libération (E.P.L., pro-chinoise) et les Forces armées révolutionnaires (F.A.R., castristes). Ce projet est fait, notent certains observateurs, alors que l'E.L.N. et l'E.P.L. connaissent une crise interne. — (A.F.P.)

Espagne

● LA BANQUE HISPANO-AMERICAINE, troisième banque espagnole, vient de créer un précédent important en déclarant, le 11 novembre, de réintégrer dans leurs fonctions tous les employés qui auraient été licenciés pour activités politiques depuis la guerre civile. Par ailleurs, la banque a décidé de verser une pension complémentaire de 11 000 pesetas par mois à tous les anciens employés de la banque, qui ont dû la quitter pendant la guerre civile ou en raison de ce conflit. Cette pension ne peut toutefois être cumulée si les retraités bénéficiaient déjà d'une autre pension. — (A.F.P.)

● LE JUGE MILITAIRE chargé d'instruire l'affaire de l'assassinat de l'amiral Luis Carrero Blanco a lancé des mandats d'arrêt contre onze Basques soupçonnés d'avoir participé à cette affaire et d'appartenir à l'ETA, annonce l'agence Logos, le jeudi 11 novembre. — (A.F.P.)

Italie

● L'UNITA S'EN PREND, une nouvelle fois, ce vendredi 12 novembre, aux autorités de Prague à propos de la grave de la faim qu'observe en Tchécoslovaquie un prisonnier politique, M. Milan Ruzicki. L'organe italien de l'organisation a rendu hommage à ce militant communiste resté fidèle à la « ligne Dubcek ». Le journal écrit : « Cette affaire est d'une extrême gravité ». Eclaircissant le débat, il écrit : « Ce qui continue à survenir en Tchécoslovaquie démontre combien on est encore loin de cette « normalisation » qui fut plusieurs fois promise depuis 1969. » — (Corresp.)

La visite de M. Barre en Egypte

LA FRANCE EST PRÊTE A OFFRIR SON AIDE TECHNIQUE AUX PAYS ARABES PRODUISANT LEUR MATÉRIEL DÉFENSIF

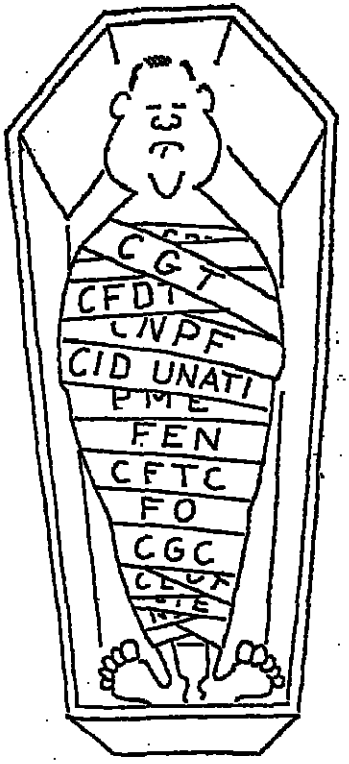
déclare le premier ministre

Le Caire (A.F.P.). — « La France est prête à offrir son aide technique aux pays arabes produisant eux-mêmes leur matériel défensif », déclare M. Raymond Barre, dans une interview au quotidien Al-Ahram, le vendredi 12 novembre, le premier ministre français, qui arrive ce vendredi soir au Caire pour une visite officielle de quatre jours, indiquant que « la coopération militaire franco-egyptienne montre le désir de la France de maintenir l'équilibre dans la région du Proche-Orient ».

Concernant la crise proche-orientale, M. Barre affirme que « Israël doit évacuer les territoires arabes occupés en 1967. La France considère comme nécessaire de reconnaître aux pays du Proche-Orient le droit de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. Elle a toujours reconnu au peuple palestinien le droit d'accéder à son propre territoire ». « La France est prête à participer à un système de garanties internationales qui devrait être nécessairement établi ».

Evocant la crise libanaise, le premier ministre exprime sa satisfaction devant le rôle modéré que joue l'Egypte.

Parlant enfin de la question des prix du pétrole, dans le cadre de la conférence Nord-Sud, M. Barre indique qu'il est « normal que l'intérêt des pays exportateurs de pétrole soit pris en considération » et que « la France ne ménagera aucun effort pour que cette conférence (entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement) puisse résoudre ce problème, et qu'elle participe à l'établissement d'un système économique international tout à fait nouveau ».



(Dessin de KONE.)

● Un accord pour les travaux d'agrandissement du canal de Suez a été signé au Caire, jeudi 11 novembre, entre l'Organisation du Canal et la société japonaise Penha-Ocean. Cet accord prévoit le déblaiement de 20 kilomètres du secteur méridional de la voie d'eau, dans le cadre de la première phase des travaux d'agrandissement du canal. L'achèvement de cette première étape permettra le passage de pétroliers de 180 000 tonnes à charge et de 300 000 tonnes à vide. — (A.F.P.)

SANS OPPOSITION AMÉRICAINE

Le Conseil de sécurité condamne la politique d'Israël dans les territoires occupés

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Le Conseil de sécurité, convoqué à la demande de l'Egypte pour examiner — pour la troisième fois en un an — la situation dans les territoires arabes occupés par Israël, a terminé ses travaux jeudi 11 novembre, en publiant une déclaration de son président, M. Ilueca, le délégué du Panama, au nom de tous les membres du Conseil. Il s'agit d'une compilation des accusations portées et des résolutions adoptées précédemment contre Israël, concernant en particulier les lieux saints (prophétie) et de l'acronyme des territoires occupés (expropriations, violations de la convention de Genève, transferts de populations, etc.).

Cette condamnation d'Israël a été atténuée de façon à permettre aux Etats-Unis de ne pas s'y opposer, et même de ne pas trouver refuge dans l'abstention.

Le délégué américain s'est efforcé néanmoins d'expliquer à l'opinion américaine la raison pour laquelle il jugeait possible d'adhérer à ce document. M. Sherer a rappelé que les Etats-Unis étaient favorables à l'application de la convention de Genève et au retour des personnes déplacées. Il s'est dit — pour la première fois — inquiet en ce qui concerne la sécurité des lieux saints. Il a toutefois jugé « excessives et partiales » les critiques qui avaient été adressées à Israël et a donné acte au gouvernement de l'Etat hébreu du fait qu'il avait condamné les profanations commises.

M. Sherer a déclaré, pour finir, que le Conseil n'avait abordé que les symptômes et pas le fond du problème. Celui-ci ne pourrait trouver de solution, selon lui, que dans le cadre d'un règlement fondé sur les résolutions 242 et 338 des Nations unies. Cette réunion du Conseil de sécurité n'a pas seulement révélé que les Etats-Unis se démarquaient encore un peu plus que précédemment par rapport à Israël, elle a permis à l'Egypte et à la Syrie de manifester leurs retrouvailles sous l'égide saoudienne. — L. W.

● Une charge a explosé, jeudi 11 novembre, dans un supermarché de Petah-Tikva, dans la banlieue de Tel-Aviv, faisant plusieurs blessés, a annoncé le correspondant de la radio israélienne. — (A.F.P.)

Logabax:

l'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matérielle et logicielle. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-Information à LOGABAX Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTION _____

ADRESSE _____

Logabax
informatique

MOHAMMED REZA PAHLAVI

Shah d'Iran

LE LION ET LE SOLEIL

Entretiens avec Oliver Warin

TOUTES LES QUESTIONS TOUTES LES REPONSES

STOCK

سكنا في الامم

AFRIQUE

Maroc

La campagne pour les élections municipales a été marquée par une grande liberté de parole

Rabat. — Dans les 830 communes (1) du royaume, y compris celles des provinces sahariennes, 6 824 245 électeurs sont appelés ce vendredi 12 novembre à élire leurs 13 362 représentants aux conseils communaux.

Douze membres du gouvernement — quatre ministres, sept sous-secrétaires d'Etat et le haut commissaire à la promotion nationale — sont parmi les candidats indépendants. Les femmes représentent près de la moitié de l'électorat (3 111 237 sont inscrites), mais une quarantaine seulement figurent parmi les quelque 42 400 candidatures reçues après rejet ou désistement de quelques centaines.

La ventilation rigoureuse sous des étiquettes politiques reste malaisée, car une partie des indépendants relèvent, en fait, de tel ou tel parti, ou en sont très proches. Des chiffres précis font défaut, même à certains responsables politiques. Ainsi M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), nous a dit que son parti pouvait dénombrer « de 7 000 à 9 000 candidats ». Il expliquait cette marge par le fait que ce parti a effectivement présenté des candidats.

(1) Les communes sont réparties en communes urbaines — ou municipalités — et communes rurales.

(2) Le Conseil national réunit sous la présidence du premier ministre les responsables des partis suivants : Istiqlal, Union socialiste des forces populaires, Mouvement populaire, Mouvement populaire démocratique et constitutionnel, parti démocratique constitutionnel, parti libéral progressiste, parti du progrès et du socialisme et parti de l'action.

(3) Le responsable de l'Union nationale des forces populaires, M. Abdallah Ibrahim, s'est retiré du Conseil national.

De notre correspondant

mais que d'autres, dans des communes où il n'est pas organisé, se sont manifestés en indiquant qu'ils entendaient se réclamer de l'U.S.F.P. Tous les partis ont cherché à être présents partout où ils le pouvaient, le plus grand effort ayant été accompli par l'Istiqlal, qui a des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions. Quant aux indépendants, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre, a estimé dans *Maroc-Sol* qu'ils constituent un « courant », et « l'événement le plus important et le plus original de cette campagne ».

Cette dernière a été marquée par une grande liberté de parole, même quand les orateurs, dans les meetings ou les réunions publiques, mettaient en cause les responsables. Ni la monarchie, ni le roi Hassan II n'ont été contestés. C'est d'ailleurs le souverain qui est à l'origine de la création du Conseil national (2) qui a permis aux responsables des partis politiques de contrôler le déroulement de la campagne électorale et la préparation du scrutin. Des résultats positifs ont été obtenus, insuffisants cependant aux yeux des leaders de l'opposition. Ceux-ci estiment que le comportement de certaines autorités subalternes a souvent desservi leurs candidats. L'administration supérieure réprime cette critique, car, dit-elle, elle n'a pas cessé d'intervenir pour rappeler à ses agents l'obligation de neutralité, et a révoqué dix-sept chefs (chefs de fraction de tribu) ou moudrines (chefs de quartier) qui ne l'avaient pas respectée.

Selon les chiffres officiels, plus de la moitié des électeurs a moins

de 45 ans (3 724 228 sont âgés de 11 à 34 ans et 1 516 393 de 35 à 44 ans). Chez les candidats — éligibles à partir de 25 ans — une proportion sensiblement analogue apparaît avec 19,76 % des candidats âgés de 25 à 34 ans, et 30,90 % âgés de 35 à 44 ans. Le reste se situe pour 29,60 % dans la tranche d'âge de 45 à 54 ans, et pour 19,74 % dans la tranche d'âge supérieure à 55 ans.

La diminution très sensible du nombre des illettrés parmi les candidats est particulièrement notable. Les élections précédentes aux conseils communaux en avaient fait apparaître 30 %, il n'y en a actuellement que 46 %. Quarante au reste des candidats, 35 % ont suivi des études primaires et 30 % des études secondaires ou supérieures. Cette évolution est de nature à faciliter l'application de la nouvelle charte communale qui entrera en vigueur après les élections. Plus libérale que la précédente, elle donne entre autres dispositions, aux présidents des conseils communaux des compétences dont l'exercice requiert un certain niveau intellectuel, et qui vont jusqu'à transférer à leur profit des pouvoirs reconnus aux pachas et aux caïds en matière de police administrative communale.

Le fait dominant reste que les élections se déroulent aussi dans les trois provinces sahariennes. Cent soixante-deux sièges sont à pourvoir dans les seize municipalités ou communes : 16 772 électeurs, dont environ la moitié de femmes, sont inscrits sur les listes électorales. Leur vote est d'ores et déjà tenu tel pour une autodétermination consacrant l'intégration au royaume de cette partie du Sahara occidental.

LOUIS GRAVIER.

Angola

Un an après l'indépendance

LE PRÉSIDENT NETO DÉNONCE L'« AGRESSION DE L'IMPERIALISME »

Le gouvernement angolais a célébré jeudi 11 novembre le premier anniversaire de l'indépendance du pays. Plusieurs milliers de militants du M.F.L.A. le parti au pouvoir, ont participé à Luanda à un rassemblement populaire.

An cours de ce meeting, le président Agostinho Neto a dénoncé l'« agression » dont est victime l'Angola à partir des « bases de l'imperialisme » en Namibie. « Nous sommes en danger », a-t-il dit, « car nous devons liquider définitivement les dernières poches de résistance des fantoches ». M. Neto a également insisté sur le fait que son pays pourrait venir en aide aux organisations nationalistes d'Afrique australe.

En écho à cet avertissement, le ministre sud-africain de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré jeudi que Pretoria « répliquera durement et avec le maximum de sa puissance de frappe » au cas où les troupes angolaises interviendraient en Namibie.

D'autre part, selon le « Financial Times », M. Jorge Sangumba, ministre des affaires étrangères de l'UNITA, mouvement qui combat les troupes du M.F.L.A. et les forces cubaines dans le sud du pays, se trouvait actuellement en Afrique du Sud. M. Sangumba tenterait d'obtenir une aide matérielle de Pretoria. — (A.F.P., Reuters)

République Centrafricaine

Le président Bokassa fera une visite officielle en Chine à partir du lundi 15 novembre. — (Reuters)

comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui



un volume cartonné
117,5 x 23 cm,
606 pages.

L'ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE est l'ouvrage clé pour recenser les données, pénétrer les rouages de la vie économique, sociale et politique, saisir les mentalités, les attitudes et les comportements, c'est-à-dire pour connaître et comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Un ouvrage indispensable aux étudiants et aux enseignants — du secondaire au supérieur — mais aussi aux journalistes, hommes d'affaires, politiques et à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité.

Par: PAUL BRENNAN • BERNARD CASHEN • JEAN CHARLOT • MONICA CHARLOT • ISABELLE CHOUZARD • BERNARD LEBEVRE D'HELLIEN • COURT • ANNE DE LA PRESLE • ARMAND MINY • VERONIQUE LELANDIER • JEAN MANTHI • ROBERT PALACIN • EMILEPICY • ROLAND MARX • JACQUES MARTELIER • MICHEL MOFFA • ANDRÉE SIEPHEND, sous la direction de MONICA CHARLOT, professeur à l'université de Paris-III.

ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE

LAROUSSE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Breguet

LA QUEUE-EN-BRIE



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

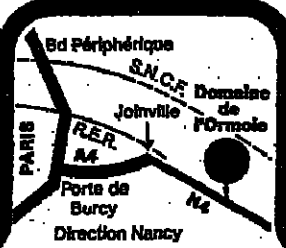
Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris.

Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de L'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H À 19 H.



A 15 KM
A L'EST DE PARIS
PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
94301 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 933.71.30)

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE



"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'autoroute A1. A la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris.

Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes identiquement luxueuses.

Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H À 19 H.



A 25 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE
DU NORD

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
95470 SAINT-WITZ (Tél. 471.56.55)

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU WEEK-END

M. Chirac et cinq anciens secrétaires d'État tentent de reconquérir leurs sièges

Les résultats du premier tour de 1973 dans les six circonscriptions concernées

Un ancien premier ministre et cinq anciens secrétaires d'État tentent de reconquérir, dimanche 14 novembre, les sièges de député qu'ils occupaient avant d'être appelés à exercer des fonctions ministérielles. Il s'agit de MM. Gabriel Péri, radical, ancien secrétaire d'État à la fonction publique (Allier, 4^e circonscription); Jacques Chirac, U.D.R., ancien premier ministre (Corrèze, 3^e); Aymar Achille-Fould, Gauche réformatrice, ancien secrétaire d'État aux postes et télécommunications (Gironde, 5^e); Jean Tiberi, U.D.R., ancien secrétaire d'État aux industries alimentaires (Paris, 3^e); Gérard Ducray, républicain indépendant, ancien secrétaire d'État au tourisme (Rhône, 10^e); et Bernard Destremau, républicain indépendant, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères (Yvelines, 5^e).

	Inscrits	Votants	Suff. exp.	Abst.	Ext. g. et P.S.U.	P.C.	P.S.	Rad. g.	S.M.	Centre	S.N.R.	R.I.	Divers
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
ALLIER (4 ^e circ.)	68 369	54 628	53 427	20,09	—	12 165	22,77	6 175	11,35	—	23 912	44,75	—
CORRÈZE (3 ^e circ.)	44 883	38 686	38 020	13,30	738	2,09	10 530	27,33	6 577	17,30	—	18 867	51,73
GIRONDE (5 ^e circ.)	64 010	51 635	50 475	19,25	—	8 496	16,33	—	12 027	23,33	5 475	10,84	17 562
PARIS (3 ^e circ.)	41 461	34 730	34 317	15,58	2 910	8,38	3 048	14,71	3 280	15,38	—	13 689	39,89
RHÔNE (10 ^e circ.)	50 510	39 389	38 539	22,01	1 854	4,51	5 625	13,03	7 738	20,13	—	16 868	43,78
YVELINES (5 ^e circ.)	35 450	45 418	44 839	18,09	2 928	6,53	9 967	22,24	5 090	11,25	—	13 912	31,02

Nous rappelons dans le tableau ci-dessous les résultats des élections législatives du 4 mars 1973, date du premier tour des dernières élections générales. Le pourcentage qui figure à côté de chaque

nombre est celui des voix recueillies par rapport aux suffrages exprimés.

Pour l'ensemble des six circonscriptions, les résultats avaient été les suivants :

Inscrits : 327 783

Votants : 284 536

Abstentions : 63 247 (19,29 %)

Suffr. expr. : 259 617

● OPPOSITION : 152 940 voix,

soit 58,90 % des suffrages exprimés

● MAJORITÉ : 99 796 voix, soit

38,43 % des suffrages exprimés

(32,7 %). P.C. : 51 281 (19,75 %);

P.S. : 30 869 (11,89 %); radicaux de

gauche, 12 027 (4,63 %); réfor-

mateurs et centristes d'opposition,

50 273 (19,36 %).

● MAJORITÉ : 99 796 voix, soit

38,43 % des suffrages exprimés

U.D.R., 44 831 (17,15 %); répu-

blicains indépendants, 37 892

(14,51 %); C.D.P. (M. Achille-

Fould), 17 582 (6,76 %).

● DIVERS : 6 891 voix, soit

2,65 % des suffrages exprimés.

PARIS : une riche palette

Il faut remonter aux premières élections législatives de la V^e République pour trouver dans une circonscription législative plus de candidats que les quinze qui, dimanche 14 novembre, brigueront le siège de député de la 3^e cir-

conscription de Paris, devenu vacant du fait de la démission de la suppléante de M. Jean Tiberi, secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires du 12 janvier au 25 août 1976. Seize candidats s'étaient en effet affrontés en novembre

1958 dans la deuxième circonscription de la capitale.

La préfecture de Paris précise que le scrutin du 14 novembre sera clos à 20 heures.

depuis, signé un appel en faveur de M. Elieinstein.

Si dans les débats internes du P.S.

M. Guidoni a eu l'occasion de se

situer à l'aise gauche, il mène sa

campagne avec le savoir-faire et la

prudence d'un représentant « habi-

tué », du parti socialiste, présent

soin, par exemple, dans cet arron-

dissement où l'électorat socialiste n'est

pas négligeable, de rappeler l'ancien

traditionnel qui unit l'État d'Israël

au mouvement socialiste français. Il

est vrai que M. Tiberi n'hésite pas,

dans ses discussions avec les élec-

teurs, à noter que le CERES défend

la cause du peuple palessien.

Alors que M. Elieinstein semble

parfois souffrir de son statut parti-

culier au sein du P.C.F., M. Guidoni

bénéficie non seulement du soutien

de la fédération socialiste de Paris

animée par le CERES mais, en outre,

de l'aide des dirigeants nationaux

de sa formation membres des autres

courants de pensée, et notamment de

M. François Mitterrand.

Sur la gauche des candidats du

programme commun, des calculs

électorales s'ajoutent à un certain

sectarisme ont empêché les regroup-

ements et nuisent à l'ensemble des

représentants de l'extrême gauche

révolutionnaire. Lutte ouvrière refuse

d'admettre le P.S.U. dans l'extrême

gauche. La Ligue communiste révolu-

tionnaire, qui a négocié avec M. Leduc

le retrait de son candidat, a obtenu

une déclaration du représentant du

P.S.U. critiquant le programme com-

muniste, mais n'est pas, selon elle,

en possession de garanties suffisantes

pour pouvoir renoncer à la candi-

dature de M. Weber.

Le problème réel était de savoir

ce que ferait le P.S.U. lors des élec-

tions municipales. A l'évidence,

M. Leduc espère, comme M. Brimo

au sein de la majorité, maintenir un

électorat P.S.U. (6,5 % en 1973) afin

de pouvoir négocier plus aisément

avec le P.S. et le P.C.F., lorsqu'il

faudra composer les listes pour le

Conseil de Paris.

Au-delà des clarifications politiques

traditionnelles se situent encore deux

candidats. M. André Dupont, surtout

connu sous le nom de Mouna Agui-

guit, ancien ministre du quartier Latin

et des nuits du Festival d'Avignon,

est un habitué des consultations

électorales dans la troisième cir-

conscription où il bénéficie, d'ail-

leurs, d'un courant de sympathie qui

lui a, par exemple, valu 1,1 % des suf-

frages exprimés en 1973. M. Dupont,

candidat des Amis de la vie, a

choisi pour slogan « Mouna, c'est le

plaisir » sans qu'on sache exacte-

ment s'il s'agit d'un aveu ou d'une

invitation.

A cette candidature folklorique ne

peut être assimilée celle de M. Brice

Lalonde, jeune journaliste, vice-pré-

sident de l'association les Amis de

la terre, qui défend dans le scrutin

les thèses écologistes. M. Lalonde

a pour suppléant l'agronome René

Dumont qui, en 1974, s'était présenté

à la présidence de la République et

avait obtenu, dans cette circonscrip-

tion, 1 219 voix (3,5 %). Bien que

par les thèmes qu'il développe,

notamment en matière d'autogestion,

M. Brice Lalonde s'apparente plutôt

aux courants socialistes, son pla-

doyer actif en faveur d'une ville

débranchée de l'automobile, d'un

déplacement du gouvernement et des

administrations centrales hors de

Paris, est peut-être susceptible de

séduire des électeurs de toutes ten-

dances. Il représente, en tout cas,

une des inconnues du scrutin. Son

initiative est d'ailleurs appréciée

dans son univers militant et une

publication comme le *Quotidien* ouvre

reste sceptique sur le bien-fondé de

son engagement électoral.

HAUTE-LOIRE : les ultimes appels

Le second tour de l'élection législative partielle de la Haute-Loire (2^e circonscription) se disputera dimanche 14 novembre entre M. Proriot, sénateur républicain indépendant, et M. Eyraud, maire socialiste de Brionne.

M. Proriot avait recueilli, le 7 novembre, 23 627 voix, soit 47,50 % des suffrages exprimés. L'extrême droite, dont le candidat avait recueilli 733 voix (1,87 %), invite les électeurs à tout mettre en œuvre pour l'empêcher d'obtenir le siège.

M. Eyraud, qui avait obtenu 20 031 suffrages (42,40 %) bénéficie du désistement des candidats du P.C. (3 076 voix, 6,51 %) et de Lutte ouvrière (710 voix, 1,50 %).

Au second tour de mars 1973, Jean-Claude Simon (R.I.) l'avait emporté sur M. René Chazelle, sénateur socialiste, par 28 059 voix (50,55 %) contre 27 447 (49,44 %).

De notre correspondant

Le Puy. — Les deux candidats n'ont observé aucune trêve à l'occasion du 11 novembre. M. Lecanuet, ministre d'État, président du Centre des démocrates sociaux, venu à Craponne-sur-Arzon pour soutenir M. Proriot, a expliqué que « François Mitterrand ne veut pas aller à Maignon, mais chasser le président de la République de l'Élysée ». Puis il a « sommé » le premier secrétaire du P.S. de s'expliquer, car, 3-1-1 estimé, « le chef de l'État ne pourra, quoi qu'on en dise, gouverner avec la coalition socialo-communiste. C'est l'éternel problème constitutionnel ».

Au Puy, M. Mitterrand, venu appuyer M. Eyraud, a expliqué que le scrutin de dimanche est important, car le gouvernement en attente le résultat « pour en tirer parti ». M. Mitterrand a d'autre part dénoncé la prise en main de journaux par des « margoulins », ajoutant : « Quand on voit le monde des affaires, de l'argent, de la presse, passer aux mains de ceux qui exercent sous l'occupation une attitude fort opposée aux idées du général de Gaulle, on a l'impression d'avoir à faire à un gaullisme quelque peu trafiqué ». Le Front progressiste (gaullistes d'opposition) appelle les électeurs « à voter pour le candidat de l'opposition ».

● M. Georges Fillaud, député socialiste de la Drôme, a déclaré, jeudi 11 novembre, à Tulle : « Des informations sérieuses établissent l'intervention inadmissible de hauts fonctionnaires — dont certains appartenant au corps électoral — dans la campagne électorale en faveur de M. Jacques Chirac. Je dénonce également l'utilisation à des fins de propagande de renseignements administratifs irrégulièrement fournis par des chefs de services départementaux d'administration de l'État. Ces procédés rappellent la mobilisation de l'appareil administratif au bénéfice des candidats officiels par Napoléon III. »

LE « POING À LA ROSE » POURRAIT DEVENIR L'EMBLÈME DES PARTIS SOCIALISTES DE LA C.E.E.

Le bureau de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, réuni à Londres, a adopté une recommandation demandant aux partis socialistes européens d'adopter le « poing à la rose » des socialistes français comme emblème. La rose au poing a déjà été utilisée dans le passé par les socialistes néerlandais, belges, luxembourgeois, et l'est, actuellement, par le parti radical italien.

Le bureau a adopté, d'autre part, deux textes. Le premier condamne les « groupuscules » qui usent, dans la Communauté, du qualificatif de « social-démocrate », et demande aux partis membres — seuls légitimes titulaires de cette appellation — de « repousser avec fermeté tout rapprochement avec ces groupes ». Le second note qu'après le

congrès de la fédération des partis libéraux et démocratiques de la C.E.E., réuni à La Haye, « les libéraux n'ont pas réussi, comme ils en avaient l'intention, à adopter un programme commun en vue des élections du Parlement au suffrage universel ». « Cela constitue pour les libéraux un échec sur la voie d'une Europe unie », estime le bureau des partis socialistes.

Dédié à Monsieur le Président de la République...

un nouveau mensuel satirique.

En vente partout.

la gazette

libérale... et avancée

32 p. 5 F

THIERRY PFISTER.

سكرا من الامل

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT DES « NEUF »

POINT DE VUE

Le Conseil constitutionnel est-il compétent ?

par LOIC PHILIP (*)

L'OPINION semble se faire une idée assez inexacte du Conseil constitutionnel. On estime volontiers que le rôle de ce conseil est de donner un avis sur les problèmes constitutionnels, et que si le président de la République le consulte, il est tenu de lui répondre. Or il s'agit d'une grave confusion. Le Conseil constitutionnel n'est pas le Conseil d'Etat ; ce n'est pas un organe consultatif. Il l'a affirmé d'une manière très nette dans une décision du 14 septembre 1961, lorsque M. Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, avait voulu le consulter sur un point de droit constitutionnel. Dans cette décision, il avait affirmé que la Constitution ayant fixé de façon très précise l'étendue de sa compétence, il ne lui était possible de statuer ou d'émettre un avis que dans les cas et selon les modalités qu'elle a vus expressément prévus. Comme la demande du président de l'Assemblée nationale ne rentrait dans aucun de ces cas, le Conseil en avait déduit qu'il n'avait pas compétence pour répondre à la demande de consultation du président de l'Assemblée nationale (1).

Il n'est aucun doute que cette jurisprudence doit s'appliquer également au président de la République. Ce dernier ne peut saisir le Conseil constitutionnel dans les cas prévus par la Constitution. C'est-à-dire dans le cadre des articles 16, 54 et 61, et selon les modalités prévues par ces articles. Aussi, la première question qu'il se pose lorsqu'une autorité saisit le Conseil constitutionnel, c'est de savoir si la saisine est bien prévue et si elle s'opère dans les conditions décrites par la Constitution.

Le président de la République a décidé de saisir le Conseil constitutionnel en s'appuyant sur l'article 54 de la Constitution. Rappelons les termes exacts de cet article : « Si le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République, par le premier ministre ou par le président de l'une ou de l'autre Assemblée, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratifier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

Quelle est la portée exacte de cette disposition ? On peut tirer de l'analyse de cet article deux conséquences :

1) Le Conseil constitutionnel ne peut être saisi que d'un engagement international dont la ratification ou l'approubation nécessite une autorisation du Parlement. En effet, malgré l'utilisation du terme très général d'engagement, on imagine mal comment les présidents des assemblées parlementaires pourraient déférer au Conseil constitutionnel un acte non soumis à ratification ou à approbation que le gouvernement n'est même pas tenu de leur communiquer (2).

2) L'article 54 de la Constitution instaure un système de contrôle préalable des engagements internationaux. Il permet de saisir le Conseil constitutionnel avant l'approbation ou l'autorisation de ratification pour lui de-

mander d'examiner si l'engagement international se comporte pas une clause contraire à la Constitution. Il n'est donc pas possible de le saisir après coup. Le président de la République n'aurait pas pu, par exemple, le saisir directement de la question de savoir si la clause du traité de Rome, relative à l'élection du Parlement européen au suffrage universel est ou non contraire à la Constitution.

C'est dans ces limites qu'il convient d'examiner si la demande du président de la République est ou non recevable. Ce dernier a saisi le Conseil de la décision adoptée par les Neuf le 20 septembre 1976 et fixant les modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, dont le principe était admis par le traité. Or, comme le *Monde* l'a souligné dans son numéro du 6 novembre dernier, l'autorisation de ratification de cet accord n'est pas juridiquement nécessaire puisqu'il n'entraîne pas une modification du traité. Et il en résulte que le Conseil constitutionnel n'est pas compétent pour examiner si cet accord est contraire à la Constitution. La seule chose qu'il puisse faire, c'est d'examiner si l'accord est bien conforme au traité.

En effet, tout notre système de contrôle de la conformité à la Constitution, qu'il s'agisse des lois ordinaires, des lois organiques, des règlements des assemblées ou des traités, repose sur le principe du contrôle préventif. Une fois que la norme a été approuvée et publiée, elle ne peut plus être contestée. Il est tout à fait évident, par exemple, que le Conseil constitutionnel n'accepterait pas d'être saisi d'une disposition d'une loi qui a été déjà promulguée (même s'il s'agit d'un article non encore appliqué). S'il acceptait d'examiner le problème de la conformité à la Constitution de l'accord du 20 septembre, il s'engagerait, en fait, dans la voie d'un contrôle a posteriori d'un traité déjà en application, ce qui serait contraire à l'esprit même de la Constitution.

Les pouvoirs du Conseil constitutionnel sont donc étroitement limités, et il semble bien qu'il ne puisse pas se prononcer dans cette affaire sur le fond du problème. S'il estime ne pouvoir être saisi que des engagements dont l'autorisation de ratification ou d'approbation doit être soumise au Parlement (ce qui est conforme à la fois à la lettre de l'article 54 et à l'esprit de la Constitution), il devra répondre au président de la République qu'il n'a pas compétence pour se prononcer sur la décision qui lui est demandée en s'appuyant sur sa jurisprudence de 1961.

Sans doute certains invoqueront, comme l'a fait M. Luchaire dans le *Monde* du 6 novembre, le précédent de 1970.

En effet, dans une décision du 19 juin 1970 (qui était jusqu'à présent le seul cas d'application de l'article 54 de la Constitution), le Conseil avait accepté d'examiner à la fois le traité du 22 avril 1970 portant modification de certaines dispositions budgétaires et la décision du 21 avril 1970 du Conseil des communautés relative à l'application du traité de Rome de 1957 concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés.

Mais dans cette affaire il avait constaté que cet accord, bien qu'ayant le caractère d'une simple mesure d'application du traité, portait sur des matières de nature législative et devait par suite faire l'objet d'une autorisation parlementaire. Or il n'en va pas de même actuellement puisqu'il s'agit d'un accord qui, juridiquement, n'a pas à être soumis au Parlement.

En réalité le véritable choix était le suivant : ou l'on estimait que l'accord de septembre n'était qu'une mesure d'application, et n'avait pas à être soumis au Parlement, ou l'on estimait que, politiquement, il s'agissait d'une étape très importante dans la construction européenne, et, dans ce cas, il convenait de le faire approuver par voie de référendum. Le malheur est que les conditions politiques actuelles de la France interdisent d'avoir recours à cette procédure, qui est pourtant la plus démocratique.

(*) Professeur à l'université d'Alger-Marseille.

Les textes fondamentaux

L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct est inscrite dans le traité de Rome signé le 25 mars 1957.

• L'ARTICLE 138 du traité de Rome dispose que l'Assemblée est formée de députés des Parlements nationaux et élus par le peuple. Il prévoit (paragraphe 3) : « L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ».

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS a longtemps fait obstruction à la mise en œuvre de ce paragraphe parce que, sans d'un accord européen, il risquait d'établir un régime d'assemblée. Le général de Gaulle entendait installer au préalable un « Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement » qui se réunirait tous les quatre mois. C'était la principale disposition du plan Fouchet (1961-1962), que rejettent les partenaires de la France.

LE CONSEIL EUROPEEN a été constitué au « sommet » de Paris des 11 et 12 décembre 1974. Le communiqué déclare : « Les chefs de gouvernement ont décidé de se réunir (...) trois fois par an et chaque fois que né-

cessaire au Conseil des Communautés et au titre de la coopération politique » (1).

LE PASSAGE A L'ELECTION DIRECTE a été annoncé en ces termes au « sommet » européen de Paris de 1974 : « Les chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le traité de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée (européenne), sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil de la Communauté statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978 ».

L'ASSEMBLEE EUROPEENNE avait déjà adopté en 1969, comme le stipulait le traité de Rome, un projet pour lequel le Conseil n'a jamais statué. Le 14 janvier 1975, elle adopta un nouveau projet par 106 voix contre 2 (socialistes danois) et 17 abstentions (3 communistes français et italiens, 1 apparenté communiste néerlandais, 5 U.D.R., 1 nationaliste irlandais et 2 libéraux danois). Ce projet prévoyait que chaque Etat membre fera élire ses députés « européens » selon un système électoral propre, mais que l'Assemblée européenne ainsi émise élaborera avant 1980 un « projet de procédure électorale uniforme » pour les élections ultérieures. Ce projet a

été examiné les 1^{er} et 2^d décembre 1975 par le Conseil européen de Rome, qui déclara : « Le Conseil européen est convaincu que l'élection de l'Assemblée aura lieu à une date unique au cours de la période mai-juin 1978. L'Etat qui ne pourrait procéder à l'élection directe à cette date pourra désigner ses représentants parmi les membres élus de sa propre Assemblée nationale ». Le Conseil européen de Bruxelles des 12 et 13 juillet 1976 adopta une répartition des sièges différente de celle de l'Assemblée actuelle et des propositions de cette Assemblée.

L'ACCORD DEFINITIF a été signé par les neuf ministres des affaires étrangères le 20 septembre 1976. Il se présente comme un « acte » du Conseil de la Communauté en seize articles. La France se voit attribuer 10 sièges, comme l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne ; les Pays-Bas 6, la Belgique 6, le Danemark 6, l'Irlande 6 et le Luxembourg 6 (article 2). Les « représentants » sont élus pour cinq ans (article 3). Ils votent individuellement et personnellement et ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif (article 4). Ils peuvent être membres d'un Parlement national (article 5) mais non d'un gouvernement ni de la Commission européenne, etc. (article 6).

L'Assemblée élabore (...) un projet de procédure électorale uniforme. « Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette procédure, la procédure électorale est réglée, dans chaque Etat membre, par les dispositions nationales » (article 7). Aucun terme précis n'est fixé à ce régime provisoire. L'élection a lieu à une date choisie par chaque Etat (1) « au cours d'une même période débutant le jeudi matin et s'achevant le dimanche immédiatement suivant ». L'acte « communautaire » du 20 septembre 1976 ne mentionne aucune date pour la première élection européenne. Les Britanniques et les Danois n'ayant pas voulu prendre dans ce document un engagement juridique à court terme. Mais les Neuf ont renouvelé, ce même 20 septembre, leur intention de s'en tenir à l'objectif que le Conseil européen de Rome avait fixé, c'est-à-dire de procéder à l'élection en mai-juin 1978. — M. D.

(1) La « coopération politique », activité intergouvernementale, couvre tout ce qui n'est pas explicitement inscrit dans les traités communautaires. Par exemple, mardi 8 novembre, devant l'Assemblée nationale, M. de Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Le Conseil européen est un organe de coopération qui n'est pas bien inscrit au sommet de l'édifice ; c'est celui que nous appelons de nos vœux et auquel nous subordonnons, chacun d'un côté, la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel direct ».

(1) La « coopération politique », activité intergouvernementale, couvre tout ce qui n'est pas explicitement inscrit dans les traités communautaires. Par exemple, mardi 8 novembre, devant l'Assemblée nationale, M. de Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Le Conseil européen est un organe de coopération qui n'est pas bien inscrit au sommet de l'édifice ; c'est celui que nous appelons de nos vœux et auquel nous subordonnons, chacun d'un côté, la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel direct ».

“Peut-on vous aider?”



Q Je dois être au centre de Londres à 10 heures. Que pouvez-vous faire pour moi ?



R Bienvenue à bord de notre Tristar de 9h00 “Spécial Affaires” l'un de nos six vols quotidiens de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
* 11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs pour Londres à partir de
Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider ?



Renseignements au 91 Champs Elysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

VIENT DE PARAÎTRE
N° 212

Lettres soviétiques

- NOS CONTEMPORAINS
Un entretien avec Boris Pilevski.
- LE THÉÂTRE
Anna Stépanova : Molière, Boulgakov, Etkov.
- LA MUSIQUE
Anna Iouptina : un nouvel opéra russe « Pierre le ».

Le N° 212
EN VENTE
TOUTES LIBRAIRIES

DUPONT
ODEON DIFFUSION
146, rue du Faubourg-Montmartre
75014 PARIS

سورنا من الامم

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE... Un colloque du club Habitat et vie sociale Cure de jeunesse pour les H.L.M.

Comment, pour éviter de les démolir bientôt, réhabiliter les ensembles H.L.M. les plus dégradés ? La question a été étudiée récemment, lors d'un colloque organisé à Paris par le club Habitat et vie sociale.

Même si la moitié des H.L.M. construites aujourd'hui sont des maisons individuelles, l'expression évoque — pour combien de temps encore ? — une image de grisaille et de tristesse, d'immeubles mal construits, isolés au milieu des champs de bataille, où de jeunes déshérités agacent des adultes devenus agressifs. Dans certains cas, cette image est réelle.

Dans les ensembles H.L.M. les plus anciens, construits après la guerre quand il fallait faire vite, et un peu délaissés depuis, il n'y a pas de quoi se vanter. Les plus démunies (celles qui n'ont pas le chauffage, se développent sous les yeux connus des grands ensembles. On a recensé, en Ile-de-France, « trente-six zones névralgiques groupant soixante-douze mille logements dont la dégradation est notoire », a indiqué M. Bernard Hirsch, chef du service régional de l'équipement, lors du colloque.

Se référant aux enquêtes menées sur le terrain par des sociologues qui ont habité pendant une année dans ces « ensembles à problèmes », M. Hirsch a précisé : « Il s'agit souvent de familles marginales qui ne sont pas adaptées à la vie collective, ce qui explique les dégradations constatées, même après la rénovation. Car on se préoccupe aujourd'hui de rénover ces immeubles (amélioration thermique, isolation, etc.) et d'améliorer leur environnement (stationnement, circulation des voitures, espaces de jeux et jardins, équipements sociaux, liaisons avec la ville ancienne, etc.).

MICHEL CHAMPENOIS.
* Habitat et vie sociale, 21, rue Molière, Paris (15^e).

Paris La majorité présidentielle désigne son candidat pour la mairie de la capitale

Tandis que la session budgétaire du Conseil de Paris s'ouvre lundi 15 novembre, les leaders de la majorité se rencontrent ce vendredi 12 novembre pour tenter de se mettre d'accord sur la personnalité qui conduira la majorité présidentielle à l'élection municipale. Paris pour les élections municipales. Ces scrutins, les 13 et 20 mars 1977, coïncident, dans la capitale, avec la mise en place du nouveau statut de Paris et la désignation d'un maire.

« Il faut regretter que les élus n'aient pas été cette année associés à l'élaboration du projet de budget », nous a déclaré M. Bernard Lafay, président Paris-Majorité du Conseil de Paris. Celui-ci a ajouté : « Il s'agit du budget 1977 que le maire de Paris, et non plus le préfet, aura la charge d'appliquer à partir de mars prochain. L'administration s'est réunie pour reconstruire prudemment le budget de l'an dernier ». M. Lafay cite comme exemple un programme de lutte contre le bruit spécialement aux abords du boulevard périphérique qui a déjà été approuvé par le Conseil de Paris, demandant que sa mise en œuvre démarre en 1977. « Or les crédits prévus au projet de budget pour cette réalisation sont nettement insuffisants : quelques gouttes d'eau dans la mer des nuisances », indique M. Lafay, qui conclut : « Sans doute des aménagements pourront être adoptés en fin de l'année du vote du budget modifié. Mais il aurait été préférable de considérer que dans les grandes options et les orientations fondamentales, l'appartenance au maire et au Conseil de Paris ». C'est la première fois dans l'histoire de la capitale que le Conseil de Paris se réunira pour désigner le candidat à la mairie de Paris. M. Jean Guérin (P.C.) estime : « Pas de personnalisation ».

Dans la majorité, on pense au contraire qu'il faut personnaliser cette consultation. Après s'être prononcé pour M. Christian de La Malène, M. Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité à l'Assemblée de Paris, dit qu'il faut ouvrir une consultation auprès de tous les Parisiens pour désigner la personnalité la plus compétente. « C'est contraire aux accords

aux investissements, de ne pas vouloir s'écarter de la politique d'austérité définie pour l'ensemble du pays ».

M. de La Malène précise : « Il est évident que le dépeuplement de Paris réduit aujourd'hui son « assiette » financière. Une nouvelle fois, la Ville refusera par exemple de participer à la totalité des dépenses nécessaires pour combler le déficit des transports en commun. Les pouvoirs publics refusent d'étudier une nouvelle répartition entre les communes de la région Ile-de-France, nous diminuons notre quote-part de près de 60 millions comme en 1976. Il faut savoir en effet que le déficit des transports en commun est supporté en région parisienne par l'Etat (70 %) et par les collectivités locales (30 %). Or, sur ces 30 %, la Ville de Paris finance 72 %. « Anormal », conclut M. de La Malène. Il faudra revoir la mode de financement : ce sera une des questions fondamentales que le futur maire de Paris devra aborder en priorité ».

Quel sera le maire de Paris ? C'est évidemment aux élus d'en décider. M. Georges Sarre (P.S.) affirme : « C'est seulement après le scrutin de mars 1977 que sera examiné par les groupes de gauche le choix d'un candidat pour la mairie de Paris ». M. Jean Guérin (P.C.) estime : « Pas de personnalisation ».

Dans la majorité, on pense au contraire qu'il faut personnaliser cette consultation. Après s'être prononcé pour M. Christian de La Malène, M. Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité à l'Assemblée de Paris, dit qu'il faut ouvrir une consultation auprès de tous les Parisiens pour désigner la personnalité la plus compétente. « C'est contraire aux accords

signés entre les porteurs de la majorité et le nouveau national », réplique M. Bertrand de Malgret (R.I.).

Bien que combattu par une partie de l'U.D.R., M. Jacques Dominiati (R.I.) longtemps figure de l'opposition, aujourd'hui, le nom de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, est avancé. Mais Mme Simone Veil, ministre de la Santé, garde des partisans. La majorité en tout cas ne peut plus retarder le choix de son leader. Sinon le risque est grand de devoir laisser les candidats se départager dans des primaires.

JEAN FERRIN.

LA MAISON DE JACQUES CŒUR BIENTOT PROTÉGÉE

Le secrétariat d'Etat à la culture veut sauver la maison dite de Jacques Cœur, située 48, rue des Archives, à Paris (4^e), en classant sa toiture et sa façade. La Ville de Paris est propriétaire de cette demeure du XV^e siècle, une des plus anciennes de la capitale, antérieure à l'hôtel de Sens ou à l'hôtel de Clugny.

Une restauration de la façade de briques et des travaux de conservation permettront de mettre en valeur ce témoin historique de l'architecture architecturale polychrome. Le Conseil de Paris est appelé à donner son avis — probablement favorable — sur cette proposition.

QUALITÉ DE LA VIE

Au large de Brest LE COLMATAGE DES FUITES DU PÉTROLIER « BOEHLEN » SE RÉVÈLE TRÈS DÉLICAT

(De notre correspondant.)

Brest. — Six plongeurs de la Comex Compagnie maritime d'expansion ont commencé mercredi 10 novembre, à boucher les fuites décelées sur le *Boehlen*, ce tanker allemand qui a fait naufrage le 14 octobre 1976 à la pointe de Bretagne. Les techniciens de l'entreprise marseillaise avaient repéré l'épave il y a quelques jours grâce à une cloche de plongée équipée d'une caméra de télévision. Le travail ne sera pas facile, car les plongeurs ne peuvent s'éloigner de plus de 25 mètres de la cloche et ne sont attachés qu'à l'épave à dix mètres.

Les quatre fuites les plus importantes sont situées à la jonction du pont avec la coque. Elles laissent échapper des particules d'hydrocarbures qui réduisent la visibilité autour de l'épave à 40 centimètres.

Que fera-t-on des milliers de tonnes de pétrole encore contenues dans les cuves ? Le pompage serait la seule solution qui supprimerait toute possibilité de nouvelle marée noire. Mais à quel prix ? Et qui paiera la facture ? On affirme à la préfecture maritime de Brest que les assureurs du *Boehlen* se font tirer l'oreille. Ils n'accepteraient de verser que 62 millions de francs. Or les opérations d'antipollution entreprises depuis le naufrage du pétrolier reviendraient déjà à 10 millions de francs. La Marine nationale, qui n'a pas ménagé ses interventions, a déjà établi sa note : 3 millions de francs.

JEAN DE ROSIÈRE.

FAITS ET PROJETS

Circulation

LA FRANCE DU STATIONNEMENT PAYANT

Actuellement, le stationnement payant existe dans cent soixante-dix villes françaises, et concerne 150 000 places, indique le dernier « Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur ». A Paris, 26 000 places environ sont aménagées, 21 000 étaient en 1975 et 16 700 en 1974.

Les zones bleues se réduisent dans les grandes agglomérations, mais apparaissent dans les petites agglomérations, où le contrôle du stationnement est relativement plus facile.

Cela dit, il reste par exemple à Paris, en dehors de la zone bleue et des places contrainte par permis, 258 000 places de stationnement licite et gratuit sur la voie publique.

Qualité de la vie

CONTROLE SUR LA CHIMIE

Le projet de loi relatif au contrôle des produits chimiques, adopté par le conseil des ministres le 3 novembre, s'appliquera aux cent cinquante à deux cents substances nouvelles qui sont lancées chaque année sur le marché français.

Selon le ministre de la Qualité de la vie, les études d'impact qui seront imposées aux importateurs et aux fabricants des nouveaux produits leur coûteront environ 2 millions de francs par an. Cette somme représente 8 % des crédits consacrés à la recherche par l'industrie chimique française en 1974. Celle-ci réalisait en 1974 un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, dont 20 % environ (et non 80 % comme nous l'avions indiqué dans notre édition du 4 novembre) étaient assurés par les deux « grands » Pechiney-Ugine-Kuhlman et Rhône-Poulenc. Toutefois, sur le plan de l'innovation, ces deux sociétés ont dans la profession un poids beaucoup plus important. Ce sont donc elles qui seront en première ligne lors de l'application de la loi.

« Action écologique », revue mensuelle du Mouvement écologique, diffusée jusqu'à ce jour par abonnements ou dans des librairies spécialisées, inaugurerait son numéro 8 la vente dans les kiosques de la région parisienne. Ce numéro de vingt-huit pages, vendu 5 F, est axé sur les projets de centrales nucléaires, et particulièrement sur celui de Nogent-sur-Seine.

UNE NOUVELLE CENTRALE SUR LA LOIRE

L'E.D.F. a choisi Belleville-sur-Loire (Cher) pour édifier une nouvelle centrale nucléaire. L'annonce en a été faite le 9 novembre, mais le préfet du Cher a précisé que le gouvernement n'avait pris aucune décision définitive. La centrale, à eau légère sous pression, comptera quatre réacteurs de 1 300 MW dont les deux premiers seraient mis en service en 1988 et 1987. Les travaux débuteraient en 1978.

Le site se trouve à la limite des départements du Cher, du Loiret et de la Nièvre, à 40 kilomètres de Dampierre-en-Burly, où une autre centrale est en construction. — (Corr.)

LES GOÛLANDS A LA TRIBUNE

« Je ne donnerai pas l'autorisation de chasser les goûlands », a déclaré M. Vincent Auzanet, ministre de la Qualité de la vie, en répondant à une question orale, mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale.

En effet, une controverse s'était engagée ces jours derniers après des plaintes des éleveurs de moules de Bretagne, accusant les goûlands de piller leurs élevages. Les protecteurs des oiseaux s'étaient vivement élevés contre tout projet de destruction.

« Nous allons étudier le moyen de limiter le préjudice causé aux mytiliculteurs par les goûlands », a conclu le ministre.

Tourisme

LE CASINO DE PAU ROUVERT. Après dix jours de fermeture, consécutive à une décision de la commission supérieure des jeux (16 novembre), le casino de Pau (Pyrénées-Atlantiques) a été autorisé à rouvrir ses portes à compter du 12 novembre. L'administrateur provisoire ayant été désigné par le tribunal de commerce de la ville à la tête de la société d'exploitation du casino de Pau.

La suspension d'activité de rétablissement avait été motivée par la démission, au comité de direction, de l'un des deux actionnaires de la société sans cession de ses parts, alors que la réglementation prévoit que les actionnaires doivent obligatoirement être représentés à ce comité.

Transports

LE LIBERIA PREMIER ARMATEUR DU MONDE

La flotte de commerce mondiale s'est encore accrue de 29,3 millions de tonnes de jauge brute (soit près de 9 %), pendant l'année terminée le 1^{er} juillet dernier, indique le Lloyd's Register of Shipping.

C'est le tonnage pétrolier qui, malgré la forte baisse des taux d'affrètement, a enregistré la plus forte augmentation : 12,5 millions de tonnes, avec un record de 1,9 million de tonnes, ou 4,5 %, de la flotte totale.

Le premier pays maritime reste le Liberia, pays à pavillon de complaisance, avec une augmentation de 7,6 millions de tonnes (16 %) de sa flotte marchande, qui totalise ainsi 73,47 millions de tonnes. Vient ensuite le Japon (41,8 millions de tonnes), avec un record de 1,9 million de tonnes, ou 4,5 %.

UN SUPER-TRAIN EN GRANDE-BRETAGNE

La Grande-Bretagne vient d'inaugurer un train à très grande vitesse, l'InterCity 125, sur la ligne Londres-Bristol. Elle rejoint ainsi le club très restreint des réseaux ferroviaires les plus rapides du monde, ceux de la France et du Japon. D'ici à l'an prochain, une trentaine d'autres super-trains circuleront outre-Manche, à la vitesse de 300 kilomètres à l'heure.

Les responsables ferroviaires britanniques sont assez fiers de leur réalisation : la forme aérodynamique et l'allure futuriste de l'InterCity 125 n'ont nécessité que de légères modifications des voies. Autre performance : les voyageurs ne paieront pas plus cher pour aller plus vite.

Ces avantages suscitent l'intérêt de certains pays étrangers : l'Iran, l'Égypte, Israël, l'Australie et surtout les Etats-Unis. En revanche, l'InterCity 125 risque de connaître des difficultés dans son propre pays. La hausse de 50 % en deux ans des tarifs ferroviaires a fait perdre aux chemins de fer le cinquième de leur clientèle. Le gouvernement ne semble pas prêt à payer la facture si les super-trains ne sont pas rapidement rentables.

En tout cas, les chemins de fer britanniques misent sur la qualité des InterCity 125 — voitures plus légères, moindre consommation de fuel, frais d'entretien réduits — pour assurer le succès de ce projet technique.

Breguet



Aujourd'hui, 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine des Louveries

Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels.

Plus de 30 trains par jour relient en 27 min Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 a.d.h., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.



A 28 KM DU PONT DE SAINT-CLOUD PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 78310 MAUREPAS (Tél. 062.96.42)

JUSTICE

Les juges et l'Etat

(Suite de la première page.)

La commodité d'une justice dépendante étant trop grande pour que les maîtres successifs de l'Etat y renoncassent aisément, nos régimes successifs n'ont jamais réellement échappé à la pesanteur séculaire. L'écho en résonne encore dans les propos de M. Guichard.

L'Etat cependant n'est pas tout dans la pensée hégélienne. Il est comode pour ceux qui en sont les maîtres d'avancer cette abstraction juridique pour escamoter cette réalité qui s'appelle le pouvoir. On dit : « L'Etat soumet... il est de l'indépendance de l'Etat. Le service de l'Etat requiert que... » Et derrière ces propositions se dissimulent des actes, des décisions en lesquels s'exprime le pouvoir bien réel de ceux qui contrôlent l'appareil de l'Etat et agissent en son nom.

Or ces pouvoirs sont, en notre temps et dans notre régime, si considérables, que l'exigence est extrême de donner à la justice française une mission qu'elle n'a que trop faiblement assumée jusqu'à : celle de défendre les citoyens contre l'Etat lui-même. Et non pas seulement l'Etat contre les citoyens.

Regardons autour de nous. De quelle défense judiciaire effective le citoyen dispose-t-il contre les excès ou même l'inertie de l'Etat ? De quel recours efficace jouit-il contre un abus de l'administration, alors que même les tribunaux rendus contre elle par les tribunaux administratifs ne sont pas toujours exécutés, tant s'en faut ? De quelle garantie judiciaire de ses droits et de ses libertés dispose en France, à l'heure actuelle, l'intéressé psychologique par décision

du préfet ? Et l'étranger, expulsé, par décision ministérielle dite d'urgence ? Et le détenu, encore soumis à l'administration pénitentiaire, même quand la loi le présume innocent ? Et si d'aventure un ministre trop zélé fait espionner un citoyen ou écarter clandestinement des journalistes au nom de l'Etat et de sa sûreté, où le citoyen trouvera-t-il une protection effective contre l'Etat lui-même ? C'est pourquoi, face aux pouvoirs immenses de ceux qui agissent au nom de l'Etat, il est essentiel d'instituer des contre-pouvoirs qui garantissent les droits et les libertés de chacun. On s'est trop longtemps préoccupé exclusivement des atteintes à la sûreté de l'Etat. Il est grand temps, en vérité, de nous protéger des atteintes de l'Etat contre la sûreté individuelle.

Or, de ces contre-pouvoirs, le premier et le plus important devrait être l'institution judiciaire. Selon la Constitution, c'est à la magistrature qu'incombe la défense des libertés individuelles. Dans un Etat moderne, où l'exécutif est tout puissant et l'administration omnipotente, ces libertés du citoyen sont inévitablement menacées par l'Etat lui-même. La justice ne peut donc assumer complètement sa mission constitutionnelle que dans la mesure même où elle se révèle un contre-pouvoir efficace contre les excès et les abus de l'Etat à l'encontre des citoyens.

Sans doute, cette conception de la justice heurte bien des intérêts et bien des habitudes. Elle implique en effet d'abord que ceux qui gouvernent l'Etat se voient retirer tout moyen d'influence sur la magistrature. Cette conception est contraire à une certaine vision globale de

l'Etat, où le mythe de la séparation des pouvoirs n'est que le camouflage de la toute-puissance de l'exécutif. Elle est contraire aussi à une pratique discrète où l'indépendance des juges, dogme officiel rituellement réitéré, est effectivement tournée par le jeu subtil de l'avancement et de la hiérarchie.

Elle est contraire, enfin, à un certain état d'esprit. Car cette conception nouvelle requiert de la magistrature qu'elle ne se considère plus comme d'abord au service de l'Etat, mais bien comme au service des droits et libertés des citoyens. On objectera que l'on ne peut concevoir une magistrature violant, au nom de l'Etat, les droits et libertés individuels, puisque ces droits s'inscrivent dans la loi et que les juges ne sauraient, par définition, méconnaître ou violer la loi. Mais l'histoire enseigne que c'est précisément au nom de l'Etat que des magistrats ont abandonné la cause des libertés. Les magistrats des Sections spéciales ont exercé leur fonction au service de l'Etat. Et trahi la justice. Pendant les épreuves judiciaires de la décolonisation, parce que le service de l'Etat le requérait, les libertés et droits fondamentaux ont été trop souvent oubliés, méconnus ou parfois bafoués par l'Etat dans l'indifférence ou avec la complicité de l'institution judiciaire. Nous ne croyons pas aux vertus d'une magistrature au service de l'Etat quand les libertés sont en jeu.

La justice doit être indissociablement liée à la cause des libertés. C'est en fonction de cette exigence que l'on doit définir et organiser l'institution judiciaire.

ROBERT BADINTER.

Les affaires de viols jugées en audience publique

Une pratique courante à la cour d'assises du Rhône

De notre correspondant régional

Lyon. — Pour la première fois, une affaire de viol sera jugée en audience publique à Lyon. Cette « nouvelle » diffusée au début de la semaine par certains journaux a été reprise par des chaînes de radio et de télévision. Goût du sensationnel ? Désarçonné par cette publicité de l'opinion publique, l'Etat a réagi. Il rappelle que ces agressions sont des crimes et qu'à ce titre ils doivent être examinés par une cour d'assises — ce que les parquets généraux et les juges d'instruction « oublient » parfois.

Ceux qui, parlant d'audience publique, ont voulu faire croire à un comportement nouveau de la cour d'assises du Rhône ont peché par ignorance. Depuis des années, en effet, les présidents de sessions acceptent généralement que les affaires de viols soient jugées en audience publique. « La publicité des débats est et doit rester la règle », rappelle M. René Kastner, avocat général, responsable des affaires criminelles au parquet général de Lyon.

« Toutefois, le président et ses assesseurs sont soustraits à la réinsertion sociale de la victime », rappelle M. René Kastner, responsable des affaires criminelles au parquet général de Lyon. « Toutefois, le président et ses assesseurs sont soustraits à la réinsertion sociale de la victime », rappelle M. René Kastner, responsable des affaires criminelles au parquet général de Lyon. « Toutefois, le président et ses assesseurs sont soustraits à la réinsertion sociale de la victime », rappelle M. René Kastner, responsable des affaires criminelles au parquet général de Lyon.

attentat à la pudeur commis avec violence sur la personne d'une fillette de treize ans. C'est aussi la position adoptée par la cour d'assises du Rhône à l'occasion de la session actuelle pour les trois premières affaires de meurtres (sur les neuf inscrites au rôle).

Mais qui reprochera au président Lasserre d'avoir épargné à de malheureuses adolescentes victimes d'agissements de « pères » ou de « beaux-pères » indignes la présence d'un public dont les réactions peuvent parfois aggraver encore le traumatisme subi ? Cette attitude n'est d'ailleurs pas une règle générale puisque, il y a seulement trois semaines, le 21 octobre, la cour d'assises de l'Ain a jugé en audience publique un père incestueux « dans la plus grande sérénité », ont dit certains observateurs.

Mais si des huis clos ont été prononcés opportunément, beaucoup d'affaires de viols ont été examinées, rappelle M. Kastner, en audiences publiques pour le procès, le 28 février 1976, de l'auteur de deux viols et d'une tentative sur des jeunes filles de la région de Villefranche-sur-Saône, condamnées à vingt ans de réclusion criminelle ; pour celui, le 25 mars 1976, de l'agresseur de la femme de son employeur, puni de dix années de réclusion criminelle ; ou encore, pour les débats, le 7 novembre 1976, à propos d'une affaire où trois jeunes gens de bonne famille qui avaient abusé

d'une jeune fille à l'issue d'une surprise-party furent condamnés chacun à sept années de réclusion criminelle. Audience publique encore, le 26 novembre 1973, pour l'agresseur d'une femme sur une route de campagne (sept années de réclusion criminelle) et, le 27 février 1976, pour l'auteur du viol d'une jeune veuve, dans la banlieue lyonnaise (cinq années d'emprisonnement dont deux avec sursis), on pourrait ainsi multiplier les exemples.

Il est donc possible que, pour certaines des affaires inscrites au rôle de la session actuelle de la cour d'assises du Rhône — viol collectif commis par quatre jeunes gens marocains sur une jeune auto-stoppeuse ; viol d'une cultivateuse par un employé vinténaire, le huis clos ne soit pas prononcé. Mais, par le passé, serait-il tenté d'écrire.

M. François La Phumme, appelé à plaider en compagnie d'un ou de plusieurs de ses confrères dans cinq des neuf affaires inscrites à cette session, indique : « Je suis tout à fait pour le principe de la publicité des débats. Une justice populaire ne doit pas être secrète ».

BERNARD ELIE.

● Le réalisateur du film « L'Esquive », dont le tribunal de Paris vient d'ordonner la destruction pour pornographie (le Monde du 10 novembre), a décidé de faire appel contre ce qu'il considère « comme une injustice et une absurdité ».

La situation de M. Lesage de La Haye

UNE LETTRE DE M. IMBERT
DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

Après la publication, dans le Monde du 3 novembre, d'une lettre de M. Charles Eisenmann, professeur honoraire de droit public, au sujet du sort de M. Jacques Lesage de La Haye, M. Jean Imbert, directeur des enseignements supérieurs au secrétariat d'Etat aux universités, nous écrit : « L'un des juristes les plus subtils de notre temps, pour qui la prose est une amicale admiration, le professeur Eisenmann, m'a mis en cause dans une correspondance publiée par le Monde du 3 novembre : il l'a fait avec son talent et sa courtoisie habituels. Sa prise de position suscite deux ordres de réflexion : l'une, qui vise le principe même de l'exclusion du service public à la suite d'une condamnation pénale ; l'autre, que nous ne pourrions expliciter qu'après avoir étudié le cas précis de M. Lesage, qui met en jeu la conscience professionnelle des responsables administratifs. L'historien du droit — que je suis — rejoint le philosophe du droit — mon collègue Eisenmann — pour s'étonner d'un apparent illogisme de notre législation relative à la réinsertion des condamnés. En effet, alors qu'on pousse les employeurs du secteur privé à engager les délinquants dès leur libération, le code électoral prévoit toujours, dans son article 5, que ceux qui ont été condamnés à certaines peines « ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale ». Par une conséquence juridique naturelle, ces mêmes personnes ne peuvent collaborer, à quelque titre que ce soit, à la marche d'un service public. Mais cette contradiction n'est qu'apparente. En effet, notre appareil législatif (art. 55-1 du code pénal) permet à toute personne frappée d'une incapacité (... et quelle que soit cette incapacité) résultant d'une condamnation, de demander à la juridiction qui a prononcé la condamnation de la relever de cette incapacité : la loi elle-même autorise donc la réinsertion politique et civique, à la suite d'un jugement qui atteste que cette réinsertion est effectivement souhaitable ! Rien n'empêche donc M. Lesage de demander d'être relevé de l'incapacité électorale qu'il encourt actuellement (et qui le prive du droit d'enseigner) par la juridiction compétente : si, par cette procédure, il recouvre ses droits civiques, le secrétariat d'Etat aux universités ne fera évidemment aucune objection à la réintégration de M. Lesage à l'université de Vincennes. Mais tant que cette procédure n'a pas été engagée et tant qu'elle n'a pas abouti à un résultat positif, la situation de M. Lesage de La Haye est parfaitement claire du strict point de vue administratif. Quel a été le déroulement des faits concernant cette affaire ?

En janvier 1976, le procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris a avisé le secrétaire d'Etat aux universités que « le nommé Lesage de La Haye... avait été condamné par le tribunal correctionnel de Paris à trois mois d'emprisonnement pour violation de domicile ». En fait, M. Lesage, avec un groupe d'individus se réclamant d'un mouvement anarchiste, avait pénétré par force dans les locaux d'habitation de l'ambassade d'U.R.S.S., bousculé une gardienne, évincé la porte de la chambre du premier secrétaire de l'ambassade et suspendu

un drapeau noir sur la façade de l'immeuble. Le procureur rappelle, par ailleurs, que M. Lesage avait été condamné à vingt ans de travaux forcés, le 13 juin 1958, pour complicité de meurtre, association malfaisante et vols qualifiés.

Le mardi 9 mars, la cour d'appel de Paris condamnait M. Lesage à huit mois d'emprisonnement avec sursis. Une fois les délais légaux pour éventuel pourvoi en Cassation écoulés, mon prédécesseur avertissait le président de l'université de Vincennes de prendre les mesures administratives qui découlent de la condamnation de M. Lesage. En effet, tout individu « condamné à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à six mois avec sursis » ne peut être inscrit sur une liste électorale et perd de ce fait la faculté d'exercer tout emploi public, fût-ce à titre de vacataire, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat. M. le président de l'université de Vincennes répondait le 19 juillet qu'il ne lui semblait pas que « la mesure d'exclusion soit justifiée ».

Le refus du président de l'université d'appliquer la loi laissait au secrétariat d'Etat le choix entre deux solutions : soit substituer sa propre autorité à celle du président, en vertu de l'article 18 de la loi d'orientation, qui prévoit cette possibilité au cas de « défaut d'exercice des responsabilités » ; soit présenter une requête devant le tribunal de l'université opposant à l'exclusion de M. Lesage « l'état de dernière voie qui a été choisie, voie qui sauvegarde parfaitement les droits de l'intéressé ».

Pour répondre à la question précise posée par mon collègue Eisenmann, je lui signale que c'est le procureur de la République qui a notifié cette condamnation au secrétariat d'Etat. Mais j'ajoute que c'était son devoir le plus strict, car cette charge d'avertir les autorités ministérielles des condamnations entraînant perte des droits civiques lui incombait, et à lui seul. Et c'était le devoir de mon prédécesseur, comme c'est le mien actuellement, de mettre en œuvre la procédure consécutive à cette condamnation.

Nous n'avons pas à juger si cette condamnation est — ou non — déshonorante, comme paraît le penser mon éminent collègue. Nous n'avons pas à juger si les textes législatifs sont périmés ou non. Nous n'avons pas à « fermer les yeux » mais, bien au contraire, à respecter scrupuleusement le droit, qu'il émane du législateur ou qu'il soit précisé par le Conseil d'Etat. Que certains tournent le droit ou même le négligent, c'est possible : en effet, qu'il s'agisse des magistrats, des administrateurs ou des enseignants, il y a toujours eu — et il y aura malheureusement toujours — des individus pour qui les préoccupations de carrière l'emportent sur la conscience professionnelle. Ils étouffent les affaires ou les mettent en vedette au gré des fluctuations politiques. Mais, pour notre part, comme pour l'immense majorité des fonctionnaires, qu'il s'agisse du professeur Jodet ou de M. Lesage de La Haye, nous considérons que la loi doit être la même pour tous : peut-on nous reprocher d'être garants du droit ? C'est la servitude mais peut-être aussi la grandeur de notre métier ingrat.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Grâce à l'IBM 32 et à son programme d'application, j'ai gagné 15 jours sur l'expédition de mes factures. Avec une mise en route inespérément rapide.”



Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, d'une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur, de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité clients.

Mademoiselle Maria-Pia Greco, Directeur Administratif, de la société CHICCO (Pâtisserie de France), à Bobigny, répond à quelques questions.

La société Chicco distribue des articles de pâtisserie. Cela représente quoi ? Maria-Pia Greco : Nous disposons d'une gamme complète pour bébé. Environ 1 500 articles : de la biberonnerie aux jouets éducatifs, de l'accessoire à la poussette que nous distribuons à 4 000 spécialistes sur l'ensemble du territoire.

Avez-vous un nombreux personnel ? M.-P.G. : Nous sommes 32. La moitié environ sont des représentants.

Pourquoi êtes-vous venue à l'ordinateur et pourquoi à l'ordinateur IBM 32 ? M.-P.G. : Parce que, dans le travail que nous faisons, on ne peut être compétitif, et on ne peut se développer, qu'en se dotant des moyens qui permettent de maîtriser les problèmes complexes de gestion.

Nous n'existions que depuis 1974. A l'époque, l'ordinateur était trop cher pour nous. Depuis, avec l'IBM 32, nous avons trouvé celui qui convient à notre taille et à nos besoins. Et à nos moyens.

Vous utilisez un PNA de facturation. Combien de temps a-t-il fallu pour le mettre en route ? M.-P.G. : L'ordinateur nous a été livré fin avril. En juin, nous avons fait 5 ou 6 facturations « en blanc ». Le 1^{er} juillet, les factures sortaient.

Pendant ces deux mois, avez-vous eu des problèmes ? M.-P.G. : Très peu. Et pourtant nous avions de nombreux cas particuliers de facturation. Nous avons simplifié les points à problèmes (une bonne chose) et tous les autres ont trouvé leur solution dans le programme.

Quel est le résultat pratique ? M.-P.G. : Apparemment, il nous fallait en moyenne 15 jours entre l'expédition de la marchandise et l'envoi de la facture, en comprenant son contrôle. Maintenant, il faut 2 heures. Et il n'y a plus à contrôler. Nous expédions ainsi, tous les jours, une cinquantaine de factures de 25 lignes chacune en moyenne.

Qui fait « marcher » l'ordinateur ? M.-P.G. : Une seule personne, qui était mécanographe. Elle a suivi trois jours de cours chez IBM. Elle travaille directement avec moi ; nous n'avons aucun problème.

Envoyez-vous d'autres PNA ? M.-P.G. : Bien sûr. Le PNA de gestion des stocks qui me sera très utile pour connaître leur situation au jour le jour, si je le désire. Et puis, le PNA de comptabilité-clients qui me permettra de suivre l'Etat de chaque compte.

Ainsi, je vais enfin disposer d'une base sûre et complète d'informations pour mes statistiques. Ce n'est pas un mince bénéfice pour un chef d'entreprise.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

Madame Grédel était mécanographe. Il ne lui a fallu que trois jours de cours chez IBM pour devenir opératrice sur l'ordinateur 32 de la société Chicco.



* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez M. DELAHAYE, téléphone 776 93 93, Tour Générale, 5 place de la Pyramide - Quartier Villon, Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

سكاي من الاموال

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

SAINT-POMPON a ses chasseurs-magiciens aux javelets à point d'os, son auberge sur la voie romaine au temps d'Astérix, sa chapelle miraculeuse, son hôpital médiéval et trois châteaux qui ont donné à l'histoire de France une pléiade d'illustres personnages. Pour Saint-Pompon, cinq cent six habitants, est l'un de ces villages de Dordogne menacés de mort lente. On y sombre dans l'oubli avec discrétion derrière un merveilleux décor : de nobles ruines, une splendide tutele de châtaigniers, des cotéaux qui font le gros dos sous le cresson du soleil.

Dans le bourg, sur le bord de la route — seule artère nourricière — un café et une épicerie viennent de clore leurs volets de bois. Plusieurs bâtisses concubées au fond des ruelles portent des pancartes délavées par les pluies : « A vendre ». Personne n'en veut. Il reste une cinquantaine d'agriculteurs dispersés dans les hameaux d'alentour. Mais une quinzaine d'entre eux n'ont pu trouver femme. Les jeunes ? On les pousse à faire des études et à filer à la villa. Quand un ancien prend sa retraite ou part au cimetière, ses héritiers vendent la ferme à demi délabrée. Si elle est en pleine nature, il se trouve toujours quelque étranger pour l'acheter. Déjà, Saint-Pompon compte une vingtaine de résidences secondaires occupées deux mois par an. Plus tard, elles serviront de lieux de retraite à leurs propriétaires. « Au train où vont les choses, dit le maire, désabusé, dans quinze ans la situation sera complètement renversée. La commune n'aura plus que vingt exploitants et abritera cinquante résidents secondaires. Mais alors les quelques artisans et commerçants qui s'accrochent encore pourront-ils continuer à vivre ? L'avenir de Saint-Pompon est, en effet, inscrit dans la courbe des âges. Très vieux village, il est menacé de devenir un village de vieux.

Pour une bouchée de pain...

Mutua mutanda, c'est un peu ce qui guette le Périgord, tout entier, s'il n'y prend garde. Aujourd'hui, bien sûr, le tourisme y apparaît comme une bouée de sauvetage. Nichée à l'écart des grandes routes, dépourvue de matières premières et d'énergie autre que le bois, la Dordogne n'a guère attiré l'industrie. Les terres, plutôt pauvres, très morcelées, ne sont pas de celles qui donnent les gros rendements. Mais, justement, ces handicaps sont devenus des atouts maîtres au temps de la fuite vers la nature. Ajoutons-y mille châteaux et manoirs, un climat aussi aimable que les habitants, une réputation de bien vivre appuyée sur des solides réalités gastronomiques, quelques campagnes de recyclage sur le thème « croquez le Périgord » et voilà le pays point de mire de l'Europe.

Aiors, ils arrivent les Hollandais du plat pays, les Britanniques émergents du brouillard, les Lillois et les Parisiens las des chemins d'usine. La Dordogne, bonne fille, leur tend les bras avec ses dix mille lits d'hôtel et ses dix-huit mille places de cam-

300 MILLIONS DE DEVICES PAR AN

La Dordogne « riche » à en mourir

pling. Les amoureux de « tourisme vert » y trouvent même cent cinquante maisons anciennes aménagées en gîte rural, une cinquantaine de mini-campings autour des fermes, des chambres d'hôtes, des auberges paysannes. Pour épicer le tout, une pléiade de préhistoire, quelques notes du festival de Sarlat, et les affaires marchent très fort. « Bon en mal an, les touristes laissent 300 millions dans ce département », dit avec fierté le directeur de l'office du tourisme.

Mais il est obligé de convenir que la capacité d'accueil de la Dordogne est constituée, pour 70 %, par l'énorme parc des résidences secondaires. La région a de telles séductions que ceux qui y passent rêvent souvent de s'y fixer. L'exode rural vient les hameaux les plus pauvres — ceux des cotéaux — c'est là-haut qu'il y a quinze ans on pouvait, pour une bouchée de pain, se payer une maison de pierre avec vue imprenable.

Les Hollandais, qui chez eux, sont dans la quasi-impossibilité de s'offrir une résidence secondaire, puis, à partir de 1968, les Britanniques, les Français aussi, pour qui il est du dernier chic d'avoir sa ferme en Périgord (le ennoblement est tel qu'au-delà de la frontière du département les prix chutent d'un bon tiers), ont profité de l'aubaine. Aujourd'hui, bien que personne n'en connaisse le nombre exact, on évalue la quantité des résidences secondaires à dix-huit mille, dont trois mille appartiennent à des étrangers. Ce parc immobilier gonfle à la vitesse de deux à trois mille unités par an. Bien sûr, les cent vingt agents immobiliers du département (concentration record) se traitent les mains. Chiffre d'affaires de la profession en 1975 : 40 millions. Le fromage est si appétissant qu'une dizaine d'agents venus de Londres ou d'Amsterdam y sont installés à demeure.

En vendant des bâtiments dont ils n'ont plus besoin et qu'ils n'ont pas les moyens d'entretenir, les paysans se procurent de quoi moderniser leurs exploitations. Ce sont aussi d'admirables maisons sauvées de la ruine, mais aussi autant d'occasions d'échanges — cette fois-ci intellectuels — entre ruraux et citadins.

Les artisans du bâtiment qui, pendant des années, vont restaurer ces masures de charme ne sont pas mécontents non plus. Certains assurent ainsi plus du tiers de leurs revenus. Au total, on estime que l'entretien des résidences leur rapporte collectivement 80 millions par an. Les commerçants ne crochent pas sur cette clientèle

plutôt fortunée et les conservateurs assurent qu'elle leur achète le quart de leurs foies gras.

Tout le monde cependant ne se laisse pas éblouir par le miracle touristique et ses retombées. En additionnant tout ce que rapportent gîtes ruraux, camping à la ferme, ventes directes, tables et chambres d'hôtes, les agriculteurs s'aperçoivent qu'ils sont à peine un million à tirer du tourisme 4 millions de francs par an. Or les exploitants sont vingt mille et la valeur de leur production atteint 1 milliard de francs. Ramené à deux chiffres, le « tourisme vert » est finalement peu de chose : il touche 5 % des agriculteurs et représente 0,4 % des revenus de la profession.

Graffitis et dynamite

En revanche, l'afflux des « étrangers » fait flamber le prix des maisons et des terres. Depuis 1974 le prix des maisons augmente de 20 à 30 % par an. Résultat : les jeunes ménages périgourdins ne trouvent plus à se loger. Quant aux terres, elles ont progressé en moyenne de 15 % par an de 1968 à 1974. Les propriétés se vendent 13 000 F l'hectare ce qui, compte tenu des terres non utilisables (la moitié) met l'hectare exploitable à 26 000 F. Tarif exorbitant pour décourager les jeunes agriculteurs qui voudraient agrandir leurs lopins. Aussi, en 1975, sur 6 900 hectares de terres vendus en Dordogne, plus de la moitié ont échappé aux exploitants. A quand la pénurie d'espace cultivable dans l'un des plus vastes départements de France ?

Les artisans qui volent plus loin que le bout de leur truelle savent que la restauration des fermes et manoirs n'aura qu'un temps. Les petits commerçants de village se rendent compte que leur saison de vente est passée de douze à deux mois par an. Ils se plaignent de ce que les touristes vont faire l'essentiel de leurs achats dans les grandes surfaces des villes voisines. Bref, on déchanse. De toute part, on entend cette formule : « La Dordogne ne doit pas devenir une Côte d'Azur de l'intérieur. » Voilà ce que disent les plus pondérés. D'autres écrivent sur les murs : « Les touristes passent, les paysans trépassent. D'autres encore, en guise d'avertissement, font sauter les vitrines de quelques agents immobiliers à Sarlat, le point le plus « chaud » de la ruée « étrangère ». D'autres encore dynamitent carrément l'office départemental du tourisme à Périgueux : 150 000 F de dégâts. Le Périgord n'est pas à vendre.

Et puis il y a ceux qui, astucieusement tentent de vivre avec le tourisme sans se laisser dévorer. A Villefranche-du-Périgord, ancienne bastide de six cents âmes, le responsable du syndicat d'initiative, M. Jean Issard, un commerçant de quarante ans, a bien monté son affaire. Premier temps : il persuade les agriculteurs du canton de ne pas céder leurs maisons mais de les aménager en gîtes ruraux. Certaines petites communes, au lieu de brader écoles et presbytères comme cela se fait ailleurs, les arrangent en gîtes communaux. Celle de Villefranche creuse un plan d'eau et ouvre un terrain de camping.

Deuxième temps : on diffuse à huit mille exemplaires un dépliant exposant les mérites de cette petite région et ses possibilités d'accueil. Destinations : Amsterdam, Londres, la région parisienne et le Nord. Troisième temps : comme les touristes arrivent, on organise pour les retenir une loule d'activités. Les agriculteurs possédant des chevaux fondent une société hippique et dégagent 50 kilomètres de chemins de randonnée. Ce sont, tout l'été, bals populaires et gratuits, concerts dans les villages, foire à la brocante, concours et jeux. Le canton de Villefranche (trois mille ruraux) peut accueillir sans effort mille équivalents dont le renouvellement laisse en fin de saison 350 à 400 000 francs. Quatrième temps : Jean Issard rêve à présent d'allonger la saison. Pourquoi ne recevrait-il pas ses hôtes lors des congés de printemps, d'automne et même de week-end ?

En effet, et pourquoi d'autres cantons périgourdins ne prendraient-ils pas exemple sur Villefranche au lieu de se laisser grignoter comme Saint-Pompon ? Hélas ! les hommes entrepreneurs se font rares en Périgord, et les institutions paraissent assoupies. Les responsables agricoles organisent chaque année deux étapes d'initiation au tourisme. Ceux-ci touchent seulement cinquante exploitants sur vingt mille !

Profite-t-on au moins de l'image de marque du Périgord pour pousser des productions de qualité ? Il ne semble pas, en dehors du gavage des oies, qui rapporte tout de même. Essayons-on de corriger les excès du tourisme ? Pour loger les jeunes Périgourdins, il faudrait des programmes de constructions d'H.L.M. et, pour casser les prix des denrées qui ont tendance à flamber, quelques grands magasins seraient les bienvenus.

Certains suggèrent que les citadins acheteurs de terres soient obligés d'en louer les parties exploitables aux agriculteurs. Pourquoi pas ? Mais quel est le responsable politique de Dordogne qui osera présenter ce texte au Parlement ?

En définitive, les Périgourdins malades du tourisme ne sont pas encore passés des incantations aux actes. S'ils ne le font pas, c'est-à-dire s'ils ne contrôlent pas leur propre destin, leur beau pays risque fort de basculer demain de la réputation morte dans les sursauts de colère.

MARC AMBROISE-RENDU.

CHASSE-NEIGE

Le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, l'a dit tout net : nous devons nous attendre, pour la fin de cette année, à un « train » d'augmentations qui porteront toutes sur des « produits » auxquels les Français sont particulièrement sensibles. Le foie gras, les huîtres et le boudin truffé du réveillon... Et les sports d'hiver, dont on sait qu'ils sont désormais entrés dans nos habitudes, et de plus en plus solidement d'une saison sur l'autre.

La majoration des tarifs des remontées mécaniques et des locations de matériel, celle du prix des cours que dispensent les moniteurs, devrait être, selon les experts, d'au moins 5 % par rapport à la saison de neige 1975-1976. Il va sans dire que l'hôtellerie, les restaurants du bas des pistes, ceux des sommets, suivront, comme les salons de thé et les night-clubs, le mouvement. Est-ce la croûte — justifiée, du reste — de voir les Français céder, face à des prévisions si peu engageantes, au découragement (ou, plus simplement de les voir contraints de renoncer à leurs huit jours annuels d'altitude) qui pousse les officiels du tourisme à reporter toutes leurs espérances sur les skieurs venus d'au-delà de nos frontières, ou lieu de chercher d'abord des solutions en faveur de leurs compatriotes ?

On nous parle beaucoup des Allemands, des Américains, des Canadiens, soulignant fièrement qu'environ un demi-million d'étrangers ont fréquenté nos remontées-pentes l'an dernier.

On nous précise encore que France-Ski International, qui groupe, depuis l'an dernier, aux côtés d'Air France, Air Inter, Air Alpes, l'Indoport de Lyon-Satolas et la S.N.C.F., quatorze grandes stations françaises, a déjà effectué, aux quatre coins du globe, dix-sept missions d'information et de prospection.

Si les skieurs étrangers, ceux, notamment, venus de pays à monnaie forte (tels les Américains, pour qui la neige française n'est pas plus chère, voyage en avion compris, que celle de leurs Rocheuses), méritent de retenir toutes les attentions officielles, on est en droit d'éprouver tout de même quelque amertume à constater que bien peu d'efforts sont entrepris en faveur des skieurs français à qui, en matière d'innovation, on n'annonce, pour le moment, que... des augmentations.

Littoral

LE CUL-DE-SAC DU CAP FRÉHEL

La protection d'un site classé en-elle incompatible avec la qualité de vie des habitants de cette zone ? Pour n'avoir pas eu à répondre à temps à cette question, la commune de Fréhel (Côtes-du-Nord), les protecteurs de la nature et la préfecture se trouvent plongés dans un imbroglio juridique que le tribunal administratif de Rennes vient encore de compliquer en annulant une décision du ministre de la qualité de la vie.

Le site classé du cap Fréhel, remarquable réserve botanique et ornithologique, est aussi un puis-

sant pôle d'attraction touristique. A quelques kilomètres de là, sur un autre promontoire rocheux plongeant dans la mer, les vestiges du fort de la Latte ramènent les visiteurs au temps du Moyen Age.

Entre les deux, chaque été, c'est un continu va-et-vient de voitures, par 8 kilomètres de routes étroites et tortueuses.

La municipalité souhaitait améliorer ces conditions de circulation, mais le département sollicité de construire une nouvelle route tergiversa. Le tourisme pro-

fitant à la commune, c'était son affaire. Le maire de Fréhel, M. Hourdin, décida alors, en mars 1975, de faire tracer entre le fort la Latte et le cap une voie de 3 kilomètres coupant au plus court. Malheureusement, sur plus de la moitié de son tracé, elle empiète sur la réserve. Réaction immédiate des écologistes de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.), qui manifestent et se heurtent à la population locale. A la mi-juin 1975, la route est ouverte. Devant le fait accompli, la commission départementale des sites donne son aval, et le 18 juin le ministre de la qualité de la vie accorde une autorisation « provisoire ».

Réticences

C'est cette autorisation qu'à la demande des écologistes le tribunal administratif de Rennes vient d'annuler le 26 octobre dernier. Les juges observent en effet qu'un nouveau tracé a été imaginé, qui épargne la réserve et permet la remise en état du site. La route de M. Hourdin redevient donc illégale. Le conseil général des Côtes-du-Nord sera probablement saisi lors de sa session de janvier 1977 du nouveau projet qu'il pourrait financer en partie. Il faudrait entre-temps valider les réticences de la commune de Fréhel. Celle-ci rejette en bloc le nouveau tracé proposé. Selon les écologistes, il coûterait quatre fois plus cher que l'itinéraire « communal ». Il passerait dans une zone agricole, il n'aboutirait nulle part et troublerait « la qualité de la vie des habitants de cette zone ». Non, on n'est pas près de voir le bout de la route au cap Fréhel.

J. V.

Château

COURTANVAUX DÉMÉNAGE

A liquidation de la succession du duc de Montaguion député du Gers, décédé le 15 octobre, inquiète le syndicat d'initiative de Bessé-sur-Braye, dans la Sarthe. Parce que, propriétaire du château de Courtanvaux, situé sur cette commune, le duc de Montaguion avait fait de cette demeure, riche de cinq siècles d'histoire, un haut lieu du tourisme et de la culture dans la Sarthe. Les retombées économiques en étaient particulièrement intéressantes pour la commune, des congrès, des expositions, des séminaires se tenaient dans le château, ouvert par ailleurs au public — lequel répondait largement « présent » chaque année à l'invitation qui lui était faite de visiter la maison de « Maman Quilou ».

En bon conservateur d'un patrimoine familial, feu le duc avait mis en son château l'accent sur les souvenirs du roi de Rome. Voici deux ans, il avait ajouté à une belle collection de souvenirs de Napoléon II, le masque mortuaire de l'Algon, copie fidèle de celui du château de Sehtbrunn.

Or, selon le syndicat d'initiative, qui a émis une protestation à ce sujet, « quantité de meubles et d'objets anciens, de souvenirs historiques irremplaçables ont quitté Bessé-sur-Braye dans les jours qui suivirent le décès de Pierre de Montaguion, et dans des conditions qui semblent compromettre l'éventuel retour ».

Sans doute pour justifier sa position, le syndicat d'initiative déclare qu'« il s'agit d'objets à son objet social et à sa vocation s'il n'est pas aujourd'hui publiquement la plus vive protestation contre la réduction à l'état de « carroussel » d'un des plus importants châteaux de la Sarthe ».

On doit à la vérité de rappeler que les héritiers du défunt sont

libres de disposer de leur héritage comme ils l'entendent ! Au reste, aucun contrat n'a jamais lié le département de la Sarthe au duc en ce qui concerne la vocation touristique du château. — J. B.

L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX DÉPART DE PARIS TOUTE L'ANNÉE

ATHÈNES : 870 F A.R.
NEW-YORK : 1.450 F A.R.
BANGKOK : 2.250 F A.R.
1.400 F Aller simple
DELHI : 1.990 F A.R.
CALCUTTA : 2.400 F A.R.
1.500 F Aller simple
COLOMBO : 2.400 F A.R.
1.500 F Aller simple
TOKYO : 4.200 F A.R.
2.450 F Aller simple
TOUR DU MONDE : 7.300 F valable un an

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____
Adresse _____
Ville _____



NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURISME

DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS	
MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
DAKAR	1 700 F
ABIDJAN	1 945 F
DELHI	1 990 F
RIO	2 800 F

ALLER - RETOUR
VOIS A DATES FIXES

Ski de fond en Norvège
A PARTIR DE
1 150 F
UNE SEMAINE TOUT COMPRIS
A LILLEHAMMER

BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER
A NOUVELLES FRONTIÈRES
66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS
Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM _____
RUE _____
VILLE _____

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

L'AVENTURE
Manuel de voyage et d'Informations internationales

Le n° 8 est en vente dans votre kiosque

U.S.A.
Par Michel Jobert

L'Égypte aujourd'hui
Par Bernard Pierre et Loftallah Soliman

Mao démystifié
Par Philippe Robrieux

LA BROCHURE TRANS-LES VOUS OFFRE
LE PROGRAMME LE PLUS COMPLET
SUR LES CARAIBES

HAÏTI
LA PERLE
DES ANTILLES
12 JOURS :
playes désertes, vaudou, peinture naïve,
langueur de vivre des Caraïbes.

POSSIBILITÉ DE PROGRAMMES COMBINÉS :
LES BAHAMAS, SAINT-DOMINGUE,
LA JAMAÏQUE, PUERTO-RICO,
LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE,
MIAMI BEACH ET DISNEYWORLD

Téléphonez, écrivez, demandez notre
brochure à votre agence, ou à
COMITOUR
61, rue St-Honoré - 75001 PARIS - Tél. : 260.38.55

Nom _____
Adresse _____
Code _____ Ville _____
Tél. _____

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

FREJUS PLAGE

IL ÉTAIT UNE FOIS... N.N. Rue Pro-
fesseur-Morini - Tél. : (94) 95-35-45
95-35-39

MENTON (OS)

HOTEL DU PARC... N.N. Près mer et
casino, plein centre. Parking. Od. par-
cours. N.N. Face mer. Ouv.
en 1971. Restaurant. Baie Garavan.

NICE

Hôtel Balnéaire... N.N. offre du 10
novembre 1976 au 30 janvier 1977
présentation de cette annonce pour
un séjour de 8 jours minimum, chambre
équipée, eau, électricité, tél., s.
de bains, w.-c. indépendant, 80 F par
jour au lieu de 12,50 F pour 1 per-
sonne, 47, rue de l'Hotel des Postes,
Nice. Tél. 80-15-55.

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mapotel WELCOM... bord de mer.
Tél. 470.21 - Tél. : (93) 80-70-26.

MER

ILE DE JERSEY (Des Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des
périodes tout à fait favorables pour
profiter pleinement de cette belle et
toute petite île (20 km sur 10 km)
au climat d'une grande douceur (Gulf
Stream). Les 75.000 habitants de ce
curieux petit État indépendant, si-
tué à 20 km des côtes françaises
mais rattaché à la Couronne d'Angle-
terre, sont heureux de vous faire
partager leur joie de vivre. Les petites
pensions volent avec les hôtels
confortables et les palais de très
grand luxe (dîner d'exception habillé).

Vous apprécierez le calme, la
nature, la mer, la campagne, mais
aussi les multiples distractions, les
pubs, et dans la capitale Saint-
Helier, un shopping délassé à faire
réver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud,
Jersey vous attend dès demain. C'est
la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs,
écrite en français à 1,40 F à l'Office
National du Tourisme Services France
LM 1 Jersey (Des Anglo-Normandes)

HOTEL L'HORIZON

L'émouvante et joyeuse petite île
de Jersey possède un merveilleux
hôtel : l'Hotel L'Horizon, quatre
étages, très certainement l'un des
hôtels d'Europe ayant le plus de
chambre et de cuisine.

Une situation exceptionnelle :
140 mètres de façade, plein sud, la

long de la magnifique baie de Saint- Brelade.

Le table fin et les vagues au direc-
t. Un confort maximum (télé, radio...)
dans les quelques 100 chambres. Trois
salons-bis dont l'un donnant sur la
très belle piscine intérieure chauffée
(8 X 16 m). Un restaurant et un
bar-grotte « à l'anglais ». Un excellent
orchestre qui anime des dîners dan-
sants d'une grande élégance. En tou-
jours une ambiance particulière pour
des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Wilson, le jeune
Manager, qui réside, souriant, sur cet
ensemble incomparable, sera heureux
de vous adresser paratourisme une
documentation en couleurs.

Montagnes

Écrivez-lui directement
en vous recommandant du journal.
Vous pouvez également le joindre
par téléphone en appelant par l'au-
tomatique, le 15 (44) 594-5101. Tél.
n° 41281.

LE SAUZE 04400

Alpes du Sud

Hôtel « le Dahu »... N.N. Altitude
1.400 m. Près des pistes, piscine
chauffée. Saunas. Rest. d'altitude.

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près
gare centrale, Wiesbaden-plateau
28 x. Tél. 1849/611/236571 TX 04-12808.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une
semaine forfaitaire de ski dès 630 F.
Piscine couverte. Tél. 7422.

LESYIN (Alpes Vaudaises)

Portail 7 jours/7 nuits en
demi-pension des F. Suisses
306.-, remises mécani-
ques comprises. Pêche et
patinoire couvertes GBA-
TUIT.

Office de Tourisme :
C. 1254 Lesyins
Tél. 1941/25/6 22 44.

MONTANA-CRANS

HOTEL ELDOORADO offre confort,
tranquillité, cuisine excellente et
aussi bien que chez soi. Pr. Bonvin.
Tél. 19-41.27.41.13.33

TOURISME

L'île-de-France des aménageurs

DES « INDIENS » DANS LE HUREPOIX ?

En présentant le 8 novembre
à la presse les deux « docu-
ments introductifs » pour
l'élaboration des livres « Les
des plateaux du Sud et du Hure-
poix », M. Lucien Lanier, préfet
de la région d'Île-de-France, a
relancé la politique des zones
naturelles d'équilibre (Z.N.E.), qui
de la capitale et cherche en même
temps à en organiser la fréquen-
tation par les citoyens.

Certains élus, notamment en
Seine-et-Marne, ont critiqué ces
options : « Vous voulez concilier
les incommensurables, l'agriculture et
le tourisme, ont-ils déclaré aux
pouvoirs publics. Vous aboutirez
seulement à créer des réserves
d'« indiens » où les Parisiens
viendront le dimanche contempler
les survivants d'un monde rural
dont ils cultivent la nostalgie ».

M. Lanier s'est insurgé contre
cette interprétation, mais les
ambiguïtés des Z.N.E. obligent à
se demander si dans le fond les
élus des « Indiens » n'ont pas un
peu raison ?

Population égale pollution

Le schéma directeur d'aména-
gement et d'urbanisme régional
de 1965 avait prévu entre les cinq
villes de la nouvelle région d'Île-
de-France des « zones de transi-
tion » où les constructions
devaient être rares. Echec sur
toute la ligne : depuis onze ans,
la ceinture verte de Paris est le
terrain de chasse privilégié des
promoteurs de « villages » pavil-
lonnaires pour cadres — grands,
moyens et petits. C'est devenu
aussi la province à portée d'auto-
mobile, celle du week-end où il faut
acheter ou louer une rési-
dence secondaire. L'argent-roi a
obligé l'agriculteur, trop heureux
d'abandonner sa Brie, sa France
ou son Hurepoix, à acheter plus

loin, en Champagne ou dans
l'Orléanais, par exemple, des ter-
res plus vastes, parce que moins
chères.

Entre 1968 et 1975, la popula-
tion des zones naturelles d'équi-
libre a été de 5 à 7 % par an, en-
tandis que celle de l'ensemble de
la région progressait seulement
de 1 % : population égale pollu-
tion. Il faut prendre le sable aux
rivières ou aux collines pour
fabriquer le béton. Résultat : un
site gâché. Les réseaux d'assai-
nissement ne sont pas calibrés
pour écouler tant d'effluents.

Résultat : des rivières-égout. Les
écoulements se multiplient. Résultat :
des décharges sauvages. Comme
l'explique M. Paul Cousseau, pré-
fet de l'Essonne, tout concourt à
cette « réurbanisation » : « Les
tendances spontanées d'une popu-
lation qui fuit la ville et se rap-
proche l'habitat individuel, les ocu-
laires des propriétaires du sol, les
ambitions des promoteurs, les
exigences des nouveaux habitants
de la zone rurale, citoyens émigrés
qui veulent tout avoir comme en
ville et assègent les maires de
leurs revendications, la tendance
naturelle de beaucoup d'élus mu-
nicipaux à répondre à cette
demande, à multiplier les équi-
pements, et, faute de pouvoir les
payer, à s'abandonner à l'escalade
de la croissance ».

Il a donc été décidé, en 1975,
par le gouvernement, de créer
cinq zones naturelles d'équilibre
rassemblant trois cent quatre-
vingt-deux communes, et cou-
vrant le quart de l'espace régio-
nal entre la zone dense parisi-
enne et les villes nouvelles : la
plaine de Versailles, l'Hurepoix,
les plateaux du Sud, plateau de Bri-
e et Plaine de France. Leur but ?
Maintenir le rythme annuel de
croissance démographique entre
1 et 3 %.

Un premier type d'action cher-
ché à y développer les activités
agricoles. Il s'agit de maintenir
un marché foncier agricole dis-
tinct du marché des terres à
bâtir grâce au remembrement, au
plan d'occupation des sols et aux
achats des Sociétés d'aména-
gement foncier et d'établissement
rural (SAFER). Il conviendra
ensuite de protéger un mode de
vie rural. Certains bourgs affir-
ment leur vocation tradition-
nelle de centres de pays, en
accueillant des équipements sco-
laire, sportifs et culturels de
caractère intercommunal. L'im-
plantation d'artisans et de petites
sociétés industrielles sera enco-
uragée, puis il faudra sauvegarder
et mettre en valeur le patri-
moine : lutte contre les pollu-
tions, réutilisation des carrières,
ouverture des sites historiques au
public, et protection de la faune
et de la flore.

Enfin, ces zones, espaces ou-
verts proches de l'agglomération,
ont été un lieu de récréation
où le citadin retrouvait le contact
avec le milieu naturel et les
modes de vie rurale, a expliqué
M. Lanier. Il convient de ne pas
perturber l'exercice des activités
agricoles. Une fréquentation dif-
fuse sera nécessaire et des réseaux
de promenades pédestres, éques-
tres et cyclistes jalonnés d'amé-
nagements rustiques seront à
mettre en place.

Force est de reconnaître que, ainsi
énoncée, la politique des Z.N.E.
est séduisante. Pourquoi alors
tardé-elle tant à se mettre en
place ? Fin 1974, le Livre Vert
de la plaine de Versailles en ar-
raçait les contours ; en avril 1975,
leur existence était reconnue par
le ministre du premier minis-
tre ; fin 1975, aucune réalisation
n'est visible sur le terrain. Mais
des charges de mission ont été
nommées.

Cette lenteur est due d'abord
à la crainte exprimée par les
élus de voir figé le dévelop-
pement de leurs communes respec-
tives, qui permettrait à l'un de
finir son réseau d'assainissement,
ou à l'autre de bâtir un gymnase.
Et ce ne sont pas les promesses
d'intervention foncière de la
SAFER, les 3 millions de francs
qu'attribuera prochainement le
ministère de la qualité de la vie
ou les projets de programmes
d'actions prioritaires du VII^e Plan
qui leur feront abandonner leur
rêve de croissance.

Les dérogations ?

C'est fini...

Plus que sa timidité actuelle,
la politique des Z.N.E. souffre de
ses contradictions. L'agriculture
et le tourisme ne s'excluent-ils
pas mutuellement, notamment en
matière foncière ? D'autre part,
comment la politique d'organi-
sation volontaire de l'espace, si
selon l'expression de M. Lanier,
peut-elle être souple et soumise
au bon vouloir des élus ? Accep-
terait-on dans le Hurepoix, par
exemple, que Chevrenne domes-
tique son urbanisation au moment
où, à quelques kilomètres de là,
L'Îmours s'abandonnerait aux
promoteurs ou aux industriels ?

PAS D'ACCORD

Des trésors pour 5 francs

Après la publication de la lettre
d'un de nos lecteurs italiens,
M. Sergio Lucarelli, sous le titre :
« De l'ombre pour 5 francs » (le
Monde daté 10-11 octobre),
M. Roger Constant, du Montipace
(Dordogne), nous a adressé les
lignes suivantes :

Cet article n'est pas conforme
à la réalité scientifique des décou-
vertes faites dans la grotte du
Regourdou. En fait, comme nous
l'avons rappelé lors du neuvième
Congrès international de préhis-
toire à Nice, les trésors découverts
offrent des lumières sur la vie
préhistorique allant du paléoli-
thique moyen au paléolithique
supérieur, correspondant à la
glaciation Würm qui se situe
entre moins quatre-vingt mille
ans de notre ère.

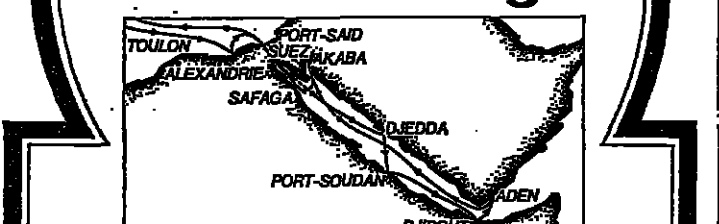
La découverte la plus impor-
tante consiste en une mâchoire
humaine qui classe l'individu dans
l'époque néanderthaliennne, préci-
sation importante puisque anté-
rieure aux âges magdaléniens des
Épyres et de Lascaux. Lesquels ne
donnent que des vestiges appor-
tenant au Cro-Magnon, et indi-
quant que cinquante mille ans
environ de différence apportent au

squelette humain une modifica-
tion importante des signes pro-
gnates. Il est dommage qu'aux
éléments découverts en même
temps le crâne appartenant à ce
mâle ait été soustrait.

Nous devons ajouter qu'indé-
pendamment de ces restes hu-
mains, de nombreux objets de
différentes époques ont été ras-
semblés dans le musée adjoint à
la grotte, et qu'enfin des sque-
lettes d'ours bruns posent par
leurs sépultures des problèmes
laissant croire à des coutumes
qui laissent supposer un culte
rituel. Je reste à la disposition de
quiconque s'intéresse à la paléo-
nologie pour faire la preuve du
sérieux de mes assertions.

4 propos de totis. — M. Jean
Tissot, architecte, nous prie de
noter que les toitures du centre
de vacances du C.N.R.O. (le Monde
du 30 octobre) ne sont pas en
« simili ardoises », comme nous
l'avions écrit par erreur, mais en
ardoises véritables. Le matériau
« simili » n'a été utilisé que pour
certains pavillons extérieurs à
l'ensemble.

Découvrez les secrets de l'Égypte et de la Mer Rouge !



Croisière-découverte à bord d'Azur
ÉGYPTÉ/ARABIE SAOUDITE/SOUDAN/DJIBOUTI
ADEN/YEMEN/JORDANIE
Départ de Toulon. Du 15 Janvier au 4 Février 1977.
21 jours. A partir de 6800 F.

Vivez une fascinante aventure
au cœur de l'islam mystérieux. Remontez 4000 ans
dans le passé. Les splendeurs des Pharaons...
le canal de Suez... la ville sainte de la Mecque...
le Yémen tel qu'au Moyen-Âge, les coraux de la Mer Rouge.
Et par-dessus tout cela, le grand, le sublime soleil...
qui vous bronze le corps et vous réjouit le cœur !
Effacez l'hiver, embarquez-vous à bord d'Azur,
le plus décontracté des navires-croisières !



PRENEZ LE LARGE AVEC PAQUET !
**CROISIÈRES
PAQUET
DÉCOUVERTE**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 266.57.50
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21
NICE : 2, rue Hakey 06003. Tél. 68.81.80

KLM. INDONESIE.

A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de
Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans
une étroite échoppe de Djogjakarta,
au centre de Java. Vous assistez
fasciné à la très minutieuse
impression à la main d'un batik, le
tissu national indonésien.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes
sur la huitième terrasse du temple
de Borobudur, titubant d'admiration
parmi les stupas, ces immenses
cloches de pierre où depuis mille
ans méditent les bouddhas.

Transportez-vous à l'Est et vous
voilà à Bali. C'est le crépuscule,
troué de flambeaux et de lampes à
huile. Vous vous immergez dans la
magie du Legong, dansé avec
une grâce inouïe au rythme
de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous
n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous
offrons les inépuisables beautés de
l'Indonésie à partir de 4-950 F pour
14 jours. Et pour vous y conduire, nous
vous offrons le sérieux et la gentillesse
qui ont fait notre réputation.
Tradition hollandaise oblige.

Écrivez ou téléphonez à K.L.M.,
50 bis, Avenue de l'Opéra,
75002 Paris.
Tél. 742.57.29
ou allez voir
votre Agent
de Voyages.

KLM

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

**5
PASSAGERS
GRATUITS
PAR
VOITURE**

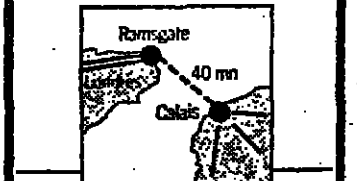
**Pour
l'Angleterre
prenez
l'Hoverlloyd**

À partir de
140 F

Encore moins cher
que cet été

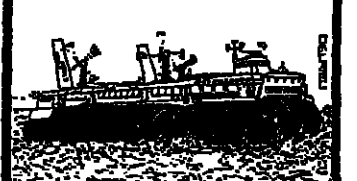
Calais-Ramsgate

- jusqu'à 6 vols par jour
- 40 minutes de traversée
- formalités accélérées à l'Hoverport
- autoroute directe jusqu'à Londres



HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations :
Agence de voyages ou Hoverlloyd
Paris : 723.73.05 - Calais : 34.67.10
Bruxelles : 219.02.25



M. _____
Ville _____
Adresse _____
Code postal _____
Désire recevoir gratuitement une brochure
HOVERLLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
5 Hoverport International - 62106 Calais

سلا من الامال

TOURISME

POINT DE VUE

Salut et survie de la montagne

DEPUIS plusieurs années, on parle beaucoup de la politique de la montagne. On en parle même davantage qu'on ne la réalise.

La discussion de la loi au 3 janvier 1972 sur les associations foncières pastorales avait permis au Parlement d'exprimer ses vœux dans ce domaine et, le lendemain, des décrets instituaient une indemnité spéciale dans les périmètres dits « critiques » ainsi que des aides pour la mécanisation et pour les constructions en milieu rural.

En décembre 1973, un comité interministériel pour l'aménagement du territoire définissait les éléments d'une politique de la montagne et, le 12 décembre 1974, confirmait les orientations adoptées en prescrivant quelques mesures concrètes.

Parallèlement, de nombreuses études à caractère plus ou moins officiel voyaient le jour : rapport de M. Duclos au congrès agricole de Clermont-Ferrand ; de M. Bétel au Conseil économique et social ; de M. Paul Rambeaud, commissaire à la rénovation rurale en mars 1974.

Enfin, un décret du 17 février 1975 désignait M. Jean Brocard, député de la Haute-Savoie, comme parlementaire en mission pour élaborer un rapport sur l'aménagement du territoire en montagne.

M. Brocard a déposé ce rapport en septembre de la même année. Or, ce n'est pas qu'il ait reçu une suite pratique. Il est allé rejoindre, dans le tiroir aux oubliettes, d'autres rapports

émantant d'autres missions, qu'il s'agisse de la réforme de l'entreprise ou de l'aménagement du temps.

La politique de la montagne n'a vraiment trouvé une réalisation concrète, à une échelle importante, que dans l'œuvre accomplie par le commissariat pour la rénovation rurale en montagne qui a permis le développement et la sauvegarde de certaines zones dont l'existence même était menacée.

Pour le reste, il s'agit de mesures ponctuelles et, souvent temporaires, sans cohésion véritable entre elles, qui ne se rattachent pas à une doctrine générale affirmée et ne peuvent

constituer une véritable politique de la montagne.

En veut-on des exemples ? Le comité interministériel du 12 décembre 1974 avait décidé, pour les communes situées en haute altitude, la prise en charge par l'Etat du coût du déneigement.

Cette décision a reçu application pour l'exercice budgétaire de 1975 mais, pour 1976, on n'a encore entendu parler de rien.

Le même comité a décidé le maintien intégral des services publics dans les zones de montagne. Mais les conseillers généraux et les maires doivent se mobiliser en permanence, et parfois sans succès, pour que cette règle ne comporte pas que des exceptions.

L'avenir en cause

financement. C'est cette procédure qu'il faut appliquer à la montagne. D'ailleurs, dans l'article final de la loi de 1972 sur le statut, son élaboration est donc plus qu'une initiative souhaitable. Elle est une obligation légale.

Ce texte doit être une sorte de charte des problèmes de la montagne.

Il doit traiter des activités économiques et notamment des activités agricoles, artisanales et touristiques et des mesures destinées à assurer leur maintien et leur développement.

Il doit assurer la sauvegarde du milieu naturel et humain et, tout d'abord, par la comptabi-

lité des activités économiques avec la protection de la nature et des sites. Cette protection doit comporter aussi bien des mesures contre l'invasion des collines et du ciel par des engins inopportuns et bruyants que contre les abus d'un urbanisme désordonné et d'une architecture provocante.

Il doit aussi porter sur l'assainissement des eaux et l'organisation systématique de l'élimination des déchets.

Le maintien de la population exige des décisions relatives à la permanence des services publics et aux conditions de la vie quotidienne. Mais il est des zones de montagne dans lesquelles la dégradation démographique est déjà si accentuée qu'il est nécessaire d'en organiser et d'en encourager le repeuplement par des mesures efficaces en faveur des familles qui seront incitées à s'y installer.

C'est tout un code de la montagne qu'il s'agit d'édifier en traduisant les orientations générales d'actions concertées en vue de la rénovation des zones territoriales situées en altitude. Des mesures réglementaires seront ensuite prises, selon l'exigence de l'actualité, en fonction de l'appréciation des principes de base définis dans ce code.

Ce n'est pas seulement l'avenir de la population montagnarde qui est en cause. C'est son salut et, sans doute, sa survie.

PHILIPPE LAMOUR, Président du syndicat intercommunal à vocation multiple du Queyras.



CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"
à bord de Massalia
le paquebot-soleil où il fait bon vivre
MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT
SENÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE
Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.
25 jours. A partir de 4 900 F.
Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves : le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien, Madère l'île jardin, les Canaries et les îles du Cap Vert, ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique : Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...



CROISIÈRES PAQUET MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 293.57.23. MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21. NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 88.81.90.

Anancy : le tour du lac sur la petite reine

P OUR «sauver» le lac d'Anancy de la pollution et améliorer sa transparence, les communes riveraines avaient décidé, en 1962, de le ceinturer d'un collecteur recueillant les eaux usées de toutes les rives. En janvier 1975, la même idée fut reprise, mais cette fois au bénéfice des cyclotouristes : le projet

d'entourer le lac d'une piste tracée à leur intention fut accepté par le ministre de l'équipement. M. Robert Galley, qui avait adressé en novembre 1974 à tous les directeurs départementaux de l'équipement des directives quant à « la réhabilitation et à la promotion des aménagements destinés à favoriser les déplacements à

bicyclette et à cyclomoteur ».

La crise de l'énergie était alors un leitmotiv gouvernemental. Comme pour les opérations de voirie en rase campagne, l'Etat en tant que maître d'ouvrage prenait à sa charge, outre l'entretien futur de la voie, 85 % du coût des travaux, le solde (soit 15 %) étant financé par le syndicat intercommunal des communes riveraines du lac.

Le cheminement cyclable a été ouvert voici quelques semaines. Il emprunte un parcours presque inconnu des habitants des bords du lac : la plate-forme de l'ancienne voie ferrée Anancy-Ugine mise en service en 1901 et déclassée en 1968. Avant de pénétrer dans le tunnel du chemin de fer, à Duingt, elle longe le lac sur 12 kilomètres : ce tronçon constitue la première étape d'un parcours qui, lorsqu'il sera totalement achevé, aura 39 kilomètres de longueur.

L'ouverture de cette piste cyclable, que certains aimeraient appeler « véloroute », constitue d'abord une victoire sur l'automobile. Elle consacre, en effet, l'abandon du projet de doublement de la RN 508

qui, sur la rive gauche du lac, supporte un trafic considérable, et connaît chaque été des bouchons de plusieurs kilomètres. La voie voirie en rase campagne « rejetée » plus à l'ouest du lac... Une victoire aussi pour les écologistes.

« Les 12 premiers kilomètres furent les plus faciles à réaliser », reconnaît le président du syndicat intercommunal des communes riveraines du lac d'Anancy, M. Louis Lagrange. Car l'aménagement d'une piste cyclable sur la rive droite nécessitera des travaux importants et onéreux ainsi que l'acquisition de terrains privés, « certainement l'un des obstacles les plus difficiles à franchir », estime-t-on à la mairie d'Anancy.

Déjà, de nombreux Anneciens se demandent s'il ne serait pas préférable d'utiliser ces sommes en faveur des centaines de milliers de touristes qui viennent l'été dans la région en leur offrant un véritable cheminement piétonnier au bord de l'eau... Mais ne serait-ce pas alors remettre en cause les privilèges de ceux qui vivent déjà « les pieds dans l'eau » ?

CLAUDE FRANCILLON.

Vous cherchez une boisson peu sucrée ?

(naturelle et plus légère)



Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 52240 Bourg-la-Reine - Tél. : 250-45-34

A deux pas des plages du Midi.

Sonorisation musicale, salon T.V., couleur 45 chambres toutes avec bain ou douches et w.c. privé, loggia, téléphone relié ou rétro, télévision radio, mini-bar, réveil musical. Garage, Parking.

Salles possibilité séminaire



23, av. Francis-Tonner - 06150 CANNES Tél.(93) 47.18.45 Telex 470818

cet hiver en

**VOU-
go-
slav-
vie**

changez de climat !

La Yougoslavie cet hiver, vous donne rendez-vous : « avec le soleil à Dubrovnik », « avec l'Adriatique », en Istrie ou dans le Monténégro, sur tout le littoral yougoslave qui bénéficie d'un climat méditerranéen.

avec la pittoresque et accueillante Serbie, ses monuments, sa culture, ses monastères et ses villes d'art, enfin, avec son peuple chaleureux baigné du soleil d'un pays plein de contrastes.

Demandez notre documentation à : OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE, 21, rue de Valenciennes - 75005 PARIS - Tél. : 26.00.75

SHUSS
la neige est à vous!

ALPES D'HUEZ
960^F 1 semaine
week-end 280^F
PYRENEES
CAUTERETS
710^F 1 semaine
AUTRICHE
LANDECK-ZAMS
690^F 1 semaine
SKI DE FOND/ALPES
ST VERAN
780^F 1 semaine

le point 85
85 Saint-Michel
75005 Paris
323 88 50

BON A DECOUPER
VOUS RECEVREZ LA BROCHURE GRATUITE

L'AMÉRIQUE DU SUD AVEC AVIANCA: CIEL ET ENFER COMPRIS.

Si vous rêvez d'aller en Amérique du Sud choisissez Avianca, nous vous proposons des excursions intéressantes : A partir de Bogota vers l'enfer vert de l'Amazonie, où vous pourrez chasser le caïman et autres monstres avec le concours d'un guide, d'un peu de courage et d'un appareil photo. Ou bien, si vous voulez être plus près du ciel, faites une excursion dans les Andes, où le chemin de fer vous transporte à des hauteurs qu'on ne peut ailleurs atteindre qu'en avion : 4000 m. Ou alors passez de merveilleuses vacances au bord de la mer des Caraïbes, dans l'une des charmantes stations balnéaires de la côte colombienne, longue de 1500 Km., ou dans l'île de San Andrés, île du soleil.

Avianca, la compagnie aérienne du Nouveau Monde ayant la plus grande expérience et spécialiste de l'Amérique du Sud, est bien placée pour vous



donner des conseils pour vos vacances là-bas. Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure d'introduction en Amérique Latine.

COUPON

Nom _____
Adresse _____
Ville _____
1, Rue Scribe - Paris 75009
Tél. 26553-60



La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

motocyclisme

La « moto verte », ou la fleur au guidon

POURQUOI la fleur au guidon ? Simplement, histoire de marquer d'entrée de jeu nos intentions pacifiques avant d'ouvrir un dossier très discuté par nos amis écologistes, promeneurs et randonneurs : celui de la moto verte.

Moto verte ? Verte comme la prairie, verte comme la frondaison des arbres au printemps. Mais aussi verte de rage, comme la figure du promeneur ou du chasseur qui voit déborder une moto là où il pratique son loisir préféré. Donc moto-nature, mais aussi moto-problème. Nous essaierons, bien sûr, de faire la part des avantages et des inconvénients, mais il est évident que tout est dans la manière d'utiliser sa moto pour éviter des polémiques inutiles. Je suis, pour ma part, persuadé que les vrais amateurs et pratiquants de moto verte sont comme les écologistes et les randonneurs de vrais amoureux de la nature.

Et si les problèmes existent, c'est que le marché de la moto verte s'est développé ces dernières années à une vitesse impressionnante. En 1976, les ventes représenteront 35 % du marché total de la moto. Encore plus significatif, le fait que 80 % des machines vendues soient des 125 cm³, pour lesquelles on ne demande pas de permis spécial et qui touchent donc une clientèle plus large que le milieu moto traditionnel. Car la moto verte n'a rien à voir avec la moto utilitaire, routière, et de plus en plus dangereuse à pratiquer dans la circulation actuelle. Plus question de vitesse, de « tête dans la bulle » ni de compétition avec les automobilistes, et, par conséquent, moins d'agressivité réciproque. Une autre conception de la moto : une moto de loisir considérée, au même titre que le ski ou la voile, comme un moyen de détente par ceux qui la prati-

quent. Et si les usines japonaises couvrent 95 % du marché, c'est qu'elles ont su offrir à une clientèle essentiellement citadine un engin polyvalent pour « raser des villes et raser des champs ».

Trail, trial, cress et enduro

Car l'appellation « moto verte » recouvre plusieurs activités sur deux roues et souvent, sur une (piste en anglais), soit de trial, de cress ou d'enduro. Les motos les plus vendues sont les machines de trail, qui sont, dit François Soulier, le patron du premier magasin en France ne vendant que des motos vertes (1), « des engins très bien adaptés à la ville pour leur évolution en sous-passe à basse vitesse. Des motos qui ont une très bonne stabilité, et sont équipées de moteurs de tracteur qui demandent un entretien minime ». Ces machines sont vendues en France par les importateurs Honda, Kawasaki, Suzuki et Yamaha.

Au contraire, les machines de trial sont toutes de fabrication espagnole. Toutes, Bultaco, Montesa ou Ossa, sont des dérivées de la compétition dans le vrai sens du terme, à savoir que la réplique exacte de la machine du champion du monde de l'année est vendue en magasin l'année suivante. C'est la seule moto de compétition qui soit en même temps la moto idéale, parce qu'elle ne fait pas de bruit, qu'elle ne dégrade pas le sol et qu'elle est conçue pour s'intégrer à la nature.

Les compétitions de trial consistent en effet à surmonter avec sa moto toutes les difficultés naturelles du terrain, barres rocheuses, rivières, pente abrupte ou escalier. Ces passages, appelés « sons », doivent être franchis les deux

pièdes sur les repose-pieds. Entre les zones, le concurrent, qui n'a pas de chronomètre, peut se détacher, se qui permet aux spectateurs de rejoindre en se promenant la zone suivante. Le gagnant sera celui qui aura eu le moins de pénalités. Un pied posé ou les deux pieds, un moteur calé, une chute, autant de mauvais points.

Les machines d'enduro, elles, sont des motos utilisées en rallyes tout-terrain. Il s'agit d'aller vite et de passer partout, aussi bien sur routes qu'à travers bois et champs. Ce sont certainement les motos vertes les plus discutées, car elles doivent être puissantes — donc bruyantes — et sont souvent polluantes et dangereuses, mais elles ne concernent heureusement qu'une minorité de pilotes capables de beaucoup d'abnégation et d'endurance. Tous ceux qui courent en décembre le deuxième Rallye Côte-d'Or-Trouée-Côte d'Azur. Des milliers de kilomètres à travers la savane, le désert et, pour finir, la Tunisie et l'Italie. Une belle épopée en perspective entre motos et voitures.

Dernière catégorie, les motos de cress : des machines de vitesse en tout-terrain, des engins de compétition (non immatriculables) et qui ne devraient — théoriquement — ne jamais être utilisés hors d'un circuit ou d'un terrain privé. Ceux qui entraînent ces règlements sont les plus mauvais défenseurs du sport magnétique qu'est le moto-cress. Un sport très admiré en France, le pays d'Europe qui organise le plus de compétitions de moto-cress par an, soit environ sept cents. Les pilotes de moto-cress sont de véritables sportifs de très haut niveau : des tests médicaux ont prouvé que c'était le deuxième sport, après les matches de boxe,

exigeant de ses adeptes la plus grande forme physique. Les « crossovers » perdent, en moyenne, 3 kilos par manche de quarante-cinq minutes (une compétition se court en deux manches) et leur rythme cardiaque atteint des courbes incroyables.

Nous voilà bien loin de la fleur au guidon et de la moto verte calme et réfléchie, de la moto pour le plaisir. Alors repérons des trails. Pour Gilles Mallet, rédacteur en chef de *Moto verte* (2), seul mensuel spécialisé dans le tout-terrain — « une vraie bête, c'est la moto la moins chère, la plus sympa et la moins dangereuse ». En effet, pour environ 5000 francs, le néophyte peut acquiescer une moto plutôt jolie, qui éduque ses réflexes et lui donne envie d'aller plus loin dans le management de son guidon. Très vite, ce type de machine, qui est de surcroît idéal pour la ville, deviendra insuffisant pour s'attaquer aux vraies difficultés du tout-terrain. Les japonais ont parfois le tort d'être un peu trop belles pour passer partout ; et la belle peinture, les rétroviseurs, les amortisseurs plutôt « faiblares », seront autant d'obstacles. Mais elles restent en ville des machines d'une souplesse exceptionnelle et très suffisantes à la campagne pour la promenade sur les chemins communautaires. Des chemins d'ailleurs de moins en moins utilisés par les paysans français, dit François Soulier, qui les pratique, ces chemins, pendant ses loisirs. Ils seraient autrefois à déplorer les bêtes : aujourd'hui, avec la mécanisation et les remembrements, des chemins qui jadis étaient 2 mètres sur le cadastre n'en font plus que la moitié d'un.

Utiliser ces chemins, c'est donc souvent prendre du plaisir à moto sans déranger personne. C'est finalement ce qu'on demande à

l'amateur de moto verte. On comprend qu'il ait envie de se défendre plutôt que d'étrangler ses baskets neuves dans les chemins forestiers encombrés de promeneurs, de boîtes de conserve et autres détritus. La moto lui donne la possibilité d'aller plus loin et plus haut. C'est d'autant plus vrai pour le trial, qui est une discipline difficile, qui demande à être apprise.

L'école de la virtuosité

Plusieurs écoles se proposent d'initier ou de perfectionner les amateurs à la conduite d'une moto de trial. À côté de Paris, Christian Rayer (3) organise des stages d'une journée sur un terrain privé, le jeudi et le samedi, moyennant la somme de 150 francs, forfait comprenant cours, prêt de la moto, assurance. Dans la région lyonnaise, c'est Charles Coutard (4), le jeune champion de France-Lux, qui organise, avec son père, des stages de trois jours dans la vallée de la Grange-de-Besse, 43400 Chambon-sur-Lignon. Le prochain stage aura lieu les 27, 28 et 29 novembre et le suivant les 28, 29 et 30 décembre. Prix pour les trois jours : 330 francs, repas de midi compris ; possibilité de logement sur place pour 50 francs à 80 francs par jour. Une troisième école : celle du Haut-Queyras (5), à Molines (Hautes-Alpes). Les stages d'été (6 jours : 740 francs) sont dirigés par Serge Cohen et animés par Bernard Gentil, l'introduit du ski de fond en France.

C'est dans ces écoles que l'on peut réellement apprendre à piloter une machine de trial. Une discipline qui est d'abord une fantastique école de maîtrise de soi. Les japonais l'ont bien compris en introduisant le trial dans le programme « Safety Japan »,

un programme style prévention routière, mais lancé par Honda et animé depuis par des capitaines privés. Honda qui propose le premier prix en machine de trial : 4700 F pour la TL 125, un engin équipé d'un moteur quatre temps peu bruyant — on ne l'entend pas à vingt mètres — et qui n'émet pratiquement pas de fumée. Une très belle réalisation qui devrait réconcilier les écologistes avec la moto de trial ! Car le trial est une véritable discipline sportive très proche de la nature. La pollution est nulle quand on sait qu'un trialiste brûle cinq litres d'essence en huit heures.

Les bergers qui montent le sel l'été, ou les vétérinaires qui visitent les troupeaux dans les alpages, vous diront, eux, que les animaux ne sont pas du tout effrayés par une moto de trial. « Les lapins rigolent, quand ils nous voient arriver », dit François Soulier. Enfin, une moto de trial est un engin qui sait rendre de très grands services : la Croix-Rouge espagnole utilise couramment des Bultaco Sherpa (vendues 8500 F en France) pour les premiers secours en montagne.

Tout est donc, répétons-le, question d'utilisation et de bon sens. Alors la moto verte vous donnera une sorte d'humilité et vous apprendra qu'il existe des moments où le savoir et l'expérience peuvent faire surmonter des obstacles beaucoup mieux que la seule audace.

PATRICIE VANONI.

(1) Zone-6, 6, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris. Tél. 236-14-83.
(2) « Moto verte », 15-17, quai de Voltaire, 75003 Paris. Tél. 238-22-47.
(3) Moto-82, 11, rue Arthur-Petit, 78220 Virvaulx. Tél. 025-55-52.
(4) Coutard-Servin, 23, rue Du-nol, 69003 Lyon. Tél. (78) 63-85-40.
(5) Ecole du Haut-Queyras, 05 Molines. Tél. (24) 45-55-25.

Mode

L'or des Japonais

AVEC douze des trente prix du « Diamonds International Award » récemment décernés par De Beers, les dessinateurs japonais confirment leur créativité en joaillerie, comme en d'autres domaines de la mode.

Pour la deuxième année consécutive, chaque bijou comporte cinq carats de diamants, mais on en verra bientôt des miniaturisations chez les bijoutiers. Ce concours, qui a réuni 1133 dessins de créations, venus de trente pays, permet, en effet, de réaliser une synthèse entre le bijou et de rêve et celui qu'on vous offrira peut-être. Qui ne serait tentée par un pendentif en diamants sur une chaîne au ras du cou, si elle n'a pas encore fait transformer de la sorte sa bagne de fiançailles ?

Le retour de la broche confirme celui du tailleur : les Japonais la travaillent en volumes géométriques, en diamants et pierres dures : corail, malachite, onyx ou ivoire, dans l'esprit des années 30, si fastes pour la joaillerie parisienne. Le globe terrestre, aux continents peuplés de diamants, devient un pendentif en lapis. Les colliers raccourcissent. Non sans humour, Jean-

Claude Gros, s'inspirant de son sport favori, la bicyclette, a changé en or une chaîne de vélo, articulée sur deux cents rivets de diamants.

L'art d'enfiler les perles

A chute dégradée ou en « choquer » de gabarit égal, le collier de perles de culture est un bijou qui illumine les visages et fait merveille sur la robe noire d'un dîner ou d'un réveillon. Nous avons interrogé Nicole Lesellier, l'élégante directrice de Télié (2, rue de la Paix) sur les divers modèles offerts cet automne.

Il faut savoir que les colliers à chute demandent plus de manipulations que les « choquers », de sorte que les prix se rejoignent.

En effet, une fois pêchées, les perles sont triées, percées au centre, lustrées dans du sel, retirées, et enfin exportées, et le travail est le même, quelles qu'en soient les dimensions. Les augmentations de salaires des ouvrières japonaises et le cours du yen sont, en grande partie, responsables de la hausse de près de 30 % du prix des colliers par rapport à 1975. Et les bandes d'huîtres perlières ont, d'autre part, beaucoup souffert de la pollution, qui en réduit la production.

Les couleurs vont du blanc rosé au crème, le prix du rang variant en fonction de l'éclat et de l'homogénéité. Les perles baroques, avec leurs formes irrégulières qui ne sont pas sans charme, restent quand même relativement avantageuses.

« Pierre Cardin vient d'ajouter à ses nombreuses activités une ligne de modèles pour adolescentes de seize ans, qui sera vendue au printemps. Parmi les jeunes créateurs formés chez lui, Jean-Paul Gaultier travaille les tissus d'ameublement en ensembles à pantalons ou en grandes jupes plissées.

Télié, dans un choix de quel- que quatre mille rangs, conseille le collier simple de soixante-quinze à quatre-vingt perles, enfilées sur un cordon de soie à nœuds, avec un fermoir en perle et une chaîne de strass (de 800 à 1000 F). Mais cette boutique propose aussi les perles de rivière « Biva », fines et délicates, à monter en tresses, des colliers de chien et des mélanges de perles et de grenats ou autres pierres, voire des boucles en or.

Lancé dès la fin de ce mois, le style à Télié Cardin est celui d'orfèvre parisien de conception et de fabrication. Sa silhouette à l'ovale aplati s'apparente à

celle des premiers bijoux, avec deux caractéristiques inédites et brevetées : l'agrafe s'escamote par pression sur la tête du capuchon.

La balle est au tungstène, moyenne ou extra-fine, en noir et bleu (recharges vendues en boîtes de cinq). Le capuchon équilibre aussi l'objet dans la main du scripteur. Habillé d'or jaune, il existe en quatre décors classiques : à godrons, chevrons, grain d'orge et brut, coiffé des trois anneaux et du sigle qui sont la signature du joaillier (600 F, chez les dépositaires des « Minit » de Cardin).

NATHALIE MONT-SERVAN.

BRITTA DE PER- CINI : pendentif or en forme d'aimant, attirant des diamants dont le feu s'entrechoie.

SHIGERU TOKUDA : broche en bronze-jaune, composée de trois pyramides aux faces pavées de brillantes, de bas en haut, de rouge ou de malachite.

KIKO MURATA : collier en fils d'or et de platine entrelacés d'une constellation de petits diamants incisés, d'une merveilleuse légèreté.

(Croquis de MARCQ.)



HAUTE COUTURE

La griffe du P.C.

LA Sainte-Catherine, la fête des couturières un peu désuète avec ses jeunes filles à marier coiffées d'invasibles bibis, se politise : le 25 novembre prochain, les salariées de la haute couture vont-elles transformer les réjouissances habituelles en un forum de protestations ?

Au lendemain de la dernière guerre, les ouvrières hautement spécialisées gagnaient autant qu'un P.2. Aujourd'hui, les plus favorisées — celles de chez Lanvin — atteignent avec peine les 2400 F par mois. A la libération, elles étaient vingt mille. Elles ne sont plus aujourd'hui que mille environ.

Pour le parti communiste, qui a récemment organisé une conférence de presse à ce sujet, et qui déposera bientôt une proposition de loi à l'Assemblée nationale pour la sauvegarde de la haute couture, la condition des ouvrières de ce secteur n'est que la conséquence d'une crise plus générale. « La haute couture n'est plus qu'un alibi pour la vente de produits portant les griffes et qui n'ont rien à voir avec elle », explique Gisèle Moreau, députée de Paris, membre du comité central du P.C.F. La haute couture n'appartient plus aux hommes et aux femmes qui en ont fait le renom, elle est, dit Mme Moreau, entre les mains des trusts.

Les créateurs de modèles, dont les situations sont précaires, sont souvent du même avis que leurs ouvrières, même s'ils ne le manifestent pas avec autant de fermeté. Ils sentent de plus en plus qu'une partie de leur travail, la plus audacieuse, la plus inventive, est laissée de côté au profit de ce qui est « commercialisable » et qui se rapproche davantage du prêt-à-porter de luxe que de la haute couture.

Que la recherche du profit étouffe la création, qu'il s'agisse de la haute couture ou de la mode de rue, c'est un fait. Il est plus étonnant peut-être que le P.C.F. parte en lutte pour soutenir une activité qui ne s'est jamais développée qu'au milieu des inégalités les plus criantes. Avant 1938, par exemple, la haute couture se portait très bien et se suffisait à elle-même. Les grandes maisons sont aujourd'hui dans l'obligation de vendre des « produits annexes ». Ce n'est peut-être pas la preuve d'une démocratisation évidente, c'est du moins le signe qu'elles ne trouvent plus comme autrefois si facilement une clientèle capable de dépenser 80 000 francs pour une robe du soir.

« La création

ce n'est pas notre affaire »

« Dans cette affaire, c'est la création que nous défendons », disent les communistes, et jusque-là pourquoi ne pas les suivre ? Mais ne serait-il pas utopique d'imaginer que, demain, dans une société socialiste qui aurait obtenu le droit à la différence, on aurait une telle augmentation du pouvoir d'achat qu'elle permettrait une nouvelle impulsion de l'habillement dans le cadre duquel la haute couture pourra se situer », comme l'écrit Gisèle Moreau ? La haute couture à portée de toutes les bourses ? Votre !

Les ouvrières de la haute couture ont des salaires nettement insuffisants. Il faut améliorer leur sort et c'est déjà très bien. « La création, ce n'est pas notre affaire », disait Marx à son ami Ruge, qui était un jour métié d'en parler.

CHRISTIAN COLOMBANI.

FABRICANT VENU AU POUSS BIJOUX

OR

30 %

COIFFETTE 40 g 2.230 F
SAUTOIRE 30 g 1.550 F
CHAÎNE 15 g 1.000 F
CHAÎNE 5 g 240 F

MADAME Paris - Tél. 770-44-06

CALVITIE?

zeno graft

est une nouvelle méthode de remplacement vos cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements, veuillez envoyer le coupon.

Nom
Adresse

HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL
502, Ecclesall Rd., Sheffield, G-2.

chaud, léger, imperméable

loden

chasse

295 F

FORSHO

LA MAISON DU LODEN

146 rue de Rivoli - Paris 1^{er}
tél. 260 13 51 métro Louvre

EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de **3500 F**
VISON LOUP RAGONDIN

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)
Place de l'Etoile 75008 Paris
tél. 227.22.82 - 622.36.60

Notre nouvelle ligne
Votre nouveau parfum

SHOCKING YOU

Schiaparelli

PARIS

Dépôtaires
Grands Magasins

Maison

Vaisselle en solde

Il y a quelques années, acheter de la vaisselle de second choix, c'était manquer aux règles du bon goût. Aujourd'hui, les soldes ne débattent plus leur marchandise sur les marchés; ils ont pignon sur rue, et leurs boutiques attirent une clientèle qui ne résiste pas à l'attrait des soldes.

On trouve dans ces magasins, qui s'ouvrent un peu partout à Paris, de la porcelaine blanche dont les prix sont démarqués d'environ 50 % et parfois aussi des verres de cristal à 30 % moins cher. Le renom des porcelainiers et des cristaliers exige une fabrication d'une qualité parfaite; en usine, après de multiples contrôles, on écarte environ 20 % des pièces de porcelaine présentant des imperfections inadmissibles pour des services de prix généralement élevés. Mais ces assiettes, plats et tasses n'ont souvent que des défauts de formes ou d'émailage imperceptibles aux yeux des profanes. Cette marchandise de second choix était auparavant écoulée par des forains ou vers des pays d'outre-mer.

La mode des boutiques de vaisselle en solde nous vient de Grande-Bretagne, où elle connaît un grand succès depuis plusieurs années. En France, cette vogue est toute récente, et déjà certains magasins spécialisés dans les arts de la table s'ouvrent. A tort, semble-t-il, car un très bon service de porcelaine décorée figurera toujours sur la traditionnelle liste de mariage et ornée une table de réception. Blanche, mais entachée de quelques défauts, la porcelaine peut (à des prix très accessibles) figurer sur la table de tous les jours où sa finesse réjouira les yeux. Pour acheter du second choix, il faut fouiller dans les piles d'assiettes pour choisir les pièces aux défauts les moins visibles (attention aux tasses dont les bords sont parfois trop rugueux). La plupart des boutiques s'approvisionnent régulièrement dans les mêmes usines, il est possible de constituer peu à peu un service complet. Près du faubourg Saint-Antoine, la maison Poullain est installée depuis vingt ans. Dans cette boutique sans dénombrables, on trouve de la porcelaine de Limoges, des verres de cristal et des potiches en porcelaine « bleu de four » dont les défauts sont masqués par un décor peint à la main. Dans une boutique de la rue Blomet, la porcelaine blanche vient de Limoges et de Vézins, et les assiettes valent entre 5 et 15 F, les tasses à thé 12 F, les plats en porcelaine à feu 25 F. Charles Métais, s'inspirant de l'expérience anglaise, a ouvert l'an dernier un magasin « Stock-soldes » rue Saint-Honoré, près des Halles. La porcelaine blanche y est sélectionnée par services complets (assiettes de 5 à 9 F; plats ronds ou ovales, 25 F). Depuis cet été, une seconde boutique propose à Montparnasse le même assortiment et des assiettes en céladon à 5 F pièce. Un troisième point de vente, rue Saint-Honoré, est consacré aux verres de cristal de second choix, vendus de 30 à 40 % moins cher. Au 71, rue du Cherche-Midi, l'une des dernières nées de ces boutiques présente de la vaisselle blanche de Limoges, de Vézins et de l'Allier: des assiettes de 4,50 à 8 F, des tasses et un grand choix de cafetières de tous styles, à partir de 25 F. Des services sont mis en valeur par quelques meubles rustiques, à vendre aussi, œuvres d'un jeune artisan ébéniste.

« Kaoline » s'est spécialisée dans la porcelaine décorée (la *Monde* du 12 juin 1976). Parmi ses services de Limoges de second choix, les assiettes valent de 23 à 25 F, les plats 40 F environ, les tasses à café 24 F. Il y a aussi, maintenant, des verres en cristal démarqués dont les prix sont de 24 à 30 F pièce.

JANY AUJAME

* R. Poullain, 16, rue Saint-Macaire, 75012 Paris (du 14 h. 30 à 18 h. 30). Boutique, 103, rue Blomet, 75018 Paris. Stock-Soldes, 81, rue Saint-Honoré, 75001 Paris; 14, avenue du Maine, 75015 et (verres), 44, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Boutiques du 71, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Kaoline, 28, rue de la Pompe, 75016 Paris.

GUIDE - FOURNEAUX

Le nouveau magazine la Table, mensuel pratique du mieux-vivre, édité par le groupe Bayard-Presses, ne veut être ni une encyclopédie culinaire ni un journal de gastronomie, mais plutôt, selon son rédacteur en chef, « un guide familial de l'alimentation ». « Nous faisons deux repas par jour et aujourd'hui une femme sur deux travaille; tel est notre point de départ, explique-t-il. Nous informons nos lecteurs afin qu'ils puissent acheter au mieux (quels sont les produits de saison et comment les choisir?) et préparer leurs menus le plus rapidement possible. L'alimentation, c'est aussi la santé: sur les conseils de spécialistes et de médecins, les Français recherchent un nouvel équilibre alimentaire qui réponde à leurs besoins et à leur mode de vie. Enfin, la table a une fonction sociale: « Beaucoup de personnes hésitent à recevoir des amis, ne sachant comment le faire. Nous leur donnons des conseils, et des recettes pour recevoir simplement. » Enfin, la revue répertorie une série d'adresses (où se loger, où manger lorsqu'on voyage en famille) et de « trucs » (congeler le gibier, réussir un cake, etc.).

* La Table, Prix du numéro: 7 F (dans les kiosques).

EXPOSITION PIÈCES UNIQUES TISSÉES À LA MAIN
15-30 NOVEMBRE, 11 heures-19 heures
Dominique Jegou Claire Raulin
MAISON ALPES-DAUPHINE, 2 PLACE DU THÉÂTRE-FRANÇAIS PARIS-1^{er}

Bien dormir sur un bon canapé!
Nous avons choisi cette semaine une chauffeuse sobre de ligne, très confortable et faisant un excellent lit de dépannage.
Prix à partir de 1.700 F.
Une boutique très spécialisée en canapés-lits s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles.
LA GUERANDE
13 bis, rue de Grenelle PARIS (7^e) - 543-33-33

DU PHOENIX AU FÉNIX

RAYMOND OLIVER a bien fait de débaptiser l'Assiette au beurre. C'est aussi la « déseubouquiner », marquée qu'elle restait des désastres de l'ineffable M. Bouquin. Donc, le *Grand Phoenix* a pris maintenant sa vitesse de croisière, avec sa cuisine « oliverienne », inspirée, et parfaitement réalisée par le jeune ignace, un futur grand. Ce *Grand Phoenix* devrait recevoir à déjeuner les hommes d'affaires soucieux

d'un cadre d'évasion (parking facile à quelques mètres) et à dîner, tard le soir, les gourmets de bonne compagnie. A la carte d'autisme, un curry de bouquets frais (30 F), une mousse de rascasse (28 F), une étuvée de poule faisane sauce carpe (42 F), un ris de veau aux cèpes (50 F) entre autres.

L'Académie du pure-malt whisky vient d'y donner son annuel déjeuner de remise des prix. Nos lauréats, Jean-Michel Rouzière

(directeur des théâtres du Palais-Royal et des Variétés) et Louis Pauley, s'entretenaient d'un ragout de crustacés au glénfidich et d'un saumon de perdreaux aux figues fraîches, lequel figure à la carte et a, déjà, trouvé des imitateurs.

La carte des vins, riche en bordeaux notamment, est en bel accord avec les plats, et je sais un amateur qui, avec les charlottes, vide allégrement sa demi-bouteille de sauternes Dolsy Daens, grand cru classé dont le fruit et la légèreté tiennent, je crois, à une nouvelle vinification: à l'abri de l'air autant qu'aux soins apportés au vignoble.

Jacqueline Fénix avait fait le succès du *Pot-au-feu* d'Asnières par le charme de son accueil et le feu timide de son regard. Puis, directrice du prétentieux et médiocre *Béguin*, nous l'avions perdue de vue. Il faut bien vivre! Le *Béguin* (qui vient d'être racheté par un Libanais, me dit-on) fut pour elle une bonne école... de ce qu'il ne faut pas faire! La voici chez elle et à l'enseigne personnalisée de Jacqueline Fénix. La salle est petite, de bon goût, et la carte alléchante. Depuis le potage aux herbes du jardin (14 F), la terrine (20 F) remarquablement goûteuse et s'inspirant des coquilles marinières, la salade de champignons, oignons et crème de ciboulette (16 F) jusqu'aux desserts (charlotte au chocolat sauce aux grains de café, 20 F, feuilleté aux poires caramélisées, 16 F).

J'ai goûté un merveilleux turbot rôti aux petits légumes (38 F), un ris de veau braisé aux saint-jacques (45 F) et une moutarde d'ennorets aux langoustines (34 F), véritable trouvaille d'un jeune cuisinier que, visiblement, sa patronne inspire de toute son expérience. A noter encore le sauté de canard aux

LA REYNIERE.

* Le *Grand Phoenix*, 11, rue Saint-Benoît (6^e). Tél. 268-57-41 (fermé dimanche).

* Jacqueline Fénix, 42, avenue de Neuilly, Neuilly-sur-Seine, Tél. 824-42-61 (fermé samedi et dimanche).

MIETTES

● Gilbert Lotot, un de nos meilleurs sommeliers (et il ne sont pas si nombreux), vient d'entrer au *Régence Plaza* (où la cave est de qualité). Roland, le directeur, s'en réjouit autant que ses clients.

● Pluie de courrier depuis la rentrée à propos des petits déjeuners à l'hôtel, avec les confitures d'usine, le beurre en mini-paquets (ne pourrait-on, demanda un lecteur, laisser au moins au client le choix de la confiture?). Et le même me signalant l'excellent thé et les exceptionnelles pâtisseries de *Grandin*, rue au Pain, à Saint-Germain-en-Laye, pour 15 F service compris, qualifié de scandale une addition du *Café de la Paix* (un grand crème, un chocolat et deux tartarets « de série » pour 28,70 F).

AINSI FONT, FONT FONT...
L'histoire des marionnettes est un roman fabuleux qui a commencé il y a quatre mille ans. La revue *l'Atelier* des métiers d'art consacre la partie essentielle de son numéro de novembre (n° 13) à la renaissance de ces figurines, célèbres dans l'Égypte et la Grèce antiques, puis en Extrême-Orient et en Europe, au Moyen Âge.
Aujourd'hui, de jeunes artisans d'art adaptent avec talent les marionnettes à notre temps. Elles sont fantaisies, romantiques, réalistes ou ironiques; tous les genres sont représentés, des simples « doigts » de feutrine à l'« homme-oiseau » aux immenses ailes.
L'Atelier des métiers d'art présente toutes ces recherches sur les nouvelles marionnettes, indique les adresses de leurs créateurs, donne des conseils pour en fabriquer soi-même, ainsi que la référence d'ouvrages qui leur sont consacrés, et aussi la liste des endroits où elles sont manipulées ou exposées. Un sujet passionnant à explorer avant les fêtes de fin d'année.
J. A.
* L'Atelier des métiers d'art, 18, rue Wirtz, 75013 Paris.

Rive gauche
viabrail
montparnasse
déjeuner, dîner, souper
tous les jours jusqu'à 4h du matin
et d'après à notre Club
orchestres bresiliens
10 rue de Valenciennes - Tél. 543-01-97
Café de nuit, club de nuit, club de jazz

Cantarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR: un DINER de FÊTE
pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15^e)
Tél: 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

SULLY DAUPHINE 55, avenue Poche (18^e) **FACE au BOIS**
Dans le cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADIT. - Des spécialités
Déj. d'aff. DINERS - PORTE DAUPHINE - SALONS - 553-25-47 (7. dim.)

À SAINT-GERMAIN DES PRÈS TOUTS LES JOURS
SAISON D'ÉTÉ 1976
LE PETIT ZINC
FRUITS DE MARCHÉ FRAIS, VIN DE FRANCE
LE FURSTENBERG
André PERREAU et son fils - Roger PARIS-SOUCHE
à la bière et au vin (L'Éclair du dimanche)
Le Münchener
BOULANGERIE, PÂTISSERIE, CUISINE
25, rue de Buci - Paris 6

SPECIALITES
Lyonnaises
- A LA FOIE -
ALEX GUINI est chef FOUCHEUX
1. dim., 2. r. Châtelet (01) - 325-77-68.

SIMON COHEN une sélection des plus fins
LES FEMMES SÉVRES
DINERS SOUPERS DE 18h30 à 21h
CHAMPS-ÉLYSÉES 100-101-102-103-104
Ligne 100-101-102-103-104

Rive droite
Restaurant
PIERRE
A la Fontaine Gallon
Grande cuisine
de tradition française (fermé dim.)
OPE. 67-64 - PLACE GALLON

LA RAPIÈRE (fermé le lundi)
au HOTEL D'ARTAGNAN
Déjeuners d'affaires
SOUPERS
SANTÉS REÇUES
44, rue TROUETTE, 7 236 6270

LA PETITE CHAISE
Fine cuisine dans un cadre d'époque
MENU: 26 F, vin compris
36, rue de Grenelle - BAR. 13-35

Doucet-Est
R. r. du 8-Mai (50 m. GARE EST)
Rez-chaussée BRASSERIE
MENU 22 F et sa Carte
Chateaux Formules avec Jours
42 (2 pers.). Ses Plats du jour
1^{er} étage REST. PANORAMIQUE
dans un cadre élégant - SALON
Spécial. du Chef et POISSONS
Ouvert jusqu'à 24 h. - 296-40-82

JOUR et NUIT
21, r. Berli, 12 h. à l'aube, ELY. 12-83
BANC D'HUITRES - SES VIANDES
les meilleures de Paris
Divers-Sport, 21 h. 30, menu 145 F TC

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
Tél. 770-01 1 h. 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

ELD LIVRE à DOMICILE
SON FOIE GRAS FRAIS
285-22-39

"27 vins"
que j'ai personnellement goûtés en compagnie de mon équipe et que je vous recommande en toute loyauté. Le rapport qualité-prix est indéniable.
Réf. Prix
M 1. Corn. de la Saubonne 1975. Bord. sup. 7,00
M 2. Châteauneuf du Pape 1975. St-Émilion 6,50
M 3. Domaine de Brulhac 1975. Graves 8,50
M 4. Ch. Châteauneuf 1975. St-Émilion 12,00
M 5. Ch. Sauternes 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 6. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 7. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 8. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 9. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 10. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 11. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 12. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 13. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 14. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 15. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 16. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 17. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 18. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 19. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 20. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 21. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 22. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 23. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 24. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 25. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 26. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
M 27. Ch. Lalande 1975. G. de C. St-Émilion 12,00
Steven Spurrier
CAVES DE LA MADELEINE
23, rue Royale (Cité Dreyer) 75008 Paris.
Consultez notre sélection: 265-92-41/265-09-82
Livraison tous les jours, Paris et province bandonne et en province par les Transports Mallard.
5 % remise par carton de 12 bouteilles.
10 % remise à partir de 5 cartons.

Château Léoville Las-Cases
GRAND CRU-CLASSE DU MEDOC
tous les ans fait un grand vin

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Paraire, Paris 17^e - 754-74-14

Environ de Paris
HALLES de RUNGIS - Autor. A6
10^e de Paris, face pavillon MARÉE
LA MARMITE
RUNGIS
HUITRES - POISSONS
menu d'affaire 55 F
DINERS DANSANTS
le samedi soir avec ORCHESTRE
4, Allée du BOURGOGNE RUNGIS
884 40 43
L. A. M.
24 h sur 24

Jeux

échecs

N° 683

(Tournoi par correspondance de première classe en Allemagne de l'Est.)
Blancs : H. POISSON.
Noirs : S. MATHER.
Défaite des deux.

Contre-attaque Traxler-Keres.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. g3 g6 4. f4 f5 5. g4 g5 6. f5 f6 7. g6 g7 8. f7 f8 9. g8 g9 10. f9 f10 11. g10 g11 12. f11 f12 13. g12 g13 14. f13 f14 15. g14 g15 16. f15 f16 17. g16 g17 18. f17 f18 19. g18 g19 20. f19 f20 21. g20 g21 22. f21 f22 23. g22 g23 24. f23 f24 25. g24 g25 26. f25 f26 27. g26 g27 28. f27 f28 29. g28 g29 30. f29 f30 31. g30 g31 32. f31 f32 33. g32 g33 34. f33 f34 35. g34 g35 36. f35 f36 37. g36 g37 38. f37 f38 39. g38 g39 40. f39 f40 41. g40 g41 42. f41 f42 43. g42 g43 44. f43 f44 45. g44 g45 46. f45 f46 47. g46 g47 48. f47 f48 49. g48 g49 50. f49 f50 51. g50 g51 52. f51 f52 53. g52 g53 54. f53 f54 55. g54 g55 56. f55 f56 57. g56 g57 58. f57 f58 59. g58 g59 60. f59 f60 61. g60 g61 62. f61 f62 63. g62 g63 64. f63 f64 65. g64 g65 66. f65 f66 67. g66 g67 68. f67 f68 69. g68 g69 70. f69 f70 71. g70 g71 72. f71 f72 73. g72 g73 74. f73 f74 75. g74 g75 76. f75 f76 77. g76 g77 78. f77 f78 79. g78 g79 80. f79 f80 81. g80 g81 82. f81 f82 83. g82 g83 84. f83 f84 85. g84 g85 86. f85 f86 87. g86 g87 88. f87 f88 89. g88 g89 90. f89 f90 91. g90 g91 92. f91 f92 93. g92 g93 94. f93 f94 95. g94 g95 96. f95 f96 97. g96 g97 98. f97 f98 99. g98 g99 100. f99 f100 101. g100 g101 102. f101 f102 103. g102 g103 104. f103 f104 105. g104 g105 106. f105 f106 107. g106 g107 108. f107 f108 109. g108 g109 110. f109 f110 111. g110 g111 112. f111 f112 113. g112 g113 114. f113 f114 115. g114 g115 116. f115 f116 117. g116 g117 118. f117 f118 119. g118 g119 120. f119 f120 121. g120 g121 122. f121 f122 123. g122 g123 124. f123 f124 125. g124 g125 126. f125 f126 127. g126 g127 128. f127 f128 129. g128 g129 130. f129 f130 131. g130 g131 132. f131 f132 133. g132 g133 134. f133 f134 135. g134 g135 136. f135 f136 137. g136 g137 138. f137 f138 139. g138 g139 140. f139 f140 141. g140 g141 142. f141 f142 143. g142 g143 144. f143 f144 145. g144 g145 146. f145 f146 147. g146 g147 148. f147 f148 149. g148 g149 150. f149 f150 151. g150 g151 152. f151 f152 153. g152 g153 154. f153 f154 155. g154 g155 156. f155 f156 157. g156 g157 158. f157 f158 159. g158 g159 160. f159 f160 161. g160 g161 162. f161 f162 163. g162 g163 164. f163 f164 165. g164 g165 166. f165 f166 167. g166 g167 168. f167 f168 169. g168 g169 170. f169 f170 171. g170 g171 172. f171 f172 173. g172 g173 174. f173 f174 175. g174 g175 176. f175 f176 177. g176 g177 178. f177 f178 179. g178 g179 180. f179 f180 181. g180 g181 182. f181 f182 183. g182 g183 184. f183 f184 185. g184 g185 186. f185 f186 187. g186 g187 188. f187 f188 189. g188 g189 190. f189 f190 191. g190 g191 192. f191 f192 193. g192 g193 194. f193 f194 195. g194 g195 196. f195 f196 197. g196 g197 198. f197 f198 199. g198 g199 200. f199 f200 201. g200 g201 202. f201 f202 203. g202 g203 204. f203 f204 205. g204 g205 206. f205 f206 207. g206 g207 208. f207 f208 209. g208 g209 210. f209 f210 211. g210 g211 212. f211 f212 213. g212 g213 214. f213 f214 215. g214 g215 216. f215 f216 217. g216 g217 218. f217 f218 219. g218 g219 220. f219 f220 221. g220 g221 222. f221 f222 223. g222 g223 224. f223 f224 225. g224 g225 226. f225 f226 227. g226 g227 228. f227 f228 229. g228 g229 230. f229 f230 231. g230 g231 232. f231 f232 233. g232 g233 234. f233 f234 235. g234 g235 236. f235 f236 237. g236 g237 238. f237 f238 239. g238 g239 240. f239 f240 241. g240 g241 242. f241 f242 243. g242 g243 244. f243 f244 245. g244 g245 246. f245 f246 247. g246 g247 248. f247 f248 249. g248 g249 250. f249 f250 251. g250 g251 252. f251 f252 253. g252 g253 254. f253 f254 255. g254 g255 256. f255 f256 257. g256 g257 258. f257 f258 259. g258 g259 260. f259 f260 261. g260 g261 262. f261 f262 263. g262 g263 264. f263 f264 265. g264 g265 266. f265 f266 267. g266 g267 268. f267 f268 269. g268 g269 270. f269 f270 271. g270 g271 272. f271 f272 273. g272 g273 274. f273 f274 275. g274 g275 276. f275 f276 277. g276 g277 278. f277 f278 279. g278 g279 280. f279 f280 281. g280 g281 282. f281 f282 283. g282 g283 284. f283 f284 285. g284 g285 286. f285 f286 287. g286 g287 288. f287 f288 289. g288 g289 290. f289 f290 291. g290 g291 292. f291 f292 293. g292 g293 294. f293 f294 295. g294 g295 296. f295 f296 297. g296 g297 298. f297 f298 299. g298 g299 300. f299 f300 301. g300 g301 302. f301 f302 303. g302 g303 304. f303 f304 305. g304 g305 306. f305 f306 307. g306 g307 308. f307 f308 309. g308 g309 310. f309 f310 311. g310 g311 312. f311 f312 313. g312 g313 314. f313 f314 315. g314 g315 316. f315 f316 317. g316 g317 318. f317 f318 319. g318 g319 320. f319 f320 321. g320 g321 322. f321 f322 323. g322 g323 324. f323 f324 325. g324 g325 326. f325 f326 327. g326 g327 328. f327 f328 329. g328 g329 330. f329 f330 331. g330 g331 332. f331 f332 333. g332 g333 334. f333 f334 335. g334 g335 336. f335 f336 337. g336 g337 338. f337 f338 339. g338 g339 340. f339 f340 341. g340 g341 342. f341 f342 343. g342 g343 344. f343 f344 345. g344 g345 346. f345 f346 347. g346 g347 348. f347 f348 349. g348 g349 350. f349 f350 351. g350 g351 352. f351 f352 353. g352 g353 354. f353 f354 355. g354 g355 356. f355 f356 357. g356 g357 358. f357 f358 359. g358 g359 360. f359 f360 361. g360 g361 362. f361 f362 363. g362 g363 364. f363 f364 365. g364 g365 366. f365 f366 367. g366 g367 368. f367 f368 369. g368 g369 370. f369 f370 371. g370 g371 372. f371 f372 373. g372 g373 374. f373 f374 375. g374 g375 376. f375 f376 377. g376 g377 378. f377 f378 379. g378 g379 380. f379 f380 381. g380 g381 382. f381 f382 383. g382 g383 384. f383 f384 385. g384 g385 386. f385 f386 387. g386 g387 388. f387 f388 389. g388 g389 390. f389 f390 391. g390 g391 392. f391 f392 393. g392 g393 394. f393 f394 395. g394 g395 396. f395 f396 397. g396 g397 398. f397 f398 399. g398 g399 400. f399 f400 401. g400 g401 402. f401 f402 403. g402 g403 404. f403 f404 405. g404 g405 406. f405 f406 407. g406 g407 408. f407 f408 409. g408 g409 410. f409 f410 411. g410 g411 412. f411 f412 413. g412 g413 414. f413 f414 415. g414 g415 416. f415 f416 417. g416 g417 418. f417 f418 419. g418 g419 420. f419 f420 421. g420 g421 422. f421 f422 423. g422 g423 424. f423 f424 425. g424 g425 426. f425 f426 427. g426 g427 428. f427 f428 429. g428 g429 430. f429 f430 431. g430 g431 432. f431 f432 433. g432 g433 434. f433 f434 435. g434 g435 436. f435 f436 437. g436 g437 438. f437 f438 439. g438 g439 440. f439 f440 441. g440 g441 442. f441 f442 443. g442 g443 444. f443 f444 445. g444 g445 446. f445 f446 447. g446 g447 448. f447 f448 449. g448 g449 450. f449 f450 451. g450 g451 452. f451 f452 453. g452 g453 454. f453 f454 455. g454 g455 456. f455 f456 457. g456 g457 458. f457 f458 459. g458 g459 460. f459 f460 461. g460 g461 462. f461 f462 463. g462 g463 464. f463 f464 465. g464 g465 466. f465 f466 467. g466 g467 468. f467 f468 469. g468 g469 470. f469 f470 471. g470 g471 472. f471 f472 473. g472 g473 474. f473 f474 475. g474 g475 476. f475 f476 477. g476 g477 478. f477 f478 479. g478 g479 480. f479 f480 481. g480 g481 482. f481 f482 483. g482 g483 484. f483 f484 485. g484 g485 486. f485 f486 487. g486 g487 488. f487 f488 489. g488 g489 490. f489 f490 491. g490 g491 492. f491 f492 493. g492 g493 494. f493 f494 495. g494 g495 496. f495 f496 497. g496 g497 498. f497 f498 499. g498 g499 500. f499 f500 501. g500 g501 502. f501 f502 503. g502 g503 504. f503 f504 505. g504 g505 506. f505 f506 507. g506 g507 508. f507 f508 509. g508 g509 510. f509 f510 511. g510 g511 512. f511 f512 513. g512 g513 514. f513 f514 515. g514 g515 516. f515 f516 517. g516 g517 518. f517 f518 519. g518 g519 520. f519 f520 521. g520 g521 522. f521 f522 523. g522 g523 524. f523 f524 525. g524 g525 526. f525 f526 527. g526 g527 528. f527 f528 529. g528 g529 530. f529 f530 531. g530 g531 532. f531 f532 533. g532 g533 534. f533 f534 535. g534 g535 536. f535 f536 537. g536 g537 538. f537 f538 539. g538 g539 540. f539 f540 541. g540 g541 542. f541 f542 543. g542 g543 544. f543 f544 545. g544 g545 546. f545 f546 547. g546 g547 548. f547 f548 549. g548 g549 550. f549 f550 551. g550 g551 552. f551 f552 553. g552 g553 554. f553 f554 555. g554 g555 556. f555 f556 557. g556 g557 558. f557 f558 559. g558 g559 560. f559 f560 561. g560 g561 562. f561 f562 563. g562 g563 564. f563 f564 565. g564 g565 566. f565 f566 567. g566 g567 568. f567 f568 569. g568 g569 570. f569 f570 571. g570 g571 572. f571 f572 573. g572 g573 574. f573 f574 575. g574 g575 576. f575 f576 577. g576 g577 578. f577 f578 579. g578 g579 580. f579 f580 581. g580 g581 582. f581 f582 583. g582 g583 584. f583 f584 585. g584 g585 586. f585 f586 587. g586 g587 588. f587 f588 589. g588 g589 590. f589 f590 591. g590 g591 592. f591 f592 593. g592 g593 594. f593 f594 595. g594 g595 596. f595 f596 597. g596 g597 598. f597 f598 599. g598 g599 600. f599 f600 601. g600 g601 602. f601 f602 603. g602 g603 604. f603 f604 605. g604 g605 606. f605 f606 607. g606 g607 608. f607 f608 609. g608 g609 610. f609 f610 611. g610 g611 612. f611 f612 613. g612 g613 614. f613 f614 615. g614 g615 616. f615 f616 617. g616 g617 618. f617 f618 619. g618 g619 620. f619 f620 621. g620 g621 622. f621 f622 623. g622 g623 624. f623 f624 625. g624 g625 626. f625 f626 627. g626 g627 628. f627 f628 629. g628 g629 630. f629 f630 631. g630 g631 632. f631 f632 633. g632 g633 634. f633 f634 635. g634 g635 636. f635 f636 637. g636 g637 638. f637 f638 639. g638 g639 640. f639 f640 641. g640 g641 642. f641 f642 643. g642 g643 644. f643 f644 645. g644 g645 646. f645 f646 647. g646 g647 648. f647 f648 649. g648 g649 650. f649 f650 651. g650 g651 652. f651 f652 653. g652 g653 654. f653 f654 655. g654 g655 656. f655 f656 657. g656 g657 658. f657 f658 659. g658 g659 660. f659 f660 661. g660 g661 662. f661 f662 663. g662 g663 664. f663 f664 665. g664 g665 666. f665 f666 667. g666 g667 668. f667 f668 669. g668 g669 670. f669 f670 671. g670 g671 672. f671 f672 673. g672 g673 674. f673 f674 675. g674 g675 676. f675 f676 677. g676 g677 678. f677 f678 679. g678 g679 680. f679 f680 681. g680 g681 682. f681 f682 683. g682 g683 684. f683 f684 685. g684 g685 686. f685 f686 687. g686 g687 688. f687 f688 689. g688 g689 690. f689 f690 691. g690 g691 692. f691 f692 693. g692 g693 694. f693 f694 695. g694 g695 696. f695 f696 697. g696 g697 698. f697 f698 699. g698 g699 700. f699 f700 701. g700 g701 702. f701 f702 703. g702 g703 704. f703 f704 705. g704 g705 706. f705 f706 707. g706 g707 708. f707 f708 709. g708 g709 710. f709 f710 711. g710 g711 712. f711 f712 713. g712 g713 714. f713 f714 715. g714 g715 716. f715 f716 717. g716 g717 718. f717 f718 719. g718 g719 720. f719 f720 721. g720 g721 722. f721 f722 723. g722 g723 724. f723 f724 725. g724 g725 726. f725 f726 727. g726 g727 728. f727 f728 729. g728 g729 730. f729 f730 731. g730 g731 732. f731 f732 733. g732 g733 734. f733 f734 735. g734 g735 736. f735 f736 737. g736 g737 738. f737 f738 739. g738 g739 740. f739 f740 741. g740 g741 742. f741 f742 743. g742 g743 744. f743 f744 745. g744 g745 746. f745 f746 747. g746 g747 748. f747 f748 749. g748 g749 750. f749 f750 751. g750 g751 752. f751 f752 753. g752 g753 754. f753 f754 755. g754 g755 756. f755 f756 757. g756 g757 758. f757 f758 759. g758 g759 760. f759 f760 761. g760 g761 762. f761 f762 763. g762 g763 764. f763 f764 765. g764 g765 766. f765 f766 767. g766 g767 768. f767 f768 769. g768 g769 770. f769 f770 771. g770 g771 772. f771 f772 773. g772 g773 774. f773 f774 775. g774 g775 776. f775 f776 777. g776 g777 778. f777 f778 779. g778 g779 780. f779 f780 781. g780 g781 782. f781 f782 783. g782 g783 784. f783 f784 785. g784 g785 786. f785 f786 787. g786 g787 788. f787 f788 789. g788 g789 790. f789 f790 791. g790 g791 792. f791 f792 793. g792 g793 794. f793 f794 795. g794 g795 796. f795 f796 797. g796 g797 798. f797 f798 799. g798 g799 800. f799 f800 801. g800 g801 802. f801 f802 803. g802 g803 804. f803 f804 805. g804 g805 806. f805 f806 807. g806 g807 808. f807 f808 809. g808 g809 810. f809 f810 811. g810 g811 812. f811 f812 813. g812 g813 814. f813 f814 815. g814 g815 816. f815 f816 817. g816 g817 818. f817 f818 819. g818 g819 820. f819 f820 821. g820 g821 822. f821 f822 823. g822 g823 824. f823 f824 825. g824 g825 826. f825 f826 827. g826 g827 828. f827 f828 829. g828 g829 830. f829 f830 831. g830 g831 832. f831 f832 833. g832 g833 834. f833 f834 835. g834 g835 836. f835 f836 837. g836 g837 838. f837 f838 839. g838 g839 840. f839 f840 841. g840 g841 842. f841 f842 843. g842 g843 844. f843 f844 845. g844 g845 846. f845 f846 847. g846 g847 848. f847 f848 849. g848 g849 850. f849 f850 851. g850 g851 852. f851 f852 853. g852 g853 854. f853 f854 855. g854 g855 856. f855 f856 857. g856 g857 858. f857 f858 859. g858 g859 860. f859 f860 861. g860 g861 862. f861 f862 863. g862 g863 864. f863 f864 865. g864 g865 866. f865 f866 867. g866 g867 868. f867 f868 869. g868 g869 870. f869 f870 871. g870 g871 872. f871 f872 873. g872 g873 874. f873 f874 875. g874 g875 876. f875 f876 877. g876 g877 878. f877 f878 879. g878 g879 880. f879 f880 881. g880 g881 882. f881 f882 883. g882 g883 884. f883 f884 885. g884 g885 886. f885 f886 887. g886 g887 888. f887 f888 889. g888 g889 890. f889 f890 891. g890 g891 892. f891 f892 893. g892 g893 894. f893 f894 895. g894 g895 896. f895 f896 897. g896 g897 898. f897 f898 899. g898 g899 900. f899 f900 901. g900 g901 902. f901 f902 903. g902 g903 904. f903 f904 905. g904 g905 906. f905 f906 907. g906 g907 908. f907 f908 909. g908 g909 910. f909 f910 911. g910 g911 912. f911 f912 913. g912 g913 914. f913 f914 915. g914 g915 916. f915 f916 917. g916 g917 918. f917 f918 919. g918 g919 920. f919 f920 921. g920 g921 922. f921 f922 923. g922 g923 924. f923 f924 925. g924 g925 926. f925 f926 927. g926 g927 928. f927 f928 929. g928 g929 930. f929 f930 931. g930 g931 932. f931 f932 933. g932 g933 934. f933 f934 935. g934 g935 936. f935 f936 937. g936 g937 938. f937 f938 939. g938 g939 940. f939 f940 941. g940 g941 942. f941 f942 943. g942 g943 944. f943 f944 945. g944 g945 946. f945 f946 947. g946 g947 948. f947 f9

SPÉLÉOLOGIE

SCIENCES

SPORTS

PRÈS LE RETOUR DE L'ÉQUIPE DE SECOURS

In spéléologue reste bloqué dans le Vercors

Les quatre sauveteurs qui étaient bloqués, depuis le mercredi 9 novembre, dans la grotte de Gourmier (Isère), en sont sortis sains et saufs dans la nuit du 11 au 12 novembre. Le directeur des secours, M. Othman Sabat, a indiqué que les recherches allaient continuer pour retrouver la troisième spéléologue lyonnaise, M. Michel Schmidt, qui avait été surpris avec ses deux compagnons, MM. Roland Chenevier et Daniel Trouilleux, par une brusque montée des eaux qui s'est produite durant le dernier week-end dans le réseau souterrain de Choralanche.

DANS LA GROTTES DE GOURMIER

par PIERRE MINVIELLE

S'ouvrant par un haut porche au nord du cirque de Choralanche, la grotte de Gourmier est l'une des cavités les plus connues de la France souterraine. Avant-guerre déjà, les spéléologues du Club alpin français, notamment André Bourgin, Jean Daudou et Marcel Ichac, avaient localisé la coulée stalagmitique qui surplombe le lac souterrain dont la nappe glauque occupe le vestibule de la caverne et découvre en amont de l'habitation un long et beau siphon fossile. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Pierre Chenevier et son équipe découvraient à leur tour la présence d'une rivière souterraine au fond de la grotte et parvenaient à une salle où confluaient deux cascades.

En 1968, l'équipe du Spéléo-club de la Seine, sous la conduite de Georges et Alain Marbach et de Jean-Claude Dobrilla, poursuivait l'exploration au-delà de l'une de ces cascades, remontant un ruisseau souterrain jusqu'à un siphon situé à 270 mètres au-dessus de l'entrée de la grotte et à près de 7 kilomètres de son orifice. D'où provenait cette eau ? L'origine de cette circulation souterraine jusqu'alors mystérieuse, fut éclaircie par une coloration effectuée par le S.C. de la Seine au fond de la grotte de Bury, une cavité du plateau de Presles qui domine le cirque de Choralanche. La fluorescence ressortit non seulement à Gourmier, mais apparut aussi aux autres résurgences du cirque de Choralanche : celle de Courin et celle de Chevaline. Bury, la grotte de Bury et le delta de Choralanche, une jonction pouvait-elle être établie ? Depuis dix ans, c'est cet espoir qui fait courir les spéléologues sous le plateau de Presles.

La descente de la grotte de Bury, par Marbach et Dobrilla, a permis d'atteindre un siphon situé à 354 mètres sous le surface du plateau. Remontant alors par les grottes de Courin et Chevaline, les spéléologues établirent une jonction entre ces deux cavités. L'hydrologie souterraine du plateau de Presles s'en trouva, certes, approfondie, mais cette liaison ne résolut ni l'interconnexion de toutes ces résurgences, puisque la

rivière de Gourmier reste une circulation indépendante, ni la communication entre le delta de Choralanche et la grotte de Bury.

Tenter de rattracher la partie basse et la partie haute de cette étrange circulation souterraine fut désormais le rêve de maints groupes de spéléologues, et notamment du Spéléo-Club de Lyon.

En 1974, sous la conduite de Roland Chenevier, le S.C. de Lyon s'attaqua à la grotte de Gourmier et franchissait un siphon alimentant la deuxième cascade notée jadis par Chenevier. Un second cours d'eau était ainsi révélé dans cette grotte. Un cours d'eau qui descendait peut-être de la grotte de Bury ! Remontant le cours de cette seconde rivière, baptisée Affluent des Lyonnais, le S.C. de Lyon franchissait le 11 novembre 1975, un deuxième siphon et parcourait 1 200 mètres de galerie. On approchait de plus en plus la grotte de Bury. La topographie fit même apparaître la très grande proximité, tant en altitude que sur le plan horizontal, entre les extrémités des deux cavités. N'allait-on pas enfin réaliser cette jonction tant espérée ?

Dans ce but, l'équipe lyonnaise, qui connaissait parfaitement la grotte et le régime de ses eaux, choisit, pour tenter sa chance, les premiers jours de novembre parce que cette période correspond à un étiage de la rivière souterraine consécutif aux premières chutes de neige. Malheureusement, un imprévisible coup de foehn qui fit fondre la neige provoqua une très brutale montée des eaux dans tous les conduits souterrains du plateau de Presles au moment même où des pluies s'abattaient sur le massif.

Dans ces conditions, l'espoir de retrouver vivants Michel Schmidt, le troisième spéléologue, disparu dans Gourmier, s'amenuisa. Néanmoins, il convient de noter que, dans la partie précise précise où se déroulait la tragique expédition existait au moins deux secteurs fossiles : la galerie Blanche et la salle du S.C. de Lyon, que leur disposition met à l'abri des crues. La question est de savoir si le spéléologue dont on est sans nouvelles a pu se réfugier dans l'une de ces portions relativement sèches.

LE COMITÉ DES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES DU CNES SERA PRÉSIDÉ PAR M. RAYMOND CASTAING.

M. Raymond Castaing, professeur à l'université de Paris-Sud, président le comité des programmes scientifiques du Centre national d'études spatiales (CNES), conformément à un récent arrêté du ministre de l'Industrie et de la recherche qui, en outre, nomme les onze autres membres du comité (astronomes, médecins, géophysiciens et physiciens) de ce comité.

En application du décret du 27 janvier 1976, qui a réorganisé le CNES, le comité des programmes scientifiques assiste le conseil d'administration du CNES et lui fournit avis et rapports sur l'activité scientifique des programmes de recherche en matière spatiale.

MÉDECINE

UN SOUTIEN-GORGE POUR DÉTECTER LES TUMEURS MAMMAIRES

Un soutien-gorge thermocoloré qui révèle la température des seins et met en évidence par des différences de couleur les zones plus chaudes, suspectées d'être cancéreuses, vient d'être mis au point par le professeur Gros (Strasbourg) avec l'aide d'une firme fabriquant des soutiens-gorge.

Les cellules tumorales sont plus actives que les cellules normales, notamment à cause de leur vitesse de multiplication, et dégagent, de ce fait, plus de chaleur. C'est pourquoi l'un des signes de la détection du cancer repose sur ce principe : c'est la thermographie.

Le professeur Gros a eu l'idée d'adapter cette technique au soutien-gorge particulier des tumeurs mammaires. Elle consiste en une imprégnation des soutiens-gorge par des cristaux liquides qui ont la particularité de se colorer différemment en fonction de la chaleur. Cependant, un même modèle ne peut servir pour toutes les femmes, et seize prototypes différents ont été réalisés de façon à être bien adaptés. Ces soutiens-gorge varient d'une part en fonction de la grosseur des seins et d'autre part en fonction de la chaleur initiale du sein. On distingue, en effet, des femmes à « seins chauds » et des femmes à « seins froids ».

Ce soutien-gorge thermocoloré, a souligné le professeur Gros, doit être utilisé exclusivement aux médecins, et il n'est nullement envisagé de le mettre en vente à la disposition de tous.

FAITS DIVERS

● Une jeune fille originaire des Ardennes, M. Michel Bourgeois, vingt-trois ans, est décédée dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 novembre dans des conditions mystérieuses au centre d'entraînement des services de l'Intendance d'Angoulême (Charente). Il a été retrouvé mort, vers six heures du matin, devant la porte d'entrée du bâtiment où il logeait. L'autopsie, demandée par le juge d'instruction, a fait apparaître que le décès était accidentel. Une information pour rechercher les causes de la mort a été ouverte et une commission rogatoire délivrée aux gendarmes.

● Une explosion s'est produite vendredi matin 12 novembre à 6 heures dans un atelier de peinture, à l'usine des cycles Peugeot de Beaulieu-Mandeure (Doubs). Dix-huit personnes ont été blessées et deux d'entre elles, grièvement brûlées, ont dû être transportées à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Selon les premières constatations de la gendarmerie de Valentigney, l'accident aurait été provoqué par la surchauffe et l'explosion d'un four de séchage des laques.

● Drogue : une nouvelle victime. — Après le décès, lundi 8 novembre, dans la région toulousaine, d'un jeune homme, Daniel Casale, dix-huit ans, victime d'une dose excessive d'héroïne (le Monde du 11 novembre), un étudiant parisien, âgé de dix-sept ans, est mort, mercredi 10 novembre, de la même façon. Le jeune homme, qui se trouvait mercredi soir avec plusieurs autres personnes dans un studio situé 18, rue Condorcet à Paris (9^e), s'était, en leur compagnie, injecté une solution d'héroïne et de caféine. Fils de médecin, il devait décider sans avoir repris connaissance, malgré l'intervention d'un médecin et du service d'aide médicale urgente (SAMU).

LES FÉDÉRATIONS FRANÇAISES FACE À L'HORIZON 80 DES JEUX OLYMPIQUES

ESCRIME : priorité aux clubs et à la décentralisation

Priorité aux clubs et à la décentralisation, cette orientation définie par la Fédération française d'escrime a déjà fait ses preuves si l'on en juge par l'expérience de la Fédération de judo. Dans bien des cas, en revanche, la politique de décentralisation n'en est qu'à l'état d'ébauche, ce qui semble porter préjudice à bien des disciplines sportives. « Le Monde » des 9, 11 et 12 novembre.

Il faudra s'y habituer. On ne reverra plus quelques-uns de ces escrimeurs qui depuis les Jeux olympiques de Tokyo en 1964 ont maintenu l'escrime française parmi les meilleures du monde. Christian Noël, champion du Monde de fleuret 1973 et 1975, et cinq fois médaillé aux Jeux, abandonne la compétition avec Jacques Lodegallerie, médaillé d'argent à l'épée, à Munich, de même que Bernard Dumont et sa femme Brigitte, médaillée d'argent par équipe à Montréal. Daniel Revau et Bernard Talvard n'ont pas encore pris de décision.

Une médaille d'argent (fleuret dames par équipe), deux médailles de bronze (Bernard Talvard et fleuret messieurs par équipe) et fleuret messieurs par équipe. Dans la grille de la délégation olympique française, les escrimeurs se sont une nouvelle fois mis en lumière en gagnant à eux seuls le tiers de nos médailles. S'il se montre quantitativement satisfait par ce résultat, M. Jacques Donnadieu, le directeur technique national, ne cache pas qu'il a été très agréablement surpris par les dames, mais aussi un peu déçu par les fleuretistes qui détenaient en 1976 les deux titres mondiaux individuels (Christian Noël) et par équipe.

L'équipe de Moscou

Cette déception est d'autant plus compréhensible que, la victoire de l'Italien Dai Zotto et plus encore celle de l'équipe de République fédérale d'Allemagne, traduisent un recul des ferrailleurs classiques au profit de fleuretistes proches des épéistes. Pour

M. Donnadieu, c'est un problème d'arbitrage qui devra être résolu avant les Jeux olympiques de Moscou en 1980.

Les générations spontanées n'existant pas en escrime, sport qui réclame de nombreuses années d'apprentissage technique, les responsables de la Fédération française (F.F.E.) connaissent déjà l'ossature de leur équipe pour les Jeux de Moscou. Sauf accident, on devrait retrouver au fleuret Frédéric Pietruska (22 ans), Didier Flament (25 ans) et Bruno Boscherie (24 ans), à l'épée Philippe Boisse (21 ans) et Philippe Riboud (19 ans), au sabre Philippe Bena (24 ans) et Patrick Guivrin (24 ans) et au fleuret féminin une équipe particulièrement redoutable avec Brigitte Lalrille (18 ans), Christine Frazio (25 ans), Pascale (10 ans) et Véronique Trinquet (20 ans), et peut-être Claudie Josland (30 ans).

Pour leur préparation, la F.F.E. fera plus que jamais confiance aux clubs. L'échec relatif des deux sports-études de Font-Romeu et de Bergerac et la possibilité pour un escrimeur de se maintenir au meilleur niveau en consacrant à l'entraînement deux à trois heures de deux heures par semaine, évite à la F.F.E. la mise en place d'usines à champions.

Dans les années à venir, les efforts de la fédération devront porter sur un élargissement du recrutement pour permettre à l'escrime de sortir de ses centres traditionnels. Nul ne songe à nier qu'il existe un problème d'encadrement. Les maîtres d'armes, formés à raison d'une vingtaine par promotion et à raison de deux années d'études à plein temps à l'Institut national des sports, préférant le plus souvent rester dans la région parisienne où la clientèle est la plus large. Une formation décentralisée dans les C.R.E.P.S. (Centres régionaux d'éducation sportive) permettrait peut-être de les retenir dans leur région d'origine. Un effort devrait d'autre part être fait pour mieux intégrer et intéresser les maîtres d'armes à la marche des clubs. Enfin plusieurs mesures ont été prises pour que les clubs de province puissent conserver les meilleurs éléments qu'ils ont formés.

Ainsi, depuis cette année, un escrimeur n'est plus obligé d'être licencié dans la ville où il réside. La fédération a d'autre part multiplié les compétitions inter-régionales et les stages régionaux, surtout chez les cadets.

Moins de leçons

Pour provoquer l'intérêt des jeunes, la pédagogie de l'escrime a été modifiée. Elle comporte désormais moins de leçons et beaucoup plus d'assauts. Avec les fédérations de lutte et de tennis, la F.F.E. avait créé des centres d'initiation, intégrés par la suite aux centres d'animation sportive (C.A.S.).

Plus de 10 000 fleurets en fibre de verre ont été mis gratuitement à la disposition de 110 CAS où les jeunes peuvent être initiés gratuitement à l'escrime pendant deux trimestres avant d'être dirigés vers les clubs.

Ces efforts ont déjà porté leurs fruits puisque de 1973 à 1976, les effectifs de la F.F.E. sont passés de 17 000 à 25 000 licenciés, soit une progression de 48 %. Jugée anachronique par certains, l'escrime n'a jamais été aussi populaire en France. Quelle discipline peut, en effet, permettre à ses champions de briser des médailles olympiques en menant une vie « normale » grâce à un entraînement limité à six heures par semaine ?

GÉRARD ALBOUY.

Prochain article :

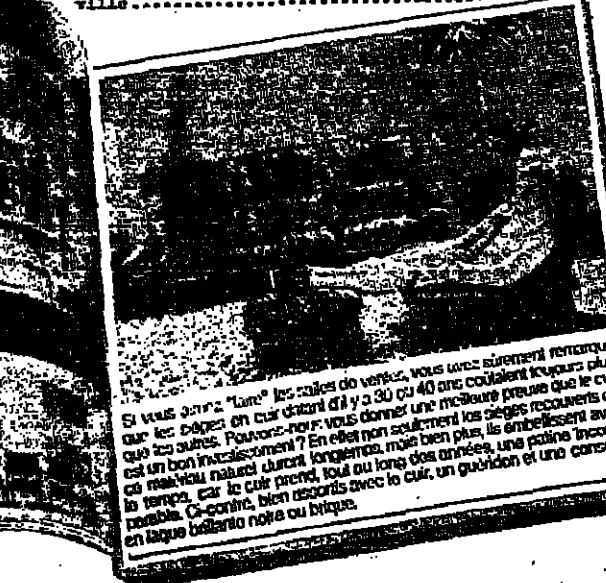
GYMNASTIQUE : POUR UNE EXTENSION GÉOGRAPHIQUE DES CHANGES

HIPPISME. — Le prix Week-end, disputé jeudi 11 novembre à Auteuil et réservé aux paires couplées et tiercés, a été remporté par Dark-Prince (509), suivi de Chambro (512) et de Moshi (513). La combinaison gagnante est donc : 9, 12, 13.

lettre ouverte à roche-bobois

Messieurs, Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier contemporain. J'espère y découvrir des idées nouvelles et y trouver des exemples et des conseils de décoration. J'ai bien noté que si les catalogues ROCHÉ-BOBOIS, cependant, je souhaite que vous ne le fassiez parvenir ci-joint 7 francs en timbres (ou en chèque postal ou bancaire) que vous ne remboursez en cas d'achat.

nom :
adresse :
ville :



VIEN DE PARAÎTRE LE CATALOGUE ROCHÉ-BOBOIS

Le catalogue R-B 77 (148 pages couleurs - 416 photos couleurs - 2877 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHÉ-BOBOIS B.P. 275-09 75004 PARIS CEDEX 02. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans le cuir. Une seule et unique adresse : le siège cuir. Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

Une opération prix verté sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.

Copacabana

Sully

de 6.000 à 9.000 f.

Atlanta

Bahia

Amboise

de 9.000 à 11.000 f.

Cherbourg

Balmoral

Californie

Miami

de 11.000 à 15.000 f.

Chevron

London

Philadelphie

de 15.000 à 20.000 f.

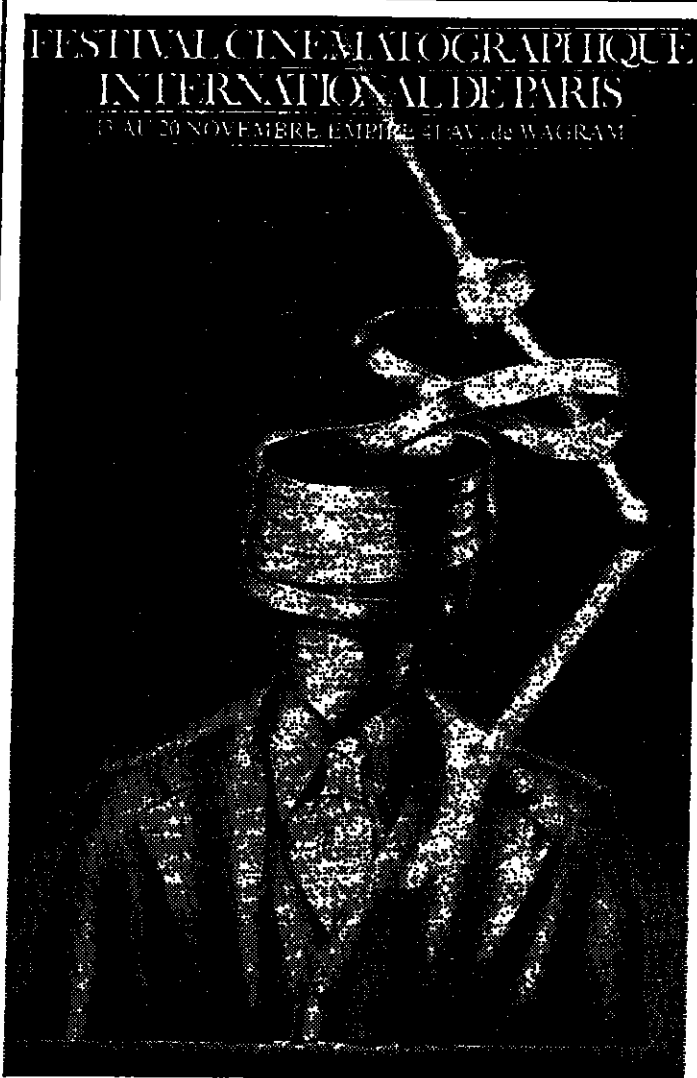
Un salon cuir "TEXAS" 5 places. Prix d'ouverture 3950 f. (quantité limitée). Le salon TEXAS est composé de 3 pièces (120x170x80).

Vous êtes résident moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite à CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER

176 à 182 boulevard de Charonne 75002 PARIS
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h 30 - mardi de 10 h à 19 h 30
Vendredi : jusqu'à 22 h (sauf interruption de 10 h à 22 h)
Tel. 378.35.13/25.68/35.69 - Parking dans l'immeuble
RER : Nation - METRO : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX



FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS
17 AU 20 NOVEMBRE EMPIRE ET AV. de WAGRAM

SAMEDI 13

SELECTION OFFICIELLE : CŒUR DE VERRE
de Werner Herzog / R.F.A. / 11 h - 15 h - 21 h

PREMIERE VISION EN FRANCE : DERSU UZALA
de Akira Kurosawa / Japon / 11 h - 17 h - 19 h 30

PANORAMA 76 : LE RETOUR DU FILS PRODIGE
de Youssef Chahine / R.A.U. / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA FIN DU MONDE
de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :
STADT UND LAND UND SO WEITER
de Manfred Blank / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :
L'AMOUR TERRESTRE
de Evgenii Matveiev / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :
L'ANGE IVRE de Akira Kurosawa / 9 h - 13 h

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 : SOLE / 1860
de Alessandro Blasetti / 11 h - 21 h 45

DIMANCHE 14

SELECTION OFFICIELLE : LE COUP DE GRACE
de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta / R.F.A. / 9 h - 13 h - 20 h

L'OMBRE DES CHATEAUX
de Daniel Duval / France / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIERE VISION EN FRANCE :
REQUIEM POUR UN REVOLUTIONNAIRE
de Ferenc Grunwaldsky / Hongrie / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : SAFRANA ou le droit à la parole
de Sydney Sokhona / Mauritanie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA ROUE (1ère partie)
de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :
LA DECHANCE DE FRANTZ BLUM
de Reinhardt Hauff / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS :
DES JOURNEES ENTIERES DANS LES ARBRES
de M. Duras / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :
LES TZIGANES MONTENT AU CIEL
de Emilie Lotianu / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :
LE DUEL SILENCIEUX de Akira Kurosawa / 9 h - 13 h

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :
VECCHIA GUARDIA
de Alessandro Blasetti / 11 h - 21 h 45

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT
Sam. : La belle équipe / Dim. : Gueule d'Amour

PRESENCE DU CINEMA SOVIETIQUE / THEATRE 71
Sam. 20 h 30 : L'Étoile / 22 h : La pomme rouge
Dim. 15 h : Comment le tsar Pierre le Grand...
17 h : L'eau vivante

Renseignements et réservations :
L'EMPIRE. Tél. : 766-59-19.
Prix : 10 F double séance (9 h. et 11 h.).
15 F autres séances. 10 F moins de vingt-cinq ans.
Abonnement : 150 F (vingt séances)

Concerts Barg

GRANDS CONCERTS PLEYEL

Lundi 15 NOVEMBRE
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
DIRECTION : George MALCOLM
George MALCOLM (Clarinete)
José Luis GARCIA (Violon)
Neil BLACK (Hautbois)
John WILSON (Trompette)
Felix PALMER (Chœur)
Programme BACH

Lundi 22 NOVEMBRE
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA RADIO DE FRANCFORT
DIRECTION : Eliane INBAL
Violon : Riccardo RICCI
Violoncelle : Vincent SERRA
Basse : Jean-Louis LEROY
SALLE PLEYEL 20h.30
LOCATION : SALLE, DURAND, FNAC et AGENCIES

THEATRE D'ORSAY

GIE REAUD-BARRAULT

une création à Paris
avec **François Périer**

EQUUS
de Peter Shaffer
adaptation **Matthieu Galey**
mise en scène **John Dexter**
avec la collaboration de **Riggs O'Hara**

tous les jours 20 h 30 sauf lundi
matinée dimanche 14-21-28 à 15 h et 18 h 30

DEJOUESAY
jusqu'au 21 novembre
20h30 sauf lundi - dimanches 14 et 21 à 15h

Madeleine Renaud
Oh ! les beaux jours
de Samuel Beckett
mise en scène **Roger Blin**
Z. quai Anatole France - 548.38.53

Mairie de LA COURNEUVE
Dimanche 14 novembre - 15 h.

Aline VAN BARENTZEN
pianiste
SCHUMANN - CHOPIN - DEBUSSY
VILLA-LOBOS
Places 10 F - Étud. Assoc. M.J.C.,
adh. de bibliothèque : 6 F

STUDIO CUJAS
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut
20, RUE CUJAS S - 033-89-22

RACINE 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

LE GRAND SOIR
un film de Francis Reusser

ST-ANDRÉ-DES-ARTS 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

SARTRE
par lui-même un film réalisé par alexandre astruc et michel contat

DANS QUELQUES JOURS

LESIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. 30 : Il Trovatore.
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Comédie ; le Jeu de l'amour et du hasard.
Châtelet, salle Garnier, 20 h. 30 : Bolshoi, les maîtres.
Odéon, 20 h. 30 : Il Campiello.
TGP, 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Félicité, 20 h. 30 : Dialogues d'artistes.

Les salles municipales
Nouveaux Carré, 18 h. 30 : Cirque à l'ancienne ; 20 h. : Parole de femme (salle Papin) ; 21 h. 45 : le Sang d'opéra de l'opéra.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Zone ; 20 h. 30 : la Visite de la vieille dame.

Les autres salles
Ateliers, 21 h. : Monsieur chameau.
Athénée, 21 h. : le Séquoia.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : la Servante.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épée-de-Bou, 21 h. : Tiro.
Centre culturel du XVII^e, 21 h. : le Sang d'opéra de l'opéra.
Centre culturel apollinaire, 20 h. 30 : la Lutte des cerveaux.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boiling-Boiling.
Compe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain.
Dancourt, 21 h. : Portrait de Dorian Gray.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h. 30 : Ginette Lacasse.
Espace Cardin, 21 h. : le Genre humain.
Galerie 55, 21 h. : Volpone.
Hachette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; 21 h. : Une aspirine pour deux.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.
Les plus rien maintenant.
Madame, 20 h. 30 : Feu de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michelet, 20 h. 45 : Acapulco.
Madame, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même prochaine.
Moutonard, 20 h. : la Mue ; 21 h. 15 : le Jardin d'été.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Œuvre, 20 h. 45 : le Secours.
Palace, 21 h. : les Troubadours.
Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Piaf, 20 h. 30 : c'est là que sont la Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la sage-femme.
Régulier, 20 h. 45 : Tout contre un petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : le Modèle malgré lui.

Le théâtre de la rue d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Equus. — Petite salle, 20 h. 30 : Oh ! les beaux jours.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : En attendant Godot ; 23 h. 30 : Au-delà du rio.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula (Travail).
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : la Métaphysique d'un veau à deux têtes.
Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 30 : l'Esprit français.
Troglodyte, 22 h. : Contes sauvages.
Varitès, 20 h. 30 : l'Autre Vaise.

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 20 h. 45 : l'Éternel Mari.
Boulogne, 18 h. 30 : Signé Boris Vian.
Chelles, Centre culturel, 20 h. 30 : Via de Gallie.
Engliten, Salle des fêtes de la mairie, 20 h. 30 : Michel Amont.
Sceaux, les Cénacles, 21 h. : Jacques le Fataliste.

Les concerts
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : V. Achenazy, piano (Beethoven).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Concert.

Le jazz
American Center, 21 h. : Semolina.

La danse
Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet Moissel.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Post Modern Américain.

Le music-hall
Bobino, 20 h. 30 : Georges Brasseur.
Cité de la Culture, 20 h. 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Sardou.
Salle Pleyel, 21 h. 15 : George Charlin et Jessy Green.
Théâtre Antoine, 20 h. 30 : les Frères Jacques.
Théâtre de l'Empire, 20 h. et 22 h. : Dionne Warwick.
Théâtre Fontaine, 21 h. : Brigitte Fontaine et Araki.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : Secs sans provisions.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 12 novembre

Opérettes et comédies musicales
Boffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle Héloïse.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Ginette Lacasse.
Gallé-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type, Charlie Brown.
Henri-Varen-Mugard, 20 h. 30 : Révo de valse.
Manigay, 21 h. : Nini la Châca.

Les cafés-théâtres
Au Sec fin, 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie ; 21 h. 30 : T'es comme fou ; 22 h. 30 : Madras Moon ; 0 h. 15 : Révo orientaux.
Au Vrai Chic parisien, 18 h. 30 : Fais pas la sourde oreille, Loup ; 21 h. : J.-P. Sévres ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : J. Sola ; 21 h. 45 : les Jeanne.
Café d'Edgar, salle 2, 21 h. : le Dernier rose ; 22 h. 45 : la Frappe.
Salle 11, 22 h. 15 et 23 h. 45 : Deux Suisses au-dessus de tous soupçons.
Café de la Gare, 20 h. : Fleuve, c'est l'heure... ; 22 h. : A nos chers disparus.
Au Compas-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 30 : Pourquoi pas moi ? ; 22 h. 30 : J'ai fait trois tonnes dans mon cercueil.
Cœur des Miracles, 20 h. 30 : Henri Tachan ; 22 h. : Suzanne Bretelle.
Dix-Neufes, 20 h. 15 : La démocratie est avinée.
Le Panai, 20 h. 30 : le Président.
Petit Casino, 21 h. 15 : Parus du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Monella.
Piccolo Teatro, 22 h. 30 : Il fait nuit.
Le Séducteur, 20 h. 45 : Pique et Mitho ; 22 h. : la Pompe et la Cuve ; 23 h. : les Hommes-Loups ; 24 h. : Voyage à trois.
Le Splendid, 20 h. 45 : Prisonniers sur le secteur ; 22 h. 15 : le Pot de terre contre le Pot de vin.
La Tanière, 20 h. 45 : Thierry Maugé, Q. Maréchal ; 22 h. 30 : Nous chantons no vous déplaît.
La Veuve Richard, 20 h. 30 : Marianne Serpent ; 22 h. 15 : la Recherche de Louis XI.
La Vieillesse Grille, 20 h. 30 : Louis-Xavier, Jo. Males ; 22 h. 15 : Akandengue ; 23 h. 30 : savez-vous que les arbres parlent...
Salle, 20 h. 30 : Diamel Allam.

THÉÂTRE DE LA RUE D'ULM
LA MÉTAPHYSIQUE D'UN VEAU A DEUX TÊTES
de Witkiewicz

U.G.C. OPÉRA LUXEMBOURG
STUDIO 617 LE CŒUR
"moi, pierre rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."
un film de René Allio
"Une date dans l'histoire du cinéma..."
NOUVEL OBSERVATEUR

DANS QUELQUES JOURS

LESIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

سكنى من الامم

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Baillet, 15 h. : Chronique
d'A.-M. Bach, de J.-M. Straub;
18 h. 30 : Sabotage, d'A. Hitchcock;
20 h. 30 : la Chute d'un corps, de
M. Polack; 22 h. 30 : Soleil rouge,
de T. Young; 0 h. 30 : le Loup-
Garou, de F.R. Sears.

Les exclusivités

[illegible][illegible][illegible]

Les films nouveaux

L'AFPAIRIE ROUGE film ra-
conté de Frank Capra avec
Pierre Clementi : Impérial, 2
(73-72-32), Quintette, 2 (73-
52-32-32), Paramount, 2 (73-
54-34-74), Monto-Carlo, 2
(72-08-54), 14-Juillet, 11 (87-
50-32), Gaumont-Sud, 14 (87-
51-34-74).

UN CADEREUX AU DESSERT,
film américain de Robert
Moore, avec Alec Guinness,
John Alphas, 10 (73-
38-47), Paramount-Odeon, 5
(73-52-32-32), Publicis Champe-
rue, 10 (73-52-32-32), 14-Juillet,
Capri, 2 (73-50-11-58), Para-
mount-Opera, 5 (73-34-37),
Monto-Carlo, 2 (73-54-34-74),
18-43, Paramount - Montpar-
nasse, 14 (73-52-32-17), France
Femmes, 10 (73-52-32-17).

UNE FEMME A SA FENÊTRE,
film français de Pierre Gra-
ziadori-Delfaer, avec André
Schönberg et Philippe Rêmy :
Montparnasse, 10 (73-54-34-74),
Dragon, 5 (74-34-74), France-
feuille, 10 (73-52-32-17), Monto-
Carlo, 5 (73-52-32-17), 18-43,
5 (73-52-32-17), Marignan, 5
(73-52-32-32), Gaumont - Opera,
5 (73-52-32-17), Monto-Carlo,
10 (73-54-34-74), Nation, 15 (73-
54-34-74), Gaumont - Convention,
10 (73-52-32-17), 18-43, 10 (73-
52-32-17), Clichy-Ponthé, 18 (73-
37-41).

50-03) : Nations, 12° (33-04-67);
 Marse-Parnasse-Pathé, 14° (326-
 65-13) ; Gaumont-Bndt, 14° (321-
 65-13) ; Gaumont-Bndt, 14° (321-
 42-98) ; Clichy-Pathé, 18° (326-
 47-41).
 LES CHÊNES PAYSANNE (Sem.) : La
 Cief, 5° (337-90-30).
 MADON (P.) : Omnia, 3° (333-36-36)
 3° (333-36-36) ; 4° (333-40-40) ; Sain-
 Germain-Village, 5° (333-57-59) ;
 5° (333-57-59) ; 6° (333-57-59) ;
 6° (333-57-59) ; 7° (333-57-59) ;
 Olympia, 14° (783-07-42) ; 15° (783-
 07-42) ; 16° (783-07-42) ; 17° (783-
 07-42) ; 18° (783-07-42) ; 19° (783-
 07-42) ; 20° (783-07-42) ; 21° (783-
 07-42) ; 22° (783-07-42) ; 23° (783-
 07-42) ; 24° (783-07-42) ; 25° (783-
 07-42) ; 26° (783-07-42) ; 27° (783-
 07-42) ; 28° (783-07-42) ; 29° (783-
 07-42) ; 30° (783-07-42) ; 31° (783-
 07-42) ; 32° (783-07-42) ; 33° (783-
 07-42) ; 34° (783-07-42) ; 35° (783-
 07-42) ; 36° (783-07-42) ; 37° (783-
 07-42) ; 38° (783-07-42) ; 39° (783-
 07-42) ; 40° (783-07-42) ; 41° (783-
 07-42) ; 42° (783-07-42) ; 43° (783-
 07-42) ; 44° (783-07-42) ; 45° (783-
 07-42) ; 46° (783-07-42) ; 47° (783-
 07-42) ; 48° (783-07-42) ; 49° (783-
 07-42) ; 50° (783-07-42) ; 51° (783-
 07-42) ; 52° (783-07-42) ; 53° (783-
 07-42) ; 54° (783-07-42) ; 55° (783-
 07-42) ; 56° (783-07-42) ; 57° (783-
 07-42) ; 58° (783-07-42) ; 59° (783-
 07-42) ; 60° (783-07-42) ; 61° (783-
 07-42) ; 62° (783-07-42) ; 63° (783-
 07-42) ; 64° (783-07-42) ; 65° (783-
 07-42) ; 66° (783-07-42) ; 67° (783-
 07-42) ; 68° (783-07-42) ; 69° (783-
 07-42) ; 70° (783-07-42) ; 71° (783-
 07-42) ; 72° (783-07-42) ; 73° (783-
 07-42) ; 74° (783-07-42) ; 75° (783-
 07-42) ; 76° (783-07-42) ; 77° (783-
 07-42) ; 78° (783-07-42) ; 79° (783-
 07-42) ; 80° (783-07-42) ; 81° (783-
 07-42) ; 82° (783-07-42) ; 83° (783-
 07-42) ; 84° (783-07-42) ; 85° (783-
 07-42) ; 86° (783-07-42) ; 87° (783-
 07-42) ; 88° (783-07-42) ; 89° (783-
 07-42) ; 90° (783-07-42) ; 91° (783-
 07-42) ; 92° (783-07-42) ; 93° (783-
 07-42) ; 94° (783-07-42) ; 95° (783-
 07-42) ; 96° (783-07-42) ; 97° (783-
 07-42) ; 98° (783-07-42) ; 99° (783-
 07-42) ; 100° (783-07-42) ; 101° (783-
 07-42) ; 102° (783-07-42) ; 103° (783-
 07-42) ; 104° (783-07-42) ; 105° (783-
 07-42) ; 106° (783-07-42) ; 107° (783-
 07-42) ; 108° (783-07-42) ; 109° (783-
 07-42) ; 110° (783-07-42) ; 111° (783-
 07-42) ; 112° (783-07-42) ; 113° (783-
 07-42) ; 114° (783-07-42) ; 115° (783-
 07-42) ; 116° (783-07-42) ; 117° (783-
 07-42) ; 118° (783-07-42) ; 119° (783-
 07-42) ; 120° (783-07-42) ; 121° (783-
 07-42) ; 122° (783-07-42) ; 123° (783-
 07-42) ; 124° (783-07-42) ; 125° (783-
 07-42) ; 126° (783-07-42) ; 127° (783-
 07-42) ; 128° (783-07-42) ; 129° (783-
 07-42) ; 130° (783-07-42) ; 131° (783-
 07-42) ; 132° (783-07-42) ; 133° (783-
 07-42) ; 134° (783-07-42) ; 135° (783-
 07-42) ; 136° (783-07-42) ; 137° (783-
 07-42) ; 138° (783-07-42) ; 139° (783-
 07-42) ; 140° (783-07-42) ; 141° (783-
 07-42) ; 142° (783-07-42) ; 143° (783-
 07-42) ; 144° (783-07-42) ; 145° (783-
 07-42) ; 146° (783-07-42) ; 147° (783-
 07-42) ; 148° (783-07-42) ; 149° (783-
 07-42) ; 150° (783-07-42) ; 151° (783-
 07-42) ; 152° (783-07-42) ; 153° (783-
 07-42) ; 154° (783-07-42) ; 155° (783-
 07-42) ; 156° (783-07-42) ; 157° (783-
 07-42) ; 158° (783-07-42) ; 159° (783-
 07-42) ; 160° (783-07-42) ; 161° (783-
 07-42) ; 162° (783-07-42) ; 163° (783-
 07-42) ; 164° (783-07-42) ; 165° (783-
 07-42) ; 166° (783-07-42) ; 167° (783-
 07-42) ; 168° (783-07-42) ; 169° (783-
 07-42) ; 170° (783-07-42) ; 171° (783-
 07-42) ; 172° (783-07-42) ; 173° (783-
 07-42) ; 174° (783-07-42) ; 175° (783-
 07-42) ; 176° (783-07-42) ; 177° (783-
 07-42) ; 178° (783-07-42) ; 179° (783-
 07-42) ; 180° (783-07-42) ; 181° (783-
 07-42) ; 182° (783-07-42) ; 183° (783-
 07-42) ; 184° (783-07-42) ; 185° (783-
 07-42) ; 186° (783-07-42) ; 187° (783-
 07-42) ; 188° (783-07-42) ; 189° (783-
 07-42) ; 190° (783-07-42) ; 191° (783-
 07-42) ; 192° (783-07-42) ; 193° (783-
 07-42) ; 194° (783-07-42) ; 195° (783-
 07-42) ; 196° (783-07-42) ; 197° (783-
 07-42) ; 198° (783-07-42) ; 199° (783-
 07-42) ; 200° (783-07-42) ; 201° (783-
 07-42) ; 202° (783-07-42) ; 203° (783-
 07-42) ; 204° (783-07-42) ; 205° (783-<

[illegible]

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Ranachal (10^e) (228-04-44).
**LE DROIT DU PLUS FORT (Al.
v.o.) :** André Sautin (13^e) (337-
77-77).
FANTASIA (A. v.o.) : Gaumont-
Lubin (12^e) (228-18-18).
(5^e) (033-15-41). Elvira, Fant-
Show (6^e) (225-67-25). Madeleine
Loy (12^e) (228-18-18).
(13^e) (24-58-28). Diderot (12^e) (243-
19-29). Calypso (11^e) (754-18-18).
HALLUCINATIONS (Fr.) : Le Seigne
(13^e) (233-65-65) en soirée.
MA VIE EN ROSE (A. v.o.) : Marjane
(6^e) (271-47-88).
(8^e) (225-41-71). (v.o.) : Marceau
(8^e) (225-41-71). (v.o.) : UGC
Opéra (8^e) (251-50-32).
NAUFRAGE (A. v.o.) : Luxembourg
(6^e) (532-97-77).
ORFÈVE NÉGREO (Fr.-It. v. br.) :
Studio Marigny (6^e) (225-26-26).
LA PÊCHE AU TRÉSOR (A. v.o.) :
Soleil (12^e) (228-18-18).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) :
Luxembourg (6^e) (233-67-77).
SONS ET PAROLES (A. v.o.) : New-Ton
Rex (9^e) (770-33-30) (sauf mardi).
**TAKE ME OUT THE BALL GAME
(A. v.o.) :** UGC Opéra (12^e) République
(11^e) (805-51-25).
**TOMBS LES FILLES ET TAI-TOI
TOMBS (A. v.o.) :** Le Théâtre
(13-10-45).
**20 000 LIGUES SOUS LES MERS
(A. v.o.) :** en soirée : Emittas
(8^e) (233-15-71). (v.o.) : Rex (23^e)
(033-15-71). Roconte (6^e) (033-
15-71). UGC Opéra (12^e) (228-18-18).
UGC Bobino (12^e) (233-68-18).
Magnat-Clément (15^e) (232-02-64).
Le Capitole (12^e) (228-18-18).
LA TOUR INFERNALE (A. v.o.) :
Kinoparadise (15^e) (205-50-50).

[illegible]

ALAIN DELBONNAY
ROMY SCHNEIDER
PHILIPPE NOIRET
VICTOR LANGE
UMBERTO ORSINI

GRAND PRIX
DES ÉLECTRICIÈRES
ELLE
Film de France

Une Femme
à sa fenêtre

PIERRE GRANIER DE FERRE
JORGES SABLUN
GASTONE MOSCHINI
GARCIA RUIZ DEL REAL

ÉLYSÉES-LINCOLN • ST-LAZARE PASQUIER • STUDIO RASPAIL
STUDIO de LA HARPE • OLYMPIC-ENTREPOT

Michel SEYDOUX présente

**DU CÔTÉ
de tennis**

C'est
du grand cinéma
d'une personnalité
rare et exemplaire
Guy Braucourt
LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

avec
Marie-Christine BARRAULT
un film de
Madeleine HARTMANN



LYSEES POINT SHOW - GAUMONT MADELEINE - GAUMONT THEATRE
CLICHY PATHE - ARLEQUIN - FAUVETTE - PANTHEON - CALYPSO
VIDEROT - LES TOURELLES - STUDIO Parly 2 - ARTEL Rossy - ALPHA
Argenteuil - MELIES Montreuil - FLANADES Sarcelles - LE PERRY
Sainte-Genève

PARTIR DU 13 NOVEMBRE

THEATRE DES ARTS
(JACQUES HEBERTOT)
78 bis. Boul. des Batignolles
PATRICK BARROUX présente -
DENISE GREY - FRANCES BERGE
SABINE HAUPÉPIN
avec **MAURICE JACQUEMONT**
dans

**LE JARDIN
DE CRAIE**

d'ENID BAGNOLD
Adaptation française de BARILLET et GREDY
Mise en Scène de RAYMOND GEROME
Décor et Costumes de JACQUES DUPONT
avec
MARIE-THÉRÈSE ARENE
RENÉE MOIGN - VIVIANE GOSSET - JACQUELINE FONTAINE
et
PIERRE MAXENCE

LOCATION THÉÂTRE - 200000 FR. - 100000 FR.

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE - BILLANCOURT - 603.60.44
DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER

Du 16 au 28 novembre inclus

MARTHE MERCADIER
et sa compagnie jouent

LA BOUTIQUE

de **JEANINE WORMS**
Mise en scène d'Alain SCOFF - Décors de Claude AÇQUART

60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100 m du Métro Marcel SEMBAT)
LOCATION DE THEATRE EN A.C. et dans TOUTES LES AGENCES

APRÈS
MALICIA
le nouveau film de
SALVATORE
SAMPERI

Scandalo

MONTE-CARLO - QUINTETTE - IMPÉRIAL PATHÉ
MONT-PARNASSE 83 - GAUMONT SUD - 14-JUILLET BASTILLE
CYRANO Versailles - GAUMONT Évy

JEAN-PIERRE LÉONARD

L'AFFICHE ROUGE

un film de FRANK CASSENTI

**LA RÉVÉLATION
DU FESTIVAL DE CANNES**

**pour
l'observateur**

C'est admirable d'intelligence
et d'émotion. Je n'ai rien vu
d'aussi poignant, d'aussi exal-
tant qu'on ait tourné sur la
Résistance. J.L. BORY

**PRIX
JÉAN VIGO 76**

avec PIERRE CLÉMENT - MARA WODESKA - LAZARO SZABO - ANICÉE ALVINA
ROSELO RIVERO - JEAN NEGRULESCO - MACKA RIBOWSKA
MARIO GONZALES - JEAN LESCOFF - SILVIA BADESCO - ALAIN SALOMON

PRODUCTIONS INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL - A. DORVILLE - PLANFILM

tele-Victoria, 15 h. 15 h. (vend.
et sam. jusqu. 34 h. 15 h.) : La
DUEL (A. v.o.) : La Claf. 5^e (337-
50-50), 12 h. et 34 h.
P (Ang. v.o.) : La Claf. 5^e (337-
50-50), 12 h. et 34 h.
INDIA SONG (R.) : Le Seine. 5^e
(332-55-99), 12 h. 20 (en dim.).
JENNY (A. v.o.) : La Claf. 5^e (337-
50-50), 12 h. et 34 h.
Le (505-91-14), 18 h.
MORT A VENISE (IL v.o.) : La
Claf. 5^e (337-50-50), 12 h. et 34 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Luxembourg, 6^e (653-97-77),
18 h.
RATATON (IL v.o.) : Chatelet-
Victoria, 12 h. (508-94-14), 14 h.
LE NOM DE LA FEMME DANS CAL-
CUTA DESSERT (R.) : Le Seine, 5^e
(332-55-99), 12 h. 15 (sauf dim.).

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

A SAINT-PAUL-SUR-MER, terrain à bâtir, 1 ha, 25 p. le m. Excellent placement. 10.250.
QUINCAILLAGE, beau mag., gr. appart., bon G.A. P. 120.000 F. 10.250.
CARTE, grande licence, 20 p. P. 120.000 F. 10.250.
BAB-ALIMENTATION, gr. licence, 10 p. P. 120.000 F. 10.250.
PAS-DE-PORTE, tous comm. 10 p. P. 200.000 F. 10.250.
REMISE/LOTTISSE, 20 p. P. 200.000 F. 10.250.
TERRAIN ESSONNE, 2.070 m. P. 400.000 F. 10.250.
PAVILLON, MAISON-LAFFITE, résidentiel, 10.250.
GARAGE, 10 p. AUTOMAT. P. 150.000 F. 10.250.
SPEC. ENFANTS, JUNIORS, BORDEAUX, appart. G.A. important. P. 850.000 F. 10.250.
RADIO, TELER, MENAGER, NICK, seul centre comm. P. 350.000 F. 10.250.
LOCAL, tous commerces, impeccable, Marseille rénovée. P. 120.000 F. 10.250.
PROPRIÉTÉ LANDRES, vue imprenable, 1.435 m. P. 150.000 F. 10.250.
DIVERS LOCAUX ET BOUTIQUES à louer dans centres commerciaux. 8.000.
 Pour tous renseignements sur ces affaires :
LES GUIDES D'OR,
 102, avenue de Champagne-Élysées, tél. 339-99-92

appartements occupés

IDEAL INVESTISSEUR, direct propriétaire. Appartements occupés, du studio au 4 pièces, P. 7, 10, 12, 15, 18, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 135, 140, 145, 150, 155, 160, 165, 170, 175, 180, 185, 190, 195, 200, 205, 210, 215, 220, 225, 230, 235, 240, 245, 250, 255, 260, 265, 270, 275, 280, 285, 290, 295, 300, 305, 310, 315, 320, 325, 330, 335, 340, 345, 350, 355, 360, 365, 370, 375, 380, 385, 390, 395, 400, 405, 410, 415, 420, 425, 430, 435, 440, 445, 450, 455, 460, 465, 470, 475, 480, 485, 490, 495, 500, 505, 510, 515, 520, 525, 530, 535, 540, 545, 550, 555, 560, 565, 570, 575, 580, 585, 590, 595, 600, 605, 610, 615, 620, 625, 630, 635, 640, 645, 650, 655, 660, 665, 670, 675, 680, 685, 690, 695, 700, 705, 710, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800, 805, 810, 815, 820, 825, 830, 835, 840, 845, 850, 855, 860, 865, 870, 875, 880, 885, 890, 895, 900, 905, 910, 915, 920, 925, 930, 935, 940, 945, 950, 955, 960, 965, 970, 975, 980, 985, 990, 995, 1000, 1005, 1010, 1015, 1020, 1025, 1030, 1035, 1040, 1045, 1050, 1055, 1060, 1065, 1070, 1075, 1080, 1085, 1090, 1095, 1100, 1105, 1110, 1115, 1120, 1125, 1130, 1135, 1140, 1145, 1150, 1155, 1160, 1165, 1170, 1175, 1180, 1185, 1190, 1195, 1200, 1205, 1210, 1215, 1220, 1225, 1230, 1235, 1240, 1245, 1250, 1255, 1260, 1265, 1270, 1275, 1280, 1285, 1290, 1295, 1300, 1305, 1310, 1315, 1320, 1325, 1330, 1335, 1340, 1345, 1350, 1355, 1360, 1365, 1370, 1375, 1380, 1385, 1390, 1395, 1400, 1405, 1410, 1415, 1420, 1425, 1430, 1435, 1440, 1445, 1450, 1455, 1460, 1465, 1470, 1475, 1480, 1485, 1490, 1495, 1500, 1505, 1510, 1515, 1520, 1525, 1530, 1535, 1540, 1545, 1550, 1555, 1560, 1565, 1570, 1575, 1580, 1585, 1590, 1595, 1600, 1605, 1610, 1615, 1620, 1625, 1630, 1635, 1640, 1645, 1650, 1655, 1660, 1665, 1670, 1675, 1680, 1685, 1690, 1695, 1700, 1705, 1710, 1715, 1720, 1725, 1730, 1735, 1740, 1745, 1750, 1755, 1760, 1765, 1770, 1775, 1780, 1785, 1790, 1795, 1800, 1805, 1810, 1815, 1820, 1825, 1830, 1835, 1840, 1845, 1850, 1855, 1860, 1865, 1870, 1875, 1880, 1885, 1890, 1895, 1900, 1905, 1910, 1915, 1920, 1925, 1930, 1935, 1940, 1945, 1950, 1955, 1960, 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050, 2055, 2060, 2065, 2070, 2075, 2080, 2085, 2090, 2095, 2100, 2105, 2110, 2115, 2120, 2125, 2130, 2135, 2140, 2145, 2150, 2155, 2160, 2165, 2170, 2175, 2180, 2185, 2190, 2195, 2200, 2205, 2210, 2215, 2220, 2225, 2230, 2235, 2240, 2245, 2250, 2255, 2260, 2265, 2270, 2275, 2280, 2285, 2290, 2295, 2300, 2305, 2310, 2315, 2320, 2325, 2330, 2335, 2340, 2345, 2350, 2355, 2360, 2365, 2370, 2375, 2380, 2385, 2390, 2395, 2400, 2405, 2410, 2415, 2420, 2425, 2430, 2435, 2440, 2445, 2450, 2455, 2460, 2465, 2470, 2475, 2480, 2485, 2490, 2495, 2500, 2505, 2510, 2515, 2520, 2525, 2530, 2535, 2540, 2545, 2550, 2555, 2560, 2565, 2570, 2575, 2580, 2585, 2590, 2595, 2600, 2605, 2610, 2615, 2620, 2625, 2630, 2635, 2640, 2645, 2650, 2655, 2660, 2665, 2670, 2675, 2680, 2685, 2690, 2695, 2700, 2705, 2710, 2715, 2720, 2725, 2730, 2735, 2740, 2745, 2750, 2755, 2760, 2765, 2770, 2775, 2780, 2785, 2790, 2795, 2800, 2805, 2810, 2815, 2820, 2825, 2830, 2835, 2840, 2845, 2850, 2855, 2860, 2865, 2870, 2875, 2880, 2885, 2890, 2895, 2900, 2905, 2910, 2915, 2920, 2925, 2930, 2935, 2940, 2945, 2950, 2955, 2960, 2965, 2970, 2975, 2980, 2985, 2990, 2995, 3000, 3005, 3010, 3015, 3020, 3025, 3030, 3035, 3040, 3045, 3050, 3055, 3060, 3065, 3070, 3075, 3080, 3085, 3090, 3095, 3100, 3105, 3110, 3115, 3120, 3125, 3130, 3135, 3140, 3145, 3150, 3155, 3160, 3165, 3170, 3175, 3180, 3185, 3190, 3195, 3200, 3205, 3210, 3215, 3220, 3225, 3230, 3235, 3240, 3245, 3250, 3255, 3260, 3265, 3270, 3275, 3280, 3285, 3290, 3295, 3300, 3305, 3310, 3315, 3320, 3325, 3330, 3335, 3340, 3345, 3350, 3355, 3360, 3365, 3370, 3375, 3380, 3385, 3390, 3395, 3400, 3405, 3410, 3415, 3420, 3425, 3430, 3435, 3440, 3445, 3450, 3455, 3460, 3465, 3470, 3475, 3480, 3485, 3490, 3495, 3500, 3505, 3510, 3515, 3520, 3525, 3530, 3535, 3540, 3545, 3550, 3555, 3560, 3565, 3570, 3575, 3580, 3585, 3590, 3595, 3600, 3605, 3610, 3615, 3620, 3625, 3630, 3635, 3640, 3645, 3650, 3655, 3660, 3665, 3670, 3675, 3680, 3685, 3690, 3695, 3700, 3705, 3710, 3715, 3720, 3725, 3730, 3735, 3740, 3745, 3750, 3755, 3760, 3765, 3770, 3775, 3780, 3785, 3790, 3795, 3800, 3805, 3810, 3815, 3820, 3825, 3830, 3835, 3840, 3845, 3850, 3855, 3860, 3865, 3870, 3875, 3880, 3885, 3890, 3895, 3900, 3905, 3910, 3915, 3920, 3925, 3930, 3935, 3940, 3945, 3950, 3955, 3960, 3965, 3970, 3975, 3980, 3985, 3990, 3995, 4000, 4005, 4010, 4015, 4020, 4025, 4030, 4035, 4040, 4045, 4050, 4055, 4060, 4065, 4070, 4075, 4080, 4085, 4090, 4095, 4100, 4105, 4110, 4115, 4120, 4125, 4130, 4135, 4140, 4145, 4150, 4155, 4160, 4165, 4170, 4175, 4180, 4185, 4190, 4195, 4200, 4205, 4210, 4215, 4220, 4225, 4230, 4235, 4240, 4245, 4250, 4255, 4260, 4265, 4270, 4275, 4280, 4285, 4290, 4295, 4300, 4305, 4310, 4315, 4320, 4325, 4330, 4335, 4340, 4345, 4350, 4355, 4360, 4365, 4370, 4375, 4380, 4385, 4390, 4395, 4400, 4405, 4410, 4415, 4420, 4425, 4430, 4435, 4440, 4445, 4450, 4455, 4460, 4465, 4470, 4475, 4480, 4485, 4490, 4495, 4500, 4505, 4510, 4515, 4520, 4525, 4530, 4535, 4540, 4545, 4550, 4555, 4560, 4565, 4570, 4575, 4580, 4585, 4590, 4595, 4600, 4605, 4610, 4615, 4620, 4625, 4630, 4635, 4640, 4645, 4650, 4655, 4660, 4665, 4670, 4675, 4680, 4685, 4690, 4695, 4700, 4705, 4710, 4715, 4720, 4725, 4730, 4735, 4740, 4745, 4750, 4755, 4760, 4765, 4770, 4775, 4780, 4785, 4790, 4795, 4800, 4805, 4810, 4815, 4820, 4825, 4830, 4835, 4840, 4845, 4850, 4855, 4860, 4865, 4870, 4875, 4880, 4885, 4890, 4895, 4900, 4905, 4910, 4915, 4920, 4925, 4930, 4935, 4940, 4945, 4950, 4955, 4960, 4965, 4970, 4975, 4980, 4985, 4990, 4995, 5000, 5005, 5010, 5015, 5020, 5025, 5030, 5035, 5040, 5045, 5050, 5055, 5060, 5065, 5070, 5075, 5080, 5085, 5090, 5095, 5100, 5105, 5110, 5115, 5120, 5125, 5130, 5135, 5140, 5145, 5150, 5155, 5160, 5165, 5170, 5175, 5180, 5185, 5190, 5195, 5200, 5205, 5210, 5215, 5220, 5225, 5230, 5235, 5240, 5245, 5250, 5255, 5260, 5265, 5270, 5275, 5280, 5285, 5290, 5295, 5300, 5305, 5310, 5315, 5320, 5325, 5330, 5335, 5340, 5345, 5350, 5355, 5360, 5365, 5370, 5375, 5380, 5385, 5390, 5395, 5400, 5405, 5410, 5415, 5420, 5425, 5430, 5435, 5440, 5445, 5450, 5455, 5460, 5465, 5470, 5475, 5480, 5485, 5490, 5495, 5500, 5505, 5510, 5515, 5520, 5525, 5530, 5535, 5540, 5545, 5550, 5555, 5560, 5565, 5570, 5575, 5580, 5585, 5590, 5595, 5600, 5605, 5610, 5615, 5620, 5625, 5630, 5635, 5640, 5645, 5650, 5655, 5660, 5665, 5670, 5675, 5680, 5685, 5690, 5695, 5700, 5705, 5710, 5715, 5720, 5725, 5730, 5735, 5740, 5745, 5750, 5755, 5760, 5765, 5770, 5775, 5780, 5785, 5790, 5795, 5800, 5805, 5810, 5815, 5820, 5825, 5830, 5835, 5840, 5845, 5850, 5855, 5860, 5865, 5870, 5875, 5880, 5885, 5890, 5895, 5900, 5905, 5910, 5915, 5920, 5925, 5930, 5935, 5940, 5945, 5950, 5955, 5960, 5965, 5970, 5975, 5980, 5985, 5990, 5995, 6000, 6005, 6010, 6015, 6020, 6025, 6030, 6035, 6040, 6045, 6050, 6055, 6060, 6065, 6070, 6075, 6080, 6085, 6090, 6095, 6100, 6105, 6110, 6115, 6120, 6125, 6130, 6135, 6140, 6145, 6150, 6155, 6160, 6165, 6170, 6175, 6180, 6185, 6190, 6195, 6200, 6205, 6210, 6215, 6220, 6225, 6230, 6235, 6240, 6245, 6250, 6255, 6260, 6265, 6270, 6275, 6280, 6285, 6290, 6295, 6300, 6305, 6310, 6315, 6320, 6325, 6330, 6335, 6340, 6345, 6350, 6355, 6360, 6365, 6370, 6375, 6380, 6385, 6390, 6395, 6400, 6405, 6410, 6415, 6420, 6425, 6430, 6435, 6440, 6445, 6450, 6455, 6460, 6465, 6470, 6475, 6480, 6485, 6490, 6495, 6500, 6505, 6510, 6515, 6520, 6525, 6530, 6535, 6540, 6545, 6550, 6555, 6560, 6565, 6570, 6575, 6580, 6585, 6590, 6595, 6600, 6605, 6610, 6615, 6620, 6625, 6630, 6635, 6640, 6645, 6650, 6655, 6660, 6665, 6670, 6675, 6680, 6685, 6690, 6695, 6700, 6705, 6710, 6715, 6720, 6725, 6730, 6735, 6740, 6745, 6750, 6755, 6760, 6765, 6770, 6775, 6780, 6785, 6790, 6795, 6800, 6805, 6810, 6815, 6820, 6825, 6830, 6835, 6840, 6845, 6850, 6855, 6860, 6865, 6870, 6875, 6880, 6885, 6890, 6895, 6900, 6905, 6910, 6915, 6920, 6925, 6930, 6935, 6940, 6945, 6950, 6955, 6960, 6965, 6970, 6975, 6980, 6985, 6990, 6995, 7000, 7005, 7010, 7015, 7020, 7025, 7030, 7035, 7040, 7045, 7050, 7055, 7060, 7065, 7070, 7075, 7080, 7085, 7090, 7095, 7100, 7105, 7110, 7115, 7120, 7125, 7130, 7135, 7140, 7145, 7150, 7155, 7160, 7165, 7170, 7175, 7180, 7185, 7190, 7195, 7200, 7205, 7210, 7215, 7220, 7225, 7230, 7235, 7240, 7245, 7250, 7255, 7260, 7265, 7270, 7275, 7280, 7285, 7290, 7295, 7300, 7305, 7310, 7315, 7320, 7325, 7330, 7335, 7340, 7345, 7350, 7355, 7360, 7365, 7370, 7375, 7380, 7385, 7390, 7395, 7400, 7405, 7410, 7415, 7420, 7425, 7430, 7435, 7440, 7445, 7450, 7455, 7460, 7465, 7470, 7475, 7480, 7485, 7490, 7495, 7500, 7505, 7510, 7515, 7520, 7525, 7530, 7535, 7540, 7545, 7550, 7555, 7560, 7565, 7570, 7575, 7580, 7585, 7590, 7595, 7600, 7605, 7610, 7615, 7620, 7625, 7630, 7635, 7640, 7645, 7650, 7655, 7660, 7665, 7670, 7675, 7680, 7685, 7690, 7695, 7700, 7705, 7710, 7715, 7720, 7725, 7730, 7735, 7740, 7745, 7750, 7755, 7760, 7765, 7770, 7775, 7780, 7785, 7790, 7795, 7800, 7805, 7810, 7815, 7820, 7825, 7830, 7835, 7840, 7845, 7850, 7855, 7860, 7865, 7870, 7875, 7880, 7885, 7890, 7895, 7900, 7905, 7910, 7915, 7920, 7925, 7930, 7935, 7940, 7945, 7950, 7955, 7960, 7965, 7970, 7975, 7980, 7985, 7990, 7995, 8000, 8005, 8010, 8015, 8020, 8025, 8030, 8035, 8040, 8045, 8050, 8055, 8060, 8065, 8070, 8075, 8080, 8085, 8090, 8095, 8100, 8105, 8110, 8115, 8120, 8125, 8130, 8135, 8140, 8145, 8150, 8155, 8160, 8165, 8170, 8175, 8180, 8185, 8190, 8195, 8200, 8205, 8210, 8215, 8220, 8225, 8230, 8235, 8240, 8245, 8250, 8255, 8260, 8265, 8270, 8275, 8280, 8285, 8290, 8295, 8300, 8305, 8310, 8315, 8320, 8325, 8330, 8335, 8340, 8345, 8350, 8355, 8360, 8365, 8370, 8375, 8380, 8385, 8390, 8395, 8400, 8405, 8410, 8415, 8420, 8425, 8430, 8435, 8440, 8445, 8450, 8455, 8460, 8465, 8470, 8475, 8480, 8485, 8490, 8495, 8500, 8505, 8510, 8515, 8520, 8525, 8530, 8535, 8540, 8545, 8550, 8555, 8560, 8565, 8570, 8575, 8580, 8585, 8590, 8595, 8600, 8605, 8610, 8615, 8620, 8625, 8630, 8635, 8640, 8645, 8650, 8655, 8660, 8665, 8670, 8675, 8680, 8685, 8690, 8695, 8700, 8705, 8710, 8715, 8720, 8725, 8730, 8735, 8740, 8745, 8750, 8755, 8760, 8765, 8770, 8775, 8780, 8785, 8790, 8795, 8800, 8805, 8810, 8815, 8820, 8825, 8830, 8835, 8840, 8845, 8850, 8855, 8860, 8865, 8870, 8875, 8880, 8885, 8890, 8895, 8900, 8905, 8910, 8915, 8920, 8925, 8930, 8935, 8940, 8945, 8950, 8955, 8960, 8965, 8970, 8975, 8980, 8985, 8990, 8995, 9000, 9005, 9010, 9015, 9020, 9025, 9030, 9035, 9040, 9045, 9050, 9055, 9060, 9065, 9070, 9075, 9080, 9085, 9090, 9095, 9100, 9105, 9110, 9115, 9120, 9125, 9130, 9135, 9140, 9145, 9150, 9155, 9160, 9165, 9170, 9175, 9180, 9185, 9190, 9195, 9200, 9205, 9210, 9215, 9220, 9225, 9230, 9235, 9240, 9245, 9250, 9255, 9260, 9265, 9270, 9275, 9280, 9285, 9290, 9295, 9300, 9305, 9310, 9315, 9320, 9325, 9330, 9335, 9340, 9345, 9350, 9355, 9360, 9365, 9370, 9375, 9380, 9385, 9390, 9395, 9400, 9405, 9410, 9415, 9420, 9425, 9430, 9435, 9440, 9445, 9450, 9455, 9460, 9465, 9470, 9475, 9480, 9485, 9490, 9495, 9500, 9505, 9510, 9515, 9520, 9525, 9530, 9535, 9540, 9545, 9550, 9555, 9560, 9565, 9570, 9575, 9580, 9585, 9590, 9595, 9600, 9605, 9610, 9615, 9620, 9625, 9630, 9635, 9640, 9645, 9650, 9655, 9660, 9665, 9670, 9675, 9680, 9685, 9690, 9695, 9700, 9705, 9710, 9715, 9720, 9725, 9730, 9735, 9740, 97

SOCIÉTÉ

UN COLLOQUE INTERNATIONAL

L'enfant dans la société industrielle

L'enfant dans la société industrielle a été le thème de journées d'études et d'information, réunies à l'Institut de formation, de recherche et de promotion (IFOREP) de Bures (Yvelines). Cent cinquante personnes venues d'une dizaine de pays y ont participé.

Invités par l'Association des francs et francs camarades (animée par des socialistes) et l'International Falcon Movement (mouvement international d'enfants, socialistes), les participants représentaient notamment des associa-

tions d'enfants et de jeunes (françaises et étrangères), des comités d'entreprise, des municipalités de gauche et des centres de loisirs. L'école, la famille, les conditions de vie et de travail, l'environnement, les loisirs, les actions locales, les migrations des adultes ont à tour de rôle été en question, mais peu de réponses ont été apportées, beaucoup de participants étant venus plus pour s'informer que pour faire part de leurs expériences. Ce sont surtout les conférences d'introduction aux groupes de travail qui ont marqué les journées.

La question est moins, selon lui, de savoir « si la démocratie peut exister entre adultes et enfants, mais si on la veut ». Cette volonté passe notamment par le biais d'une « éducation à la responsabilité » pour « former les citoyens de la démocratie de demain », en d'autres termes, « former des citoyens ». Tout en prenant garde « au piège de la non-démocratie », l'application d'une action éducative « relevant de la pensée autonome, gestuelle et musicale » suppose, a précisé M. Belbenoit, « une appréciation judicieuse de ce que peuvent les enfants aux différents stades de leur développement et un maintien des responsabilités que l'on peut leur confier sans imprudence ». Ce qui, selon lui, illustre ce propos, c'est, par exemple, la coopération à l'école, car

qu'en tenant compte de celui-ci et on ne l'exploite que pour des objectifs qui lui sont étrangers ».

La question est moins, selon lui, de savoir « si la démocratie peut exister entre adultes et enfants, mais si on la veut ». Cette volonté passe notamment par le biais d'une « éducation à la responsabilité » pour « former les citoyens de la démocratie de demain », en d'autres termes, « former des citoyens ». Tout en prenant garde « au piège de la non-démocratie », l'application d'une action éducative « relevant de la pensée autonome, gestuelle et musicale » suppose, a précisé M. Belbenoit, « une appréciation judicieuse de ce que peuvent les enfants aux différents stades de leur développement et un maintien des responsabilités que l'on peut leur confier sans imprudence ». Ce qui, selon lui, illustre ce propos, c'est, par exemple, la coopération à l'école, car

PRESSE

LE PLURALISME DE L'INFORMATION ET LES PROJETS DE M. HERSANT

M. Jean - Philippe Lecat, porte-parole de l'Espresso, invité d'honneur du déjeuner organisé mercredi 10 novembre par le Syndicat de la presse économique, juridique et de gestion, que préside M. Georges Gérard-Quelin, a manifesté l'attachement du président de la République au pluralisme de l'information.

M. Lecat a souligné l'intérêt que porte M. Giscard d'Estaing aux problèmes de la communication et de la presse écrite en particulier.

M. Claude Estier, secrétaire national du parti socialiste, évoqua, cette semaine dans l'Unité, la menace que constitue la concentration de la presse dans la main de quelques hommes, notamment de M. Robert Hersant.

« Le fait nouveau, écrit M. Estier, c'est que, fort de sa nouvelle puissance et des encouragements qu'il reçoit en haut lieu, il s'agit de lui, soutenu par Jacques Chirac, mais Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais dit un mot ni fait un geste contre lui. Hersant a été le maître et ne prend plus la moindre précaution pour exprimer ses intentions et ses objectifs. »

Dans l'intention qu'il vient d'avoir avec le directeur du mensuel économique l'Expansion, il n'hésite pas à aller jusqu'à la provocation.

« La liberté de la presse est aujourd'hui menacée », et de quelle manière ? — par Hersant et ses parents et par ceux qui, en haut lieu, lui ont permis de faire. Dans la bouche et sous la plume de Giscard d'Estaing, conclut M. Estier, on voit souvent apparaître le mot « pluralisme ». Mais c'est aux actes qu'on juge la valeur d'un engagement. »

Le comité de coordination des travailleurs C.G.T. de l'information (couvrant le Livre, journaux, cadres, employés de presse) s'inquiète, dans un communiqué, des « projets avoués de Robert Hersant » consistant à faire des quotidiens de province de son groupe des « Figaro bis ».

C'est une information uniformisée, orientée, destinée à défendre les intérêts des classes dominantes, qui serait ainsi offerte à plus de cinq millions de lecteurs. Ajoute le communiqué. C'est l'emploi de centaines de travailleurs du Livre, journaux et employés, journaliers salariés des entreprises de presse condamnées à disparaître, qui se trouve menacé.

Les représentants syndicaux C.G.T. de toutes les entreprises de presse concernées se réuniront le 20 novembre à Paris pour une journée d'étude consacrée à ce sujet.

La revue mensuelle « Trafic » a changé d'adresse et a installé ses bureaux, 50, rue Pierre-Charbon, à Paris-6 (tél. 235-37-18 et 235-39-54). Dans son numéro de novembre on trouve un dossier consacré aux pneus et des articles sur la circulation des motos en agglomération.

AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

Mme Madeleine Vincent : la crise morale entretient les préjugés à l'égard des femmes

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., a présenté mercredi 10 novembre, devant le comité central de son parti, un rapport sur la situation des femmes, rapport publié dans l'Humanité du 12 novembre. Dans ce texte, Mme Vincent rappelle que plus de six millions et demi de femmes sont salariées, et ajoute : « Il faut avoir le cynisme de M. Giscard d'Estaing pour considérer comme il le fait dans son nouveau recueil de promesses que le statut de la femme est régi du point de vue économique et juridique. » Niant l'existence d'une « condition féminine » qui gommerait l'appartenance à des classes sociales différentes, la responsable communiste dénonce les inégalités de salaires et de promotion dont sont victimes les femmes et estime que « la crise morale de cette société entretient les préjugés, les idées, et les attitudes réactionnaires à l'égard des femmes ».

Après avoir expliqué que le XXIV congrès du P.C.F. ouvre aux femmes « une vie heureuse, une dimension féminine de la liberté » et leur permet d'être « responsables », Mme Vincent ajoute : « La question de la sexualité apparaît elle-même comme une grande question sociale et humaine. L'éducation sexuelle, la contraception, donnent aux femmes la maîtrise d'elles-mêmes ; que ce soit une plus grande liberté. Les aspirations des femmes à l'égalité, à la dignité, au bonheur se traduisent dans la recherche de relations nouvelles dans le couple, où la personnalité de chacun sera valorisée. »

Pour les femmes, il n'y a pas deux voies à suivre : lutte de classes et lutte entre les sexes. Il y a les multiples aspects économiques, sociaux, idéologiques, moraux, d'une même lutte, celle qu'il faut mener avec la classe ouvrière et les forces démocratiques. »

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 31 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

LE CARTE n'a jamais été aussi grand entre la vogue actuelle de la psychologie et la situation des véritables praticiens de la psychologie que sont les psychologues.

L'absence de réglementation dans l'exercice de la profession a conduit à la multiplication des incompétences, des charlatans qui s'adonnent à la psychologie dans un but lucratif en la proposant comme idéologie. La possession du sens psychologique est dérisoire face au développement de la science. Ceux qui entretiennent la confusion veulent créer un corps de subalternes et, par conséquent, diviser une profession à leur avantage. Faut-il croire qu'en dehors de la sphère médicale il n'y ait point de salut, alors que les psychologues sont au moins aussi bien formés que d'autres professionnels comme les chirurgiens-dentistes ou les pharmaciens ?

L'exemple de sous-qualification concerne les psychologues scolaires à qui l'on donne généralement deux années de formation après qu'ils aient exercé le métier d'instituteur. Bon nombre d'entre eux aspirent à devenir des psychologues authentiques ; à cet effet, ils poursuivent leurs études en suivant le cursus universitaire.

Les contradictions abondent au sein des ministères, des réformes universitaires. D'un côté, il a été reconnu la nécessité d'une formation de haut niveau à caractère professionnel se situant dans le cadre du troisième cycle. De l'autre, la réforme du deuxième cycle aboutit à la création de pseudo-psychologues au mépris des garanties qu'est en droit d'exiger le public. Il n'est pas tenu compte de la formation réelle des psychologues, comme l'exige le ministère de la santé dans son recrutement.

Actuellement, les psychologues français reçoivent une formation théorique et pratique de cinq à six années d'études universitaires. En outre, pour un grand nombre, ils acquièrent une compétence parmi les domaines variés de la psychothérapie. L'image du psychologue testeur s'avère complètement dépassée. Son savoir-faire et son savoir-être s'équilibrant pour se mettre à l'écoute de la souffrance psychique, en permettant de restituer l'autonomie et force d'agir.

Les exigences légitimes des praticiens pour mettre fin à une situation intolérable peuvent se résumer ainsi : création d'un diplôme national de psychologue ; définition d'un statut régissant les conditions d'exercice de la profession pour l'ensemble des secteurs d'application de la psychologie ; législation du code de déontologie élaboré par la Société française de psychologie en 1961, en vue de protéger l'intimité des êtres, leur liberté individuelle ; utilisation et extension de la nomenclature qui existe à la Sécurité sociale en ce qui concerne les actes psychologiques ; rémunération décente des praticiens en rapport avec leur formation.

La France est un des rares pays européens à ne pas avoir favorisé la mise en place de la profession de psychologue. Les praticiens demandent que soit reconnu leur rôle ; il ne peut exister de politique de la santé en maintenant les psychologues dans une non-responsabilité.

(*) Psychologue.

Pierre Chaunu
les Amériques
16° 17° 18°
siècles

De l'Amérique ignorée à l'Amérique conquise, de l'Amérique dominée à l'Amérique qui se libère, une histoire globale à travers le temps et l'espace.

ARMAND COLIN

Quatre cents psychologues sont réunis à Antibes

Le cinquième congrès du Syndicat national des psychologues s'est ouvert, vendredi 12 novembre, à Antibes. Plus de quatre cents délégués débattent sur le thème « Le psychologue et la santé » jusqu'au dimanche 14 novembre. M. Bernard Garon, psychologue à Chambéry, nous a adressé des réflexions sur ce métier, paradoxalement sans statut précis mais fort à la mode.

POINT DE VUE

Un métier sans statut

par BERNARD GARON (*)

LE CARTE n'a jamais été aussi grand entre la vogue actuelle de la psychologie et la situation des véritables praticiens de la psychologie que sont les psychologues.

L'absence de réglementation dans l'exercice de la profession a conduit à la multiplication des incompétences, des charlatans qui s'adonnent à la psychologie dans un but lucratif en la proposant comme idéologie. La possession du sens psychologique est dérisoire face au développement de la science. Ceux qui entretiennent la confusion veulent créer un corps de subalternes et, par conséquent, diviser une profession à leur avantage. Faut-il croire qu'en dehors de la sphère médicale il n'y ait point de salut, alors que les psychologues sont au moins aussi bien formés que d'autres professionnels comme les chirurgiens-dentistes ou les pharmaciens ?

L'exemple de sous-qualification concerne les psychologues scolaires à qui l'on donne généralement deux années de formation après qu'ils aient exercé le métier d'instituteur. Bon nombre d'entre eux aspirent à devenir des psychologues authentiques ; à cet effet, ils poursuivent leurs études en suivant le cursus universitaire.

Les contradictions abondent au sein des ministères, des réformes universitaires. D'un côté, il a été reconnu la nécessité d'une formation de haut niveau à caractère professionnel se situant dans le cadre du troisième cycle. De l'autre, la réforme du deuxième cycle aboutit à la création de pseudo-psychologues au mépris des garanties qu'est en droit d'exiger le public. Il n'est pas tenu compte de la formation réelle des psychologues, comme l'exige le ministère de la santé dans son recrutement.

Actuellement, les psychologues français reçoivent une formation théorique et pratique de cinq à six années d'études universitaires. En outre, pour un grand nombre, ils acquièrent une compétence parmi les domaines variés de la psychothérapie. L'image du psychologue testeur s'avère complètement dépassée. Son savoir-faire et son savoir-être s'équilibrant pour se mettre à l'écoute de la souffrance psychique, en permettant de restituer l'autonomie et force d'agir.

Les exigences légitimes des praticiens pour mettre fin à une situation intolérable peuvent se résumer ainsi : création d'un diplôme national de psychologue ; définition d'un statut régissant les conditions d'exercice de la profession pour l'ensemble des secteurs d'application de la psychologie ; législation du code de déontologie élaboré par la Société française de psychologie en 1961, en vue de protéger l'intimité des êtres, leur liberté individuelle ; utilisation et extension de la nomenclature qui existe à la Sécurité sociale en ce qui concerne les actes psychologiques ; rémunération décente des praticiens en rapport avec leur formation.

La France est un des rares pays européens à ne pas avoir favorisé la mise en place de la profession de psychologue. Les praticiens demandent que soit reconnu leur rôle ; il ne peut exister de politique de la santé en maintenant les psychologues dans une non-responsabilité.

(*) Psychologue.

Pierre Chaunu
les Amériques
16° 17° 18°
siècles

De l'Amérique ignorée à l'Amérique conquise, de l'Amérique dominée à l'Amérique qui se libère, une histoire globale à travers le temps et l'espace.

ARMAND COLIN

MARIE-LOUISE
52 Champs-Élysées, Paris
Défilés de Mode collections
coktails fourrés
DEMAIN SAMEDI
de 14h à 19h

Du 2
au 20 Novembre
100 ANTIQUAIRES
et BROCANTEURS
au 2^e étage du Magasin 2
AU BON MARCHÉ
Métro-Bus Sévres-Babylone
Parking Boucicaut

le MAROC
toute l'année
au départ de sète
à destination
de tanger
avec votre voiture
UN DÉPART
TOUS LES 4 JOURS
AGADIR
COMANAV ferry
Votre agence de voyages vous fournira tous renseignements pour l'organisation de vos séjours ou voyages touristiques au MAROC avec votre voiture en hôtel-pension ou demi-pension. Pour les touristes visitant le MAROC l'essence coûte 30 % moins chère. Documentation et renseignements : COMANAV 43, avenue des F.A.R. CASABLANCA Maroc Tél. 22825 Téléphone direct 19 (212) 27.56.16 En FRANCE : SNCM 61, bd des Dames 13002 MARSEILLE Tél. (91) 91.90.20

Du 2
au 20 Novembre
100 ANTIQUAIRES
et BROCANTEURS
au 2^e étage du Magasin 2
AU BON MARCHÉ
Métro-Bus Sévres-Babylone
Parking Boucicaut

Du 2
au 20 Novembre
100 ANTIQUAIRES
et BROCANTEURS
au 2^e étage du Magasin 2
AU BON MARCHÉ
Métro-Bus Sévres-Babylone
Parking Boucicaut

Les pays nordiques. En direct. Tous les jours.

En exclusivité : les 4 capitales en direct.

Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.

Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.

Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.

Oslo quotidien.

Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.

Copenhague : 20 fois par semaine.

Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf le samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).

A bord, la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Opel EuroKadett

LANARK AUTOMOBILES S.A.
130, rue Marceau
PARIS 16^e TEL. 076.99.92.

Du 2
au 20 Novembre
100 ANTIQUAIRES
et BROCANTEURS
au 2^e étage du Magasin 2
AU BON MARCHÉ
Métro-Bus Sévres-Babylone
Parking Boucicaut

Reportage.
Une journaliste de ELLE dans un ghetto noir d'Afrique du Sud.
Elle témoigne.
Cette semaine dans Elle.

(PUBLICITE)
IMPORTANT
INSTITUT DE RECHERCHE
situé à Rome (Italie)
recherche
des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur.
Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées.
La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.
Adressez la curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

(Publicité)
LES PRIMES D'ASSURANCES
DÉSORMAIS PAYABLES...
AVEC UNE CARTE DE CRÉDIT
grâce à un accord (qui est aussi une « première ») du Groupe Zurich et d'Eurocard.
Du côté des assurances, le Groupe Zurich innove très résolument puisqu'il permet à ses assurés de régler désormais leurs primes à l'échéance.
Et pour les sociétés de crédit, c'est un nouveau secteur d'activités qui vient de leur ouvrir la Société Française de Cartes de Crédit, qui gère Eurocard.
Après plusieurs mois de négociations, l'accord vient en effet d'être signé entre les deux sociétés.
Accord d'où il résulte que, dès maintenant, tout client du Groupe Zurich possesseur d'une carte Eurocard pourra :
• faire enregistrer le paiement de sa prime à la Zurich avec sa carte Eurocard, et ne régler Eurocard qu'en fin de mois sur relevé ;
• ou bien, utilisant la formule de crédits Eurocard, échelonner sa prime sur une période qui peut s'étendre jusqu'à 24 mois.
Et pour la Zurich et pour Eurocard, c'est donc un tout nouveau service offert au public.

Les livres intéressants qui paraissent.
De Karl Marx à Babar.
Cette semaine dans Elle.

(PUBLICITE)
GRUMES DE BOIS AFRICAINS
ACHETEUR : Arab Timber Co., Boite Postale 130, Lattakieh, République Arabe Syrienne.
BESOINS : 30.000 m³ (plus ou moins 10 %) de grumes de bois africains, récemment coupées, convenant à la fabrication de contre-plaqué et traitées chimiquement aux insecticides pour bois.
CLASSIFICATION : L.M. : 50 % min. A, 35 % max. B et 15 % max. C des types suivants :
— 3.000 m³ de Sèblil, 3.000 m³ d'Acjou, 3.000 m³ de Tiam, 5.000 m³ de Samba, 4.000 m³ de Ioli, 2.000 m³ de Condroti.
Diamètre : 70 à 120 cm avec une tolérance de 10 % de 60 à 80 cm. Longueur : 420 cm et au-dessus. Indiquer les prix C et F livrés bateau et FOB par m³ en francs français uniquement, sur une facture pro forma en trois exemplaires. Le soumissionnaire devra s'engager à expédier avec ses marchandises un certificat international de contrôle délivré par un bureau désigné par l'acheteur et dont les frais seront supportés par le vendeur. Le dépôt de garantie pour soumissionnaire est de 3 % du montant de la soumission. Il est remis au moment de la soumission et sera transféré lors de la confirmation sur un dépôt de garantie de bonne exécution. L'acheteur peut passer commande à un ou plusieurs fournisseurs et le soumissionnaire peut émettre une offre partielle pour un minimum de 5.000 à 7.000 m³.
Le soumissionnaire doit indiquer le nombre d'envois et les dates des expéditions par voie maritime. L'acheteur choisira selon ses besoins s'il préfère que l'expédition se fasse en quatre envois : le premier pendant le premier trimestre, le second pendant le deuxième trimestre, le troisième pendant le troisième trimestre et le quatrième pendant le quatrième trimestre 1977. L'acheteur peut envoyer des représentants pour contrôler le chargement des marchandises, vérifier les spécifications et superviser la décharge.
Le dernier délai est le 28 décembre 1976, après quoi l'offre devra rester ferme pendant 30 jours. L'enveloppe contenant l'offre doit porter la mention : « RAW TIMBER LOGS ».

Stomatologie.
Si la dent de 6 ans va, tout va.
Sourires.
Cette semaine dans Elle.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Deux chefs d'entreprise sur trois ont boudé les urnes des chambres de commerce et d'industrie

Les résultats complets, toujours longs à coller, des élections aux chambres de commerce et d'industrie, qui ont eu lieu le 25 octobre, nous permettent de constater les deux principales tendances que des indications partielles avaient permis de dégager au lendemain de ce scrutin (le Monde des 27 et 28 octobre) : participation plus faible qu'en 1974, et surtout net recul du CID-UNATI au profit des « traditionnels » (organisations patronales locales, F.M.E., C.N.P.F.).

Environ 10 % des quelque un million cinq cent mille industriels, commerçants et prestataires de services appelés aux urnes n'ont pu participer à cette consultation consulaire pour des raisons administratives : carte d'électeur non parvenue à temps, liste du registre du commerce non tenue à jour. A Paris, signale l'A.P.C.C.I. (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie), cinquante mille « dossiers électoraux » ont été ainsi « inutilisés ».

Mais ce n'est pas là, bien sûr, la cause essentielle de la moindre participation, qui, avec 33,80 %, se situe à mi-chemin entre celle de 1970 (26,60 %) et le taux record de 1974 (40,60 %). Si les deux tiers des électeurs ont boudé les urnes, c'est d'abord qu'ils n'ont jamais manifesté un grand enthousiasme pour ce genre de consultation et qu'en outre le scrutin du 25 octobre leur a paru manquer singulièrement d'intérêt.

Il y a deux ans, enfin, le CID-UNATI avait lancé une vaste offensive en direction des assemblées consulaires, gérées depuis des lustres par les « notables », et la campagne électorale avait été particulièrement animée. Le mouvement de M. Gérard Nicoud avait réussi une spectaculaire percée en conquérant quelque sept cents sièges. En 1976, l'attitude du CID-UNATI à l'égard de

la consultation du 25 octobre n'a été ni aussi dynamique ni très cohérente : dans certaines régions, les amis de M. Gérard Nicoud ont même donné des consignes de boycottage afin de protester « contre une réglementation arbitraire qui fait du commerce et des services les parents pauvres des compagnies consulaires ». Dans près de la moitié des chambres — soixante-dix-neuf sur cent cinquante-deux — une liste unique était proposée aux électeurs, dont au scrutin, tout caractère de « bataille » et, partant, d'incitation au vote.

Pour cette série de raisons, les « traditionnels » ont refait, au détriment du CID-UNATI, une partie du terrain perdu en 1974. Si, en effet, le mouvement de M. Nicoud garde des positions importantes dans le secteur « commerce », avec 25 %

des sièges, s'il conserve la présidence des C.C.I. du Mans et de

Vienne et conquiert celle de Saint-Brieuc, il perd en revanche la majorité à Arras, Béthune, Saint-Omer, Grandville et Rochefort. Dans cette dernière chambre, le président sortant, élu CID-UNATI en 1974, a cette fois conduit à la victoire... la liste traditionnelle.

Reste une importante question : « traditionnelle », CID-UNATI ou « unioniste », l'élu consulaire est-il

représentatif des chefs d'entreprise de sa ville et de sa région ? On

peut encore le croire quand la participation avoisine ou dépasse 50 %, des inscrits, comme ce fut le cas le 25 octobre, à Saint-Omer, Basse-Normandie, Le Mans, Cambrai, Ajaccio, Bastia, Sète, Orléans, Saint-Dizier et Vesoul. Mais que dire de cette représentativité quand le cinquième ou même des électeurs se sont déplacés, comme à Paris (23 % contre, il est vrai, 18 % en 1974), à Marseille (18 %), à Grenoble (17,5 %) ou à

Nîmes (15 %) ?

Ces abstentions massives peuvent mettre en doute la crédibilité des C.C.I. qui disposent pourtant d'un budget global de 3,6 milliards de francs et qui gèrent de multiples réalisations (ports, aéroports, zones industrielles, etc.).

MICHEL CASTANG.

BIBLIOGRAPHIE

Pour une économie du vouloir
de Jean Saint-Geours

M. Jean Saint-Geours appartient à la race de ceux qui se trouvent bien dans leur époque. Dans celle de leur époque. Comme l'espèce n'est pas en voie d'extinction, mais au contraire, en crise, son message a des chances de retentir l'attention.

Sans doute crie-t-il moins fort aujourd'hui « Vive la société de consommation ! » — titre de son ouvrage de 1970 — mais son nouveau livre *Pour une économie du vouloir* (1) recèle encore une forte dose d'optimisme : la société industrielle est tout à fait capable, sans bouleversements politiques, de faire face aux défis multiformes qui lui sont proposés.

La « symbiose malfaisante de l'inflation et du sous-emploi » lui paraît devoir être d'abord regardée de près, fruit aussi bien des modalités de fixation des salaires que de la diminution des gains de productivité, des préoccupations écologiques alourdissant les charges de production, de la moindre rentabilité du capital, des pratiques de fixation de prix et surcoût du rôle croissant de la production des services.

La désorganisation du système monétaire international n'est pas le moindre des maux qui affectent le monde occidental. Nul doute pour Jean Saint-Geours que le régime des changes flottants n'ait contribué à la diffusion des tensions inflationnistes, et c'est précisément la question la plus délicate du système monétaire qui a conduit à sa dislocation. Il faut, il faut, l'administrer d'avantage. On n'attendait pas de l'auteur qu'il se convertisse à l'étalon-or. Il est de l'école Triffin non de celle de Rœff.

Pas de surprise non plus quand notre auteur s'en prend aux dogmes « monétaristes », estimant que la liaison entre l'évolution de la masse monétaire et l'inflation n'est ni causale ni exclusive. Une politique durable des taux d'intérêt élevés, loin d'affaiblir l'inflation, la nourrit.

M. Saint-Geours tourne résolument le dos au libéralisme éco-

nomique même « avancé » comme l'indique le sous-titre de son livre. Devant le faillite des crises, c'est aux États de maîtriser le système de formation des prix, de répartir plus équitablement le surplus créé par l'activité de production, d'organiser le remodelage de l'appareil industriel, d'orienter la croissance pour qu'elle satisfasse des besoins plus qualitatifs, d'améliorer la situation relative du tiers-monde.

En tout cas, le nouveau modèle de société — c'est le grand jeu du moment — devra préserver, aux yeux de M. Saint-Geours, les valeurs vivantes : la liberté de l'individu, l'ardeur de la connaissance, la démocratisation du progrès, la puissance des solidarités modernes.

Il y a du Sismondi chez Saint-Geours, son goût du bonheur, le reflet de ses thèmes redoublés modernes. « Il n'y a accroissement de la richesse nationale que quand il y a aussi accroissement des jouissances nationales » ; or on peut fort bien voir « la production augmenter tandis que les jouissances diminuent », lit-on dans les *Nouveaux Principes* (2).

C'est là où le bât blesse de plus en plus, où l'effort de volonté requis par Jean Saint-Geours doit trouver surtout son point d'application. La confiance qu'il met dans l'homme et les institutions est stimulante ; mais comme on aurait voulu qu'il nous livre des exemples plus convaincants de ce dont est capable la coopération renforcée, qu'il s'agisse, par exemple, de système monétaire international ou de la lutte communautaire contre l'inflation. Comment ne pas rester sceptiques, en effet, vu des réalités de ces dix dernières années ?

PIERRE DROUIN.

(1) Calmann-Lévy, 212 p., 33 F.

(2) Cité dans *Histoire socialisme et critique de l'économie* (Paris, sous la direction de Jean Willems, en collaboration avec G.-D. Desroches et M. Saint-Martin, 11, boulevard de Sébastopol, Paris).

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

(PUBLICITE)
REPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE
MISSION D'ACTION ÉCONOMIQUE
37032 TOURS CEDEX
Tours, le 3 novembre 1976.

AVIS DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE
DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR ELECTRICITE DE FRANCE (SERVICE NATIONAL REGION D'EQUIPEMENT TOURS) EN VUE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CHINON (INDRE-ET-LOIRE)

- Conformément à l'arrêté du Préfet d'INDRE-ET-LOIRE en date du 4 novembre 1976, il sera procédé à une enquête publique complémentaire portant sur l'implantation de réfrigérants à tirage induit en remplacement des réfrigérants à tirage naturel prévus dans le projet initial présenté par ELECTRICITE DE FRANCE (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de l'extension de la Centrale Nucléaire de CHINON (INDRE-ET-LOIRE). Une Commission d'Enquête est désignée dont le siège est à la Préfecture de TOURS.
- Le dossier du projet restera déposé à la Préfecture du Département d'INDRE-ET-LOIRE à TOURS, pendant 30 jours consécutifs, du 22 novembre 1976 inclus au 22 décembre 1976 inclus, pour être consulté sans déplacement pendant cette période, de 8 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 45, aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les samedis, dimanches et jours fériés). Un registre à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le Président de la Commission d'Enquête, sera ouvert, pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourront donner lieu les modifications apportées.
- Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être avancées par écrit au Président de la Commission d'Enquête qui les annexera au registre susvisé.
- Pendant le même temps, un exemplaire du dossier susvisé restera également déposé à la Mairie d'AYOINE : un registre subsidiaire à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le Maire d'AYOINE, sera ouvert, de 8 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 16 h. (sauf les samedis, dimanches et jours fériés), à la Mairie d'AYOINE, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet.

Pour insertion, le préfet d'Indre-et-Loire : Roland FAUGÈRE

Pour contre conforme, le directeur : S. RAMIREZ

سكيا في الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE EXTÉRIEUR

APRÈS LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU C.N.P.F.

Les échanges de missions commerciales ou industrielles entre la France et la Chine seront sensiblement augmentés

Pékin. — Une délégation du patronat français, conduite par M. Ceyrac, vient de terminer une visite en Chine, au cours de laquelle elle a notamment été reçue par M. Ku Mu, vice-premier ministre, et par le ministre du commerce extérieur, M. Le Quang. Cette visite répondait à une invitation adressée à M. Ceyrac il y a trois ans et elle n'avait pas pour objet de régler des problèmes particuliers en suspens entre la France et la Chine ni de permettre la signature de nouveaux contrats.

Le président du C.N.P.F. nous a néanmoins indiqué que certaines questions concrètes avaient été abordées au cours des conversations concernant, notamment, le financement des échanges franco-chinois. Les interlocuteurs des hommes d'affaires français n'ont pas insisté sur les problèmes que posait à la République populaire la faiblesse de ses réserves en devises, mais on sait que la technique des « paiements différés » a fait l'objet de discussions détaillées avec d'autres partenaires commerciaux de la Chine.

Egalement sur le plan bilatéral, M. Ceyrac se déclare désireux de renforcer la « présence » des entreprises françaises dans le monde chinois. Il annonce une intensification sensible des échanges de missions commerciales ou industrielles entre les deux pays. Sans qu'aucun accord ait été ébauché avec les

De notre correspondant

Chinois sur ce point, l'installation en Chine de missions permanentes, représentant sur place tel ou tel groupe d'affaires ou bancaire, pourrait être envisagée du côté français. Cette formule a déjà été utilisée dans d'autres pays socialistes. Comme à la plupart des hôtes étrangers reçus depuis quelques semaines, les responsables chinois ont affirmé aux représentants du patronat français leur volonté d'accroître l'industrialisation du pays. En même temps, toutefois, ils ont déclaré que les « pertes » causées à l'économie par l'action des quatre dirigeants évincés du bureau politique contraignaient Pékin à « marquer une pause » dans l'accroissement de ses échanges avec le monde extérieur. Priorité est donnée

au développement de l'agriculture, mais aussi à celui des industries qui doivent soutenir cette dernière, ainsi qu'aux transports et aux communications. M. Ceyrac s'est déclaré frappé par le « réalisme » de ses interlocuteurs.

ALAIN JACOB.

FOIRES ET EXPOSITIONS

LES SALONS FRANÇAIS EN NOVEMBRE

DU 13 AU 20 : Salon international de l'emballage, du conditionnement et de la présentation. Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 20 : Salon international de l'alimentation (SIAL). Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 21 : Salon international du génie industriel alimentaire. Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 22 : Salon international du matériel et des techniques pour l'industrie et le commerce de la construction (MATIC). Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Pour les professionnels.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

La mort d'un ouvrier à Usinor-Dunkerque : un enchevêtrement de responsabilités

De notre correspondant

Dunkerque. — En sous-traitant à des firmes extérieures des travaux d'entretien et de réparation à effectuer sur ses installations, une entreprise se trouve-t-elle ipso facto déchargée des responsabilités qui lui incombent en matière de sécurité ? C'est la question que vient de soulever à nouveau l'accident mortel survenu à Usinor-Dunkerque (le Monde du 12 novembre).

Quelle était, dans cet ensemble industriel, la situation du soudeur victime d'une chute mortelle le 10 novembre dernier ?

La victime, M. Morizot, était affecté à l'entretien d'une installation d'Usinor, en l'occurrence des vannes de décompression du sas d'un haut-fourneau.

Il appartenait au personnel d'une société sous-traitante, Delatre-Lavivier (groupe Schneider). Mais il était prêt par son entreprise à une autre firme sous-traitante chargée de ces travaux.

L'accident s'est produit par suite de la défectuosité du système de verrouillage d'une porte d'ascenseur, dont l'entretien était confié à une troisième firme, elle aussi étrangère à l'usine.

Où se situent donc les responsabilités dans cet enchevêtrement d'entreprises intervenant ? Le danger représenté par la défectuosité du verrouillage de cette porte d'ascenseur au sommet d'un haut fourneau soulève une question de responsabilité qui se pose à tous les échelons de la hiérarchie. Les responsables intervenant ? Le danger représenté par la défectuosité du verrouillage de cette porte d'ascenseur au sommet d'un haut fourneau soulève une question de responsabilité qui se pose à tous les échelons de la hiérarchie.

C'est une attitude à la Ponce Pilate que de rejeter les responsabilités de l'accident dès lors que la victime travaillait sous contrôle d'une autre entreprise. Le dernier rapport de sécurité de la société Usinor a pu faire valoir que le taux de fréquence et de gravité des accidents enregistrés au sein du groupe, y compris aux installations de Dunkerque, est inférieur à la moyenne dans la sidérurgie et très inférieur au taux enregistré dans d'autres branches industrielles. Mais ce bilan exclut les accidents mortels survenus dans des travaux de construction ou de réparation adjugés à des entreprises extérieures.

Les statistiques syndicales, au contraire, les incluent en chiffrant à quatre-vingt-deux le nombre d'accidents mortels survenus dans l'enceinte de l'usine de Dunkerque depuis que celle-ci existe. Il reste

Une énigme

Les milieux syndicaux font remarquer que la série d'accidents survenus sur les hauts-fourneaux, notamment sur le gigantesque H.F. 4 dont les sautes de régime demeurent une énigme même pour les spécialistes, ont entraîné un climat d'insécurité parmi le personnel. Ce climat peut-il expliquer le souci qu'aurait eu, selon certains témoignages, la victime et ses camarades de travail de quitter au plus vite les hauteurs du haut-fourneau HF 3 quand les nuages de vapeur les ont enveloppés ? Une certaine précipitation ne peut en tout cas expliquer la défectuosité d'un système de sécurité d'un ascenseur.

Ca qui est, au fond, en cause c'est l'organisation de la sécurité dans des ensembles industriels de la taille d'Usinor-Dunkerque. Les cadres eux-mêmes, malgré leur sens élevé des responsabilités, se sentent souvent dépassés par l'ampleur et la complexité des problèmes. Dans certaines zones industrielles de la région dunkerquoise, la participation d'entreprises sous-traitantes a donné naissance à un comité central d'hygiène et sécurité (C.H.S.) unifiant l'action du C.H.S. et des agences de sécurité des firmes de l'extérieur. Peut-on, dans une industrie de la taille d'Usinor-Dunkerque dépasser le stade des conventions et de la concertation pour en arriver à une structure de ce type ? Il serait temps, en tout cas, de dépasser celui de la polémique sur les causes d'accident et les arguments juridiques sur les responsabilités pour en arriver à la recherche d'une organisation propre à y remédier.

MARC BURNOD.

A L'ÉTRANGER

La lutte contre l'inflation reste prioritaire au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — Le gouvernement de M. Miki a décidé, vendredi 12 novembre, de prendre un certain nombre de mesures destinées à soutenir l'économie (« le Monde » du 2 novembre). Il est difficile pourtant de parler d'un plan de relance.

A trois semaines des élections générales, le gouvernement pouvait difficilement introduire des changements majeurs dans sa politique économique. Il s'est en fait borné à prendre des mesures d'attente qui doivent surtout avoir un effet psychologique sur les milieux d'affaires, inquiets du tassement de la conjoncture depuis l'été.

Le train de mesures adopté comporte une augmentation de l'aide aux moyennes entreprises, des prêts à la construction (11 milliards de yens, soit 274 millions de dollars) et une accélération des programmes de travaux publics.

En octobre, les faillites ont

atteint le chiffre de 1489, le plus élevé depuis décembre 1971. Selon l'Institut de recherche Tokyo Shokai, le nombre total des faillites pour l'année fiscale 1973 qui s'achève en mars prochain devrait être de l'ordre de 15 000.

Le projet de réduction des impôts sur le revenu, dont il avait été question ces jours derniers, n'a pas été retenu par le conseil des ministres. Exigée par M. Miki, premier ministre, cette mesure était jugée inopportune par M. Ohira, ministre des finances. Les ministres budgétaires, M. Ohira (faillitisme) en outre qu'elle n'aurait qu'un effet très faible sur la demande intérieure. Depuis l'été, après le début de la reprise, l'économie japonaise marque une pause qui tend à se prolonger. L'EPA (Agence de planification économique) prévoit cependant une reprise en novembre : tout en préconisant des mesures de stimulation, elle estime que l'économie japonaise devrait retrouver d'elle-même un rythme de croissance plus élevé et que l'objectif d'une expansion de 5,8 % (en volume) au cours de l'année fiscale devrait être atteint.

Le gouvernement japonais ne s'est donc pas départi de sa prudence en matière économique. Certes, on note une certaine évolution dans les préoccupations des dirigeants, inquiets du ralentissement de la croissance. Mais l'inflation demeure la crainte majeure. L'augmentation de 50 % des tarifs des transports et des télécommunications, décidée la semaine dernière par la Diète, va d'ailleurs faire passer de 8,5 % en octobre à 10 % en décembre le taux annuel d'inflation. Jusqu'à présent, se sont essentiellement les salariés qui ont eu à pâtir du ralentissement de l'activité économique. Selon les chiffres fournis par le bureau du premier ministre, en soutien à enregistrer une diminution de 4,6 % de leur pouvoir d'achat. On s'attend cependant à une reprise de la consommation des ménages après la distribution des primes de fin d'année.

PHILIPPE PONS.

POLITIQUE CONTRACTUELLE

La FEN réclame l'exécution des promesses de l'accord de 1976

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, réaffirme, dans une lettre au premier ministre, son attachement aux négociations salariales, son organisation ne pouvant cependant « donner sa caution à des discussions vides de tout contenu parce que le cadre et l'objectif auraient été fixés préalablement ».

Anuparavant, M. Henry rappelle les engagements pris aux termes de l'accord 1976 et restés en suspens : reclassement de la catégorie B, avancement de l'âge de la retraite pour les femmes fonctionnaires mères de un ou deux enfants, extension des droits à la titularisation, résorption de l'auxiliaire, droits syndicaux, etc.

F.O. ET C.G.C. :

une arme contre l'inflation

De leur côté, les dirigeants de Force ouvrière et ceux de la C.G.C., qui se sont rencontrés le

10 novembre, estiment que la politique contractuelle est le seul moyen de prévoir l'évolution des salaires à moyen terme et « donc de pouvoir établir un programme de lutte contre l'inflation fondé sur des hypothèses sérieuses et dans le respect de la justice sociale et fiscale ».

« Vouloir enlever la politique contractuelle dans des négociations salariales fixées d'avance est une parodie de négociation. Vouloir ignorer le rôle des organisations syndicales représentatives, dit le communiqué de la C.G.C., serait favoriser l'action d'éléments irresponsables. »

Faits et chiffres

Affaires

● LA CHAÎNE BELGE DE SUPERMARCHÉS DELHAIZE « LE LION » vient de prendre la majorité dans le capital de la société américaine de supermarchés « Food Town Stores Inc ». Delhaize « le Lion » détenait déjà depuis deux ans 34 % des actions de Food Town. Elle a alors lancé une offre publique d'achat pour en obtenir le contrôle majoritaire. 18 % du capital lui ont été apportés par les actionnaires pour une valeur de 10 millions de dollars, ce qui permet au groupe belge de contrôler désormais 52 % de Food Town Stores. — (A.F.P.)

● KODAK MARQUE UN POINT CONTRE POLAROID. — La société Kodak a gagné, mercredi 10 novembre, à Londres, le second round du combat judiciaire qui l'oppose à Polaroid pour le contrôle du marché britannique de la photo instantanée (le Monde du 8-9 août 1973). La cour d'appel de Londres a

levé l'interdiction faite à Kodak d'introduire sur le marché anglais son nouvel appareil à développement instantané. A la demande de Polaroid un juge de la Haute Cour avait interdit la vente de ces appareils, mais d'autre dernier.

Economies étrangères

● EN GRANDE-BRETAGNE la production industrielle a augmenté de 1,5 % en septembre. Elle reste toutefois inférieure de 8,1 % au sommet enregistré en août 1974. — (A.F.P.)

Prospective

● M. PHILIPPE DE SEYNES vient d'être élu à la présidence de l'association internationale Futuribles, en remplacement de M. Pierre Pignatelli. M. Philippe de Seynes, inspecteur général des finances, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, est actuellement directeur du programme d'études sur le futur à l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAS).

M. Jean Saint-Geours, président-directeur général de la SEMA, a été élu comme vice-président. M. Eugène de Jouvenel a été réélu dans ses fonctions de délégué général à la direction de l'association.

* Association internationale Futuribles, 10, rue Cornuschi, 75017 Paris.

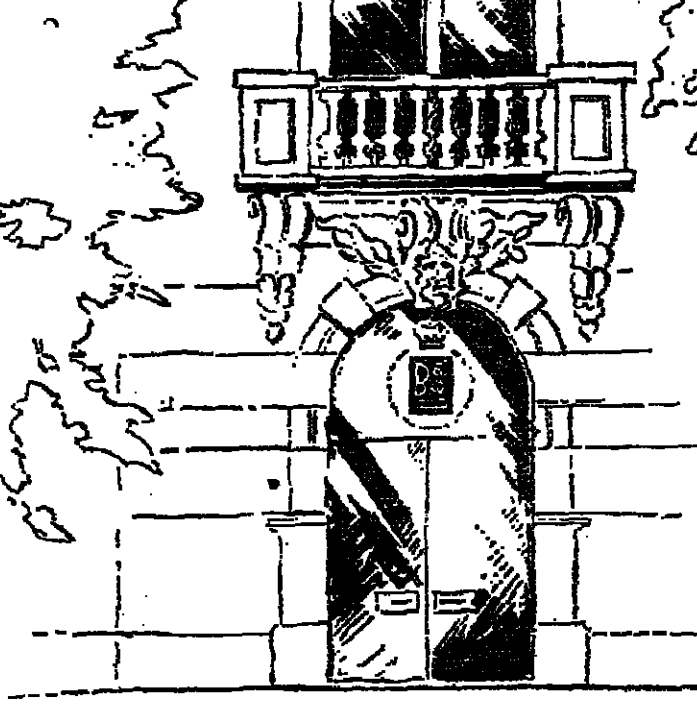
Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !

toutes marques chez KIATOU
SIEGE : 44, rue du Sac et
SUCCESSION : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08



chiots toutes races,
BICHONS, CANICHES,
COCKERS, PEKINOIS,
YORKSHIRES, SCOTTISHS,
DOGGES ALLEMANDS,
BOXERS, etc.
CHIOTS à partir de 600 F.
VACCINES : maladie de Carré,
hépatite, rage.
TATOUÉS : nos chiots ont au
minimum 3 mois.
VENDUS : avec GARANTIE
1 MOIS, agréé par le Ministère
de l'Agriculture.
VOTRE NOUVEAU
COMPAGNON vous le trouverez...
Il vous attend.
chenil du collier d'or
Galerie Point Show:
66, avenue des Champs-Élysées,
PARIS - Tél. 723.45.37.
OUVERT de 12 h à 20 h.



Une nouvelle ambassade au 59 de l'avenue d'Iéna

Avenue d'Iéna, les ambassades côtoient les consulats et les missions diplomatiques. Il en manquait une pourtant, dont le prestige est mondial : la musique. Bang & Olufsen vient d'y remédier. C'est là, en effet, à deux pas de l'Etoile, qu'il ouvre son second auditorium parisien. Cet auditorium Bang & Olufsen n'est pas un lieu de vente, mais d'information, de démonstration et d'écoute. Vous pouvez donc y venir en toute liberté et simplement écouter la musique que vous aimez sur les chaînes haute-fidélité Bang & Olufsen ; et, pour un instant... échapper au temps.

Pour vous accueillir et vous guider : des spécialistes haute-fidélité qui ont fait de leur métier une passion. Ce nouveau centre, ouvert du mardi au samedi, de 9 h à 19 h, délivre un visa illimité pour l'univers de la musique et de ses plaisirs.

Bang & Olufsen

of Denmark

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Le groupe Lafarge espère une progression de 20 à 25 % de ses résultats de 1976

M. Olivier Lecor, P.-D.G. de la société Lafarge, l'un des premiers cimentiers européens, est un homme heureux. C'est ce qui ressort de la réunion organisée le 10 novembre, dans l'usine du Havre, pour les analystes financiers.

Il escompte, en 1976, un résultat net supérieur de 20 à 25 % à celui de 1975 (il était de plus de 187 millions de F avant impôt) pour un chiffre d'affaires consolidé d'environ 5,8 milliards de francs. En ce qui concerne la société Ciments Lafarge-France, et ses filiales cimentières, l'activité de 1976 sera restée stable, les usines tournant à 85 % de leur capacité de production, et les résultats moins bons que ceux que les responsables espéraient en raison à la fois des importantes variations de prix du fuel industriel (qui a augmenté de nouveau après avoir baissé en 1975) et du gel des prix de ciment au moment où les professionnels négociaient avec les pouvoirs publics une hausse de 8 à 7 % de leurs tarifs. Ils espèrent être les « premiers servis » en janvier 1977, lors de la fin de ce gel.

Parmi les sociétés des autres « groupes opérationnels », celles qui avaient connu des difficultés les années passées (dans les secteurs de l'emballage, de la céramique sanitaire, de la robinetterie), se portent mieux, tandis que l'activité plâtrière (et surtout la fabrication des plaques et des carreaux) connaît une très forte expansion (+ 40 % en volume pour les carreaux). Devant la saturation de ses capacités de production, le groupe a d'ailleurs réorganisé ses usines, regroupant dans la société Frayssinet-Rigles les moyens de production de

deux sociétés, et prenant une participation majoritaire dans le capital de Promonta-France, entreprise de carreaux de plâtre près de Bayonne.

Enfin, les difficultés rencontrées dans la commercialisation des matériaux réfractaires, à cause de la crise de la sidérurgie, sont compensées par les résultats « largement positifs » de l'activité de construction de fours.

A l'étranger — 54 % du chiffre d'affaires consolidé sont réalisés à l'étranger — la principale filiale, Canada Ciment Lafarge (qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs), a connu en 1975 une légère baisse de son activité, les résultats — en baisse — étant compensés par la dépréciation du franc par rapport au dollar canadien. Outre de forts investissements dans le sud-est des États-Unis, où fonctionnent quatre usines de ciment, le groupe a pris une participation majoritaire dans Portland Cementwerk Wörsen, société allemande de ciment, près de Karlsruhe.

Les prévisions d'investissements pour les années 1977 à 1981, s'élevaient à 2 287 millions de francs, dont 53 % seront destinés à l'étranger, notamment au Brésil. Plus de 80 % de ces investissements seront consacrés à l'activité cimentière.

En conclusion, M. Lecor s'est déclaré assez « confiant » dans l'avenir de son groupe. Mais, a-t-il dit, « il ne faut pas se laisser influencer par le climat de spéculations qui règne actuellement. Je ne crois pas que le récent forum de l'Expansion soit une bonne formule. Les chefs d'entreprise n'ont pas à affronter les hommes politiques de l'opposition ».

Siemens prend le contrôle total de Kraftwerk Union (K.W.U.)

De notre correspondant

Bonn. — A partir du 1^{er} janvier 1977, le groupe allemand Siemens aura le contrôle total de la société Kraftwerk Union (K.W.U.) — troisième constructeur mondial de centrales, y compris nucléaires, — qu'il avait fondée en 1969 à part égale avec A.E.G.-Telefunken. Il rachète en effet pour 618 millions de deutschemarks (1 200 millions de francs environ) la participation de son partenaire. Siemens portera d'autre part à 75 % sa participation dans le capital de la société Träfco-Union, qui produit des transformateurs, en rachetant pour 50 millions de deutschemarks (98 millions de francs environ) la moitié des actions que détenait A.E.G. dans cette société.

L'opération, qui a été approuvée par l'office des cartels, semble être satisfaisante pour les deux groupes. A.E.G.-Telefunken va recevoir 1 300 millions de francs d'argent frais — prélevés par Siemens sur ses liquidités — qui seront bien utiles après les difficultés financières rencontrées ces dernières années.

Depuis qu'il a pris la direction d'A.E.G. au début de cette année, M. Cipa s'est efforcé d'en rationaliser la production, et l'un de ses principaux objectifs était de se débarrasser de K.W.U., qui a coûté au total, depuis sa création, 1,15 milliard de D.M. au groupe. Certes, A.E.G. devra encore garantir la bonne exécution des contrats passés avant le 1^{er} janvier 1977, mais les provisions pour

risques, qui s'élevaient encore à 850 millions de D.M. l'année dernière, ne seront plus que de 450 millions en 1977. M. Cipa pense que dès cette année il pourra « sponger » le report des pertes des exercices précédents.

Les dirigeants de Siemens ne s'attendent pas pour leur part que K.W.U. contribue de manière substantielle aux bénéfices du groupe avant les années 80. Mais en prenant le contrôle global de K.W.U., Siemens se place maintenant au troisième rang des constructeurs de centrales dans le monde et au premier rang en Europe. Cette année, le chiffre d'affaires de K.W.U. sera de 3 milliards de D.M. (6 milliards de francs environ), et — même si les dirigeants de Siemens déclarent une augmentation relativement moins rapide à l'avenir — le carnet de commandes actuel se chiffre à 30 milliards de D.M. (60 milliards de francs). Les lettres d'intention, dont 20 milliards environ (40 milliards de francs) pour les centrales nucléaires. Pour l'instant, les travaux en cours concernent pour la moitié des centrales conventionnelles.

Dans les milieux proches de Siemens et d'A.E.G., on insiste sur le fait que l'accord a pu être conclu « entre Allemands » (Siemens disposait d'un droit de préemption) et qu'il était important pour la République fédérale que les connaissances et les procédés techniques de K.W.U. ne soient pas vendus à des étrangers comme il en était un moment question. M. Fietner, président du directoire de Siemens, a déclaré que son groupe n'avait pas l'intention de revendre les parts qu'il venait d'acquiescer. Si plus tard la question se pose, K.W.U. pourrait être intéressée par un partenaire lui ouvrant le marché américain.

DANIEL VERNET.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

- 1^{er} novembre : Echéance des cotisations sur les salaires d'octobre (employeurs du plus de 9 salariés).
- 15 novembre : Exigibilité des cotisations salariales définitives.
- 30 novembre : Exigibilité des cotisations d'employés de maison.

Les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-0.

Pour les « employés de maison », les cotisations doivent être calculées sur le salaire réel et les bulletins de paye sont libellés avec une cotisation ouvrière calculée sur le salaire réel.

Le « minimum garanti », hors du calcul des avantages en nature, est de 581 F à compter du 1^{er} octobre 1976. (1 repes : 581 F. Logement : 1 mois : 110,30 F.)

ÉNERGIE

Les coupures d'électricité en Bretagne déclenchent une polémique entre la C.F.D.T. et l'E.D.F.

Mercredi soir 10 novembre, les téléspectateurs bretons ont été privés des vingt dernières minutes du long film de Danyel Zanuck, « le Jour le plus long ». Il ne s'agissait pas d'une panne de télévision mais d'une coupure générale de courant en Bretagne, décidée par les responsables de l'Électricité de France inquiétés devant la chute de tension occasionnée par la très forte et inhabituelle consommation d'électricité, en raison notamment de la longueur et du succès du film diffusé par la troisième chaîne.

En outre, il semble que l'arrêté mercredi soir dans des résidences secondaires de nombreuses personnes dans l'Ouest de la France, en raison du « pont » de quatre jours, ait contribué à cette augmentation de la consommation du fait de la mise en marche des radiateurs électriques et du chauffage de ces maisons.

Les baisses de tension ont été constatées sur toute la France, mais c'est en Bretagne qu'elles ont été les plus sensibles (30 %). Si l'E.D.F. avait laissé la situation se détériorer, c'est toute la France qui aurait subi des coupures. Aussi, les responsables régionaux pour la Bretagne ont-ils décidé, vers 23 heures, de couper le courant pour éviter la contamination sur le reste du réseau. En quelques minutes la tension est remontée, et l'heure tardive aidant, au bout d'une vingtaine de minutes on a pu rétablir l'électricité.

Jeu-matin, la direction régionale de l'E.D.F. à Nantes (Loire-Atlantique) a indiqué que cette baisse de tension était inévitable, car l'Ouest consommait plus d'électricité qu'il n'en produisait. Ce déficit est dû au fait que les deux centrales de Cordemais, près de Saint-Nazaire, d'une puissance de près de 700 mégawatts chacune, ne sont pas en fonctionnement. Les régimes rencontrés quelques difficultés. De plus, affirme la direction régionale, la consommation d'électricité en Bretagne s'accroît annuellement de 10 %, les deux groupes de Cordemais — lorsqu'ils fonctionnent — ne peuvent représenter 6 % du capital actuel de cette dernière.

Après son fléchissement de la journée de jeudi, en liaison avec les difficultés rencontrées par le gouvernement au Parlement à l'occasion du vote de ses projets de loi, la livre a légèrement remonté pour se fixer à 1,6280 dollar (2,10 F à Paris).

MONNAIES ET CHANGES

LÉGÈRE REPRISE DE LA LIVRE

Le plus grand calme régnait vendredi dans la machine sur les marchés des changes, où l'activité se limitait des plus réduites : en France, par exemple, de nombreuses entreprises ont « le pont ». Le cours du dollar est resté stable aux alentours de 4,925 F à Paris, de même que celui du franc (deutsche mark) a été coté à 2,9625 F, sans changement.

Après son fléchissement de la journée de jeudi, en liaison avec les difficultés rencontrées par le gouvernement au Parlement à l'occasion du vote de ses projets de loi, la livre a légèrement remonté pour se fixer à 1,6280 dollar (2,10 F à Paris).

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF	28-10	4-11
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	85 231	85 597
Fonds de stabilisation des changes	9 574	9 532
2) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	82	41
3) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	15 153	15 256
4) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	258	347
5) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	13 534	17 678
6) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	68 723	68 832
7) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	24 214	24 552
8) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	34 985	35 160
9) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	41	43
10) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	9 589	9 274
11) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	2 861	2 861
12) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	176 974	180 246

PASSIF	28-10	4-11
1) BILLETTS EN CIRCULATION	112 725	113 596
2) COMPTES CRÉDITEURS	7 252	7 234
3) COMPTES CRÉDITEURS	567	589
4) COMPTES CRÉDITEURS	2 634	2 634
5) COMPTES CRÉDITEURS	110	841
6) COMPTES CRÉDITEURS	9 584	11 377
7) COMPTES CRÉDITEURS	7 758	9 354
8) COMPTES CRÉDITEURS	1 755	2 023
9) COMPTES CRÉDITEURS	40 553	40 553
10) COMPTES CRÉDITEURS	1 383	1 383
11) COMPTES CRÉDITEURS	4 370	5 715
12) COMPTES CRÉDITEURS	176 974	180 246

LES AVOIRS OFFICIELS DE CHANGE DE LA FRANCE se sont élevés à 88 486 millions de francs à la fin octobre, en augmentation de 1,181 millions par rapport au mois précédent. Les avoirs en devises, qui ont atteint 20 473 millions de francs, ont progressé de 976 millions. Cette variation résulte, d'une part du versement par la Banque de France, de l'autre des opérations du Fonds de stabilisation des changes, qui se sont traduites par une diminution de 446 millions.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
10 heures	4 1/2	5 1/2	3 1/8
1 mois	4 1/2	5 1/2	3 1/8
3 mois	5 1/4	5 3/4	4 1/8
6 mois	5 5/8	6 1/8	4 1/2

LE FONDS SPÉCIAL DE L'OPEP ACCORDE 200 MILLIONS DE DOLLARS DE PRÊTS SANS INTÉRÊT À QUARANTE-CINQ PAYS DU TIERS-MONDE

Le conseil des gouverneurs du Fonds spécial de l'OPEP, créé en janvier 1976 à Paris et destiné à venir en aide aux pays en voie de développement, a décidé le 11 novembre à Vienne d'allouer 200 millions de dollars (1 milliard de francs environ) à quarante-cinq pays du tiers-monde. Cette somme, qui représente un quart des sommes dont dispose le Fonds (800 millions de dollars), sera distribuée sous forme de crédits sans intérêt, remboursables en quinze ans avec un différé de remboursement de dix ans. Le montant de ces prêts dépendra de la population et du revenu de chacun des pays bénéficiaires : il

variera de 1,55 million de dollars (pour les îles du Cap-Vert) à 21,8 millions de dollars (pour l'Inde).

Les principaux bénéficiaires seront l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et l'Égypte. Les quarante-cinq pays ont été avisés des décisions du Fonds et les premiers contrats pourront être signés d'ici quelques mois. Le Fonds a par ailleurs décidé de surseoir provisoirement à l'allocation des 200 millions restant disponibles (400 millions étant toujours réservés au Fonds international de développement agricole de la F.A.O.).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD ALSTHOM-ATLANTIQUE / CEM-COMPAGNIE ÉLECTROMÉCANIQUE DANS LE DOMAINE DES TURBO-ALTERNATEURS

Les conseils d'administration des Sociétés Alsthom-Atlantique et CEM-Compagnie Électromécanique, tenus le 18 novembre 1976, ont approuvé le projet d'accord relatif à l'industrie des turbo-alternateurs qui leur a été présenté par les représentants ainsi que les rapports des deux conseils et les résolutions qui seront présentées aux assemblées générales extraordinaires à convoquer avant le 1^{er} juillet 1977 aux fins de ratification.

Cet accord, qui répond aux orientations données par les pouvoirs publics, a pour objet de rassembler les moyens des deux sociétés dans le domaine de la production d'énergie. Il se présente sous la forme d'un apport partiel d'actif de CEM à Alsthom-Atlantique comprenant essentiellement l'usine du Bourget et ses activités dans le domaine des turbo-alternateurs, des centrales thermiques conventionnelles et nucléaires et du matériel de condensation, en contrepartie de son apport, et sous déduction du passif qui lui est attaché, la CEM recevra 472 525 actions d'Alsthom-Atlantique, représentant 6,5 % du capital actuel de cette dernière.

Le conseil d'administration d'Alsthom-Atlantique proposera, à la prochaine assemblée générale des actionnaires, l'attribution au profit de CEM d'un siège d'administrateur.

Par ailleurs, Alsthom-Atlantique recevra de B.E.C.-Société anonyme Brown Boveri & Cie les licences de fabrication de turbo-alternateurs pour lui permettre de poursuivre, parallèlement aux fabrications du matériel de sa propre marque, la fabrication de turbo-alternateurs de la marque B.B.C.

Cette réorganisation permettra à Alsthom-Atlantique de regrouper l'ensemble des fabrications de turbo-alternateurs des deux sociétés et d'assurer la coordination industrielle nécessaire, compte tenu des programmes de production prévus pour les prochaines années et de l'évolution des puissances unitaires de ces matériels.

Alsthom-Atlantique se situe désormais au nombre des plus grands constructeurs mondiaux de turbo-alternateurs. Notamment dans le domaine nucléaire, la société, qui a la charge de la réalisation de l'important programme français pour la construction de centrales nucléaires, a déjà acquis une expérience internationale.

De son côté, CEM poursuivra, en association avec le groupe Brown Boveri, ses activités dans ses domaines propres et notamment : la transformation de l'énergie électrique, les machines tournantes de moyenne puissance, les moteurs électriques, les appareils de traction, la régénération, la réparation des matériels électriques, la maintenance industrielle, l'électronique industrielle et le dessalement de l'eau de mer. Elle pourra désormais y consacrer, comme aux activités nouvelles qui en constitueront l'utile prolongement, des moyens financiers accrus, liés du renforcement de ses fonds propres, consécutif aux plus-values dégagées à l'occasion de l'apport, et de l'apport de son endettement par le transfert des dettes liées à la branche apportée.

Le chiffre d'affaires (R.T.) des trois premiers trimestres de 1976 s'est élevé à 384 031 750,02 F, contre 297 002 263,98 F pour la même période de 1975.

DROUOT INVESTISSEMENTS

Au 30 septembre 1976, le capital était composé de 638 058 actions de 100 francs.

L'actif net global s'élevait à 96 713 705,97 francs, soit une valeur par action de 151,58 francs.

L'actif de la Société au 30 septembre 1976 comprenait : 28,2 % de fonds d'État et d'obligations libellées en francs, 28,2 % d'actions de sociétés françaises, 2,8 % d'obligations libellées en devises, 44,4 % d'actions de sociétés étrangères.

Au cours de ce trimestre, le portefeuille obligations, 7,73 %, a été renforcé de 4 150 titres, la part des actions françaises a légèrement progressé puisque celle-ci était de 20 % au 30 juin 1976.

À noter que la valeur liquidative de l'action au 29 octobre ressortait à 152,33 francs.

L'assemblée générale de Drouot Investissements s'est tenue le 29 octobre. Dans son allocution, le président, Jean Barroux, a notamment déclaré :

« Notre dernier exercice social, clos le 30 juin 1976, a été marqué par une forte reprise conjoncturelle dont notre Société a bénéficié puisque la valeur liquidative est en augmentation de 15,7 % sur l'ensemble de notre exercice. »

« Depuis plus d'un an, nous avons privilégié les placements aux États-Unis et au Japon tout en maintenant un portefeuille équilibré en actions françaises. Quelques jours après la publication de ce que l'on a déjà appelé le « plan Barre » :

« Nous nous sommes donc trouvés dans une situation favorable, nous nous tenons prêts, dans les mois qui viennent, à augmenter nos investissements sur le marché français, dans la perspective de voir la France rejoindre le groupe des pays qui conduisent le développement économique mondial tout en maintenant l'évolution de leur prix. »

« Au niveau de la devise, alors que l'année dernière nous nous

BOURSE DU BRILLANT communiqué MARCHÉ DU BRILLANT Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT 12 novembre - 41,196 F T.T.C. commission 4,50 F + M. GÉRARD, JOAILLIERS Avenue Montaigne - Paris (8^e) Tel 525-55-56

europcar 645.21.25

سبيلك من الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
10 NOVEMBRE

Marché mieux disposé Hausse de l'or

Irégulier à l'ouverture, le marché a vite montré que le marché disposait, par la suite, notamment après la cotation en hausse du Rhône-Poulenc. Après l'annonce du maintien du dividende global, le titre a progressé de plus de 7 % ce qui lui assure encore un rendement de 12,5 % (sur la base du cours de 120,50, le dividende rapportait 14 %.). Un peu partout, les seconds cours ont été meilleurs que les premiers, certaines valeurs accusant même des hausses de 10 à 15 %, comme le Club Méditerranée, l'Oréal, Sels Rossmignol.

Cette amélioration a quelque peu rassuré les opérateurs. Mais certains d'entre eux s'expliquent par le tarissement des ventes, le ralentissement de la bouisse à New-York, la poursuite des dévaluations de la monnaie monétaire, ou le luyer de l'argent de 1/8 %, comme il l'avait fait lundi et mardi.

Le sentiment général est que les prochains cours vont être planchers, mais que les moyens s'entendent pour une série de titres continueront à baisser. Dans ces conditions, tout élément un peu moins défavorable peut susciter un décalage dans la hausse, et même, pour certains, la fin se décide encore à acheter.

Beaucoup plus nette, en revanche, est la tendance sur le marché de l'or, où la vive avance enregistrée sur le marché de Londres a entraîné une hausse de 650 F du lingot (21 810 F contre 21 160) et de 570 F du napoléon.

Le volume des transactions est resté inchangé, aux environs de 13 millions de francs.

Aux valeurs étrangères, les américaines se sont montrées irrégulières, tandis que les mines d'or progressaient très vivement (Free State, President Brand, West Driefontein, Western Deep).

Taux du marché monétaire
 États-Unis 10 5/16 %

LONDRES

Les affaires sont calmes vendredi. A l'ouverture, les opérateurs attendent la publication des résultats du commerce extérieur en octobre. La tendance est néanmoins soutenue aux industrielles. Hausse modérée des pétroles et des fonds d'Etat. Vive reprise des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 135 .. contre 133 20

VALEURS	CLOTURE 11/11	COURS 12/11
War Loan 3 1/2 %	23 1/8	23 3/16
Banque	320	333 1/2
British Petroleum	668	670
Shell	394	394 1/2
Vickers	117	117
Imperial Chemical	292	294
Courtauld	75 1/2	77
De Beers	281	281 1/2
Western Holdings	16	16 7/8
Rio Tinto Zinc Corp.	151	152
West African	20 1/4	20 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/11	12/11
1 dollar (ten years) ..	294 575	294 66

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LAFARGE. — Le président prévoit, pour l'exercice en cours, un chiffre d'affaires consolidé de 5,8 milliards de francs (contre 5,3 milliards) et un bénéfice net consolidé compris entre 156 et 162,5 millions de francs (contre 130 millions).

Il se confirme que le dividende global (15,75 F au titre de 1975)

ROUDIÈRE. — Les résultats de 1976 marqueront une augmentation d'environ 20 %. Le chiffre d'affaires approchera ainsi 300 millions de francs et le bénéfice 11,82 millions.

MOLHO, GANEM ET FILS. — Attribution gratuite d'une action pour neuf.

GROUPE ROYAL DUTCH - SHELL. — Bénéfice net pour le troisième trimestre : 185 millions de livres contre 319 millions pour la période correspondante de 1975. Ce résultat tient compte de la perte de change résultant de la baisse de la devise britannique. Sans cette correction, le bénéfice net aurait atteint 363 millions de livres. Pour les neuf mois, il s'élève à 772 millions de livres.

I.T.T. — Bénéfice net d'exploita-
tion du troisième trimestre : 106,78
millions de dollars contre 81,96 mil-
lions. Pour les neuf mois, il atteint
337,91 millions de dollars contre
282,09 millions. Le dividende trimes-

KODAK. — Dividende supplémentaire de 50 cents, qui s'ajoute au dividende ordinaire de 40 cents.

NEW-YORK

Reprise technique

Une reprise technique s'est poursuivie à Wall Street et, en dépit d'une baisse de la production industrielle, l'indice des industriels s'est achevé sur une note positive, à 151,41, soit 7,33 points, soit son plus haut niveau, au précédent, du 14 jour.

Le marché des actions a été, toutefois, pas très accompagné d'activité, les transactions se limitant à un porteur sur 13,23 millions de titres, illustrant encore 18,99 millions de transactions. Cette faible activité illustre la réserve soumise aux marchés financiers, qui ne se laisse pas prendre des initiatives au raison des incertitudes économiques persistantes, qui ne se laisse pas aller à la détermination des cours à une simple réaction intervenant sans plusieurs jours d'attente.

Quelques-uns ont précédé des ordres attendus au début de la semaine, qui la reprise de l'expansion est attendue de façon certaine.

Sur 1 629 valeurs traitées, 786 ont progressé, 533 ont fléchi et 490 sont restées inchangées.

Indices Dow Jones : transports, 211,76 (+ 2,26) ; services, publicitaires, 212,45 (+ 2,32).

	VALUES	COUNTS 10/11	COUNTS 9/10
Alcoa	51 3/4	61 3/4	61 3/4
A.T.&T.	60 5/8	67 1/2	67 1/2
Bank of America	27 1/2	27 1/2	27 1/2
Cash Management Bond	27 5/8	26 1/2	26 1/2
D.P. Putnam Fund	124 7/8	125 1/2	125 1/2
Eaton Corp.	47 1/2	47 1/2	47 1/2
Exxon Mobil	47 3/4	48 1/2	48 1/2
Ford	55 7/8	56 1/2	56 1/2
General Electric	30 1/2	30 1/2	30 1/2
General Foods	26 1/4	26 1/4	26 1/4
General Motors	89	89 1/2	89 1/2
Grocery	22 1/2	22 1/2	22 1/2
Hewlett Packard	50 1/2	50 1/2	50 1/2
I.L.I.	30 1/4	30 1/4	30 1/4
Kennecott	25 1/2	25 1/2	25 1/2
Mobil Oil	51 5/8	51 5/8	51 5/8
Pfizer	26 3/4	26 3/4	26 3/4
Schlumberger	91	91 1/2	91 1/2
Techint	35 5/8	35 5/8	35 5/8
United Funds	27 1/2	27 1/2	27 1/2
Union Carbide	52 1/2	52 1/2	52 1/2
U.S. Steel	48 3/8	46 3/4	46 3/4
Wells Fargo Bank	46 1/2	46 1/2	46 1/2
Xerox	15 1/4	15 1/4	15 1/4
Yale Univ.	15 1/4	15 1/4	15 1/4

INDICES QUOTIDIENS

	8 nov.	10 nov.
Valeurs françaises ..	76,5	77,
Valeurs étrangères ..	76,5	77,

Indices généraux	100	100
Indice des actions	100	100
Indice des obligations	100	100
Indice des valeurs étrangères ..	100	100
C= DES AGENTS DE CHANGE (Base 100: 29 déc. 1961.)		
Indice général	80.4	80.

BRE - COMPTANT

BOURSE DE PARIS - 10 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

comparés dans nos dernières éditions, nos anciens patrons peints figurent dans les cours. Elles sont corrigées et fondaméta dans la première édition.

[illegible][illegible]

A TERME

En raison de ces variations, nous ne pouvons vous garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

568 ..	575	568	D: Office
53 54	78 80	78 83	
115	118 97	118 97	

110 .. 113 30 113 30
415 .. 415 .. 410 ..

[illegible]

